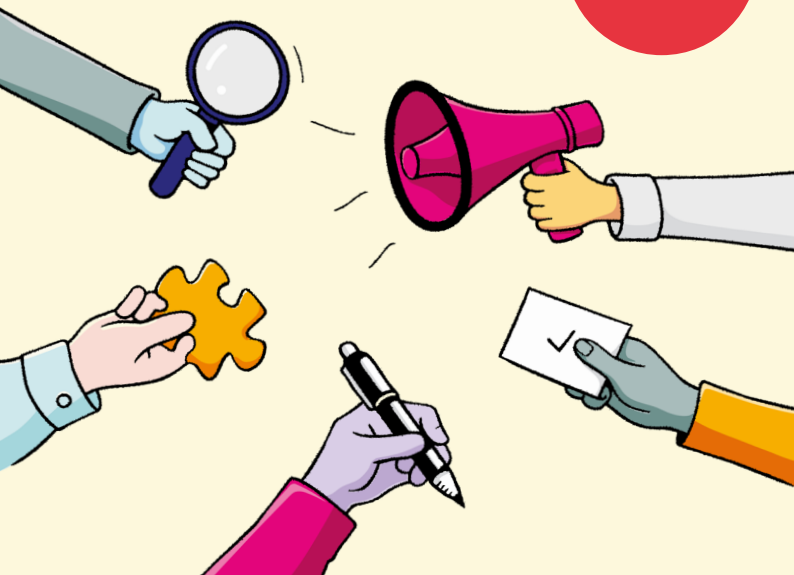


OFAJ
DFJW

Éducation citoyenne Politische Bildung

Français - Allemand
Deutsch - Französisch

GLOSSAIRE
GLOSSAR





OFAJ - 51 rue de l'Amiral-Mouchez - 75013 Paris

DFJW - Molkenmarkt 1 - 10179 Berlin

© OFAJ/DFJW, Paris/Berlin, 2026

**GLOSSAIRE
GLOSSAR**

Éducation citoyenne / Politische Bildung

Sous la direction de / Unter der Leitung von

Julia Gottuck

**Coordination du manuscrit /
Koordination des Manuskripts**

Morgane Voyer

Rédaction lexicographique / Lexikographische Endredaktion

Hélène Bréant · Ralf Pflieger

En coopération avec / In Zusammenarbeit mit

Ludovic Fresse · Magdalena Scharf

Regards croisés / Interkulturelle Betrachtungen

Helle Becker · Sylvie Condette

Georg Pirker

Anacej (Association nationale citoyenneté enfance
jeunesse)

Traductions / Übersetzungen

Anke Ben Abdessalem · Hélène Bréant

Julia Brenner · Alain Le Treut

Relecture / Lektorat

Anke Ben Abdessalem · Alain Le Treut

Nous les remercions pour leur soutien / Wir danken für ihre Mitwirkung

Annette Schwichtenberg

Clémence Grousset · Margot Dufaux

Forum franco-allemand d'expertes et experts
pour l'éducation à la citoyenneté
dans les échanges de jeunes

Deutsch-französisches Fachforum
für politische Bildung im Jugendaustausch

Conception graphique / Grafische Gestaltung

Couverture et schéma p. 96/97 /
Umschlag und Schema S. 96/97: Rozenn Voyer

Mise en page et impression / Satz und Druck

DCM Druck Center Meckenheim GmbH

Préface

De A comme abstention (Enthaltung) à Z comme Zusammenleben (vivre-ensemble) : plus de 1 600 termes sont décryptés et traduits dans ce glossaire bilingue «Éducation citoyenne / Politische Bildung». La langue est une clé pour s'ouvrir au monde. Elle nous aide à mieux comprendre le pays voisin. Après des siècles de guerres, dont deux guerres mondiales, la France et l'Allemagne ont construit le partenariat le plus important au monde, entre deux pays voisins. Et pourtant, nos systèmes politiques sont fondamentalement différents, tout comme notre compréhension respective de l'éducation citoyenne au sein d'une Europe de la diversité.

Ce glossaire n'est pas un dictionnaire. C'est une boîte à outils et un appel aux porteurs de projets et aux professionnels à ancrer davantage l'éducation citoyenne dans les échanges franco-allemands pour la jeunesse. Il décrypte des termes qui rendent tangibles différentes conceptions de l'État, décrivent l'engagement citoyen et le travail de mémoire, ou constituent un outillage terminologique pour l'éducation non formelle. Certains termes sont établis depuis des décennies, d'autres proviennent de débats toujours en cours – mais essentiels pour les jeunes d'aujourd'hui.

Trois évolutions rendent cette tâche particulièrement urgente : premièrement, un nombre croissant de jeunes en France, en Allemagne et dans le reste de l'Europe votent pour des partis extrêmes – les dernières élections en Allemagne de l'Est en 2026 marquent une rupture à cet égard. Deuxièmement, les conflits et les guerres en Europe et dans son voisinage placent nos sociétés démocratiques face à de nouveaux défis. L'éducation citoyenne, ancrée dans la Loi fondamentale allemande, dans la Constitution française ou dans les normes relatives aux droits humains du Conseil de l'Europe, offre un repère dans une actualité mondiale parfois vertigineuse. Troisièmement, les modes de communication

évoluent rapidement : les médias numériques accélèrent les flux d'information, la désinformation et les narratifs populistes – qui imprègnent les discours au quotidien. Il est donc d'autant plus important d'utiliser les bons termes.

Depuis des décennies, les rencontres de jeunes franco-allemandes sont des lieux d'apprentissage démocratique. Elles portent sur des questions de société, permettent une expérience de la diversité et apprennent à changer de perspective. L'Office franco-allemand pour la Jeunesse conçoit également son action comme une contribution au vivre-ensemble démocratique et à la participation citoyenne des jeunes – indépendamment de leur situation de vie. C'est de ce riche héritage d'expérience et de deux traditions éducatives qu'est né ce glossaire. Cette ressource est là pour soutenir les jeunes et les professionnels qui s'intéressent à notre démocratie et qui s'y engagent. Car une démocratie vivante ne se nourrit pas de l'abstention – elle se nourrit de participation et de vivre-ensemble.

Nos remerciements chaleureux s'adressent à l'ensemble des autrices et auteurs – ainsi qu'à l'équipe de rédaction dirigée par Julia Gottuck – pour leur engagement et leur expertise.

Pascale Trimbach et Tobias Bütow

Secrétaires généraux de l'Office franco-allemand
pour la Jeunesse

Vorwort

Von A wie abstention (Enthaltung) bis Z wie Zusammenleben (*vivre-ensemble*): Mehr als 1 600 Begriffe werden in diesem zweisprachigen Glossar „Éducation citoyenne / Politische Bildung“ erklärt und übersetzt. Sprache ist ein Schlüssel zur Welt. Sie hilft, das Nachbarland besser zu verstehen.

Nach Jahrhunderten der Kriege, darunter zwei Weltkriege, haben Deutschland und Frankreich das weltweit engste bilaterale Verhältnis zweier Nachbarländer aufgebaut. Und doch unterscheiden sich nicht nur unsere politischen Systeme grundlegend, sondern auch unser Verständnis von politischer Bildungsarbeit inmitten eines Europas der Vielfalt.

Dieses Glossar ist kein Wörterbuch. Es ist vielmehr ein Werkzeugkasten und eine Ermutigung für Projektträger und Fachkräfte, politische Bildung stärker im deutsch-französischen Jugendaustausch zu verankern. Es entschlüsselt Begriffe, die ein unterschiedliches Staatsverständnis sichtbar machen, bürgerschaftliches Engagement und Erinnerungskultur umschreiben oder als terminologisches Rüstzeug für die non-formale Bildungsarbeit dienen. Manche Begriffe sind seit Jahrzehnten gesetzt, andere entstammen Debatten, die noch ergebnisoffen, aber heute für junge Menschen bedeutsam sind.

Drei Entwicklungen machen diese Aufgabe besonders dringlich: Erstens wählt eine wachsende Zahl junger Menschen in Deutschland, Frankreich und Europa extreme Parteien – die jüngsten Wahlen in Ostdeutschland im Jahr 2026 markieren eine Zäsur. Zweitens stellen Konflikte und Kriege in Europa und seiner Nachbarschaft unsere demokratischen Gesellschaften vor neue Herausforderungen. Politische Bildung, gestützt auf Grundgesetz, Verfassung und die Menschenrechtsstandards des Europarats, bietet Orientierung in einer bisweilen schwindelerregenden Welt. Drittens ver-

ändert sich öffentliche Kommunikation rasant: Digitale Medien beschleunigen Informationsflüsse, Desinformation und populistische Narrative prägen den alltäglichen Diskurs. Gerade deshalb gewinnen klare Begriffe an Bedeutung.

Deutsch-französische Jugendbegegnungen sind seit Jahrzehnten Orte demokratischen Lernens. Junge Menschen diskutieren gesellschaftliche Fragen, erfahren Vielfalt und lernen, Perspektiven zu wechseln. Das Deutsch-Französische Jugendwerk versteht seine Arbeit auch als Beitrag zu demokratischem Zusammenleben und gesellschaftlicher Teilhabe junger Menschen – unabhängig von ihrer Lebenslage. Aus diesem Erfahrungsschatz und aus zwei miteinander verflochtenen Bildungstraditionen ist dieses Glossar entstanden, um junge Menschen und Fachkräfte, die sich für unsere Demokratie interessieren und engagieren, zu unterstützen. Denn eine lebendige Demokratie lebt nicht von Enthaltung, sie lebt von Mitmachen und Zusammenleben.

Unser besonderer Dank gilt allen Autor:innen und dem Redaktionsteam rund um Julia Gottuck für ihr Engagement und ihre Expertise.

Tobias Bütow und Pascale Trimbach

Generalsekretär:innen des Deutsch-Französischen
Jugendwerks

Introduction

Quels termes doivent figurer dans un glossaire franco-allemand consacré à l'éducation citoyenne et à la *politische Bildung* ? Où se situent les frontières entre éducation formelle et non formelle ? Quels termes peuvent être attribués de façon claire à l'éducation citoyenne ou la *politische Bildung* ? Où commence le militantisme ?

Le fait que les réponses à ces questions soient différentes en France et en Allemagne reflète le caractère interculturel d'un glossaire comme celui-ci. Les réflexions sur le choix d'un titre approprié montrent également que les réalités ne se recouvrent pas entièrement. En effet, tandis que le terme *politische Bildung* est en grande partie incontesté en allemand, il existe en français des différences fines, mais significatives, entre éducation citoyenne et éducation à la citoyenneté. Cette dernière est davantage ancrée dans le programme scolaire, tandis que l'éducation citoyenne désigne des formes de travail éducatif non formel plus diverses, tant sur le plan des contenus que des méthodes. Pour le titre de ce glossaire, le choix de l'éducation citoyenne a été fait délibérément, car les projets initiés et soutenus par l'OFAJ qui relèvent de cette approche ont lieu majoritairement dans le cadre de l'éducation non formelle extrascolaire. Il ne s'agit pas uniquement de la citoyenneté comme contenu d'apprentissage, mais également de l'approche pédagogique et de la manière d'apprendre. Néanmoins, le glossaire comprend aussi des termes issus du domaine de l'éducation à la citoyenneté formelle, expliqués dans la partie centrale « regards croisés ».

L'élaboration d'un glossaire pose toujours le défi du choix des termes à retenir – ce qui requiert une expertise professionnelle dans les deux pays. Dans le cas présent, la sélection s'avère particulièrement exigeante, car les champs d'application diffèrent parfois considérablement entre la France et l'Allemagne. Pour des raisons historiques, le champ de la

politische Bildung est davantage diversifié dans le contexte allemand, tandis qu'en France, l'équilibre entre l'éducation formelle et non formelle est organisé différemment. Cela explique pourquoi les listes terminologiques des deux langues ne coïncident pas totalement.

Comme pour tous les glossaires de l'OFAJ, une approche descriptive sous-tend également ce glossaire. La sélection des termes ne vise pas à prescrire de manière normative la façon dont il conviendrait de parler. Il s'agit plutôt de refléter les terminologies effectivement utilisées dans la pratique. Le langage de la *politische Bildung* et de l'éducation citoyenne est, quant à lui, étroitement lié aux évolutions sociales et aux débats actuels. Cependant, si l'éducation citoyenne et la *politische Bildung* ne sont pas « neutres », un glossaire consacré à cette thématique ne l'est pas non plus. Les deux approches reposent sur des valeurs démocratiques. Elles ont pour objectif de permettre à des citoyennes et citoyens responsables de participer à la vie publique. Les concepts ou idéologies antidémocratiques qui s'opposent à ces valeurs et qui réapparaissent actuellement de manière plus visible dans la société ne sont donc pas représentés sur le plan terminologique dans ce glossaire.

En principe, tout glossaire est le témoignage de son époque et de son contexte d'élaboration. En raison de son volume, le présent ouvrage ne peut refléter la diversité thématique que de manière partielle et ne prétend pas à l'exhaustivité. Le champ de pratique est dynamique. Les termes sont utilisés différemment selon les contextes, et les défis sociétaux font constamment émerger de nouveaux thèmes. Ce glossaire se conçoit donc comme un instrument de travail. Il offre des repères tout en laissant de la place à des extensions et à des discussions.

L'acquisition linguistique est toujours étroitement liée à l'apprentissage interculturel. La partie centrale comprend donc

des « regards croisés ». Ces textes esquissent les évolutions historiques, les différences culturelles ainsi que les champs d'action actuels de l'éducation citoyenne et de la *politische Bildung*. Ils restituent les points de vue des autrices et auteurs et ouvrent ainsi des perspectives supplémentaires sur cette thématique.

Le glossaire est constitué de trois parties :

1. Une partie terminologique du français vers l'allemand
2. Une partie centrale consacrée à des « regards croisés »
3. Une partie terminologique de l'allemand vers le français

Les **termes** ont été sélectionnés en raison de leur pertinence par rapport aux domaines suivants :

L'engagement citoyen et la participation au sein de la **société civile**, les **champs thématiques** abordés dans le cadre de l'éducation citoyenne (éducation aux médias, histoire et mémoire, écologie, lutte contre les discriminations, etc.), la **pédagogie** (actrices et acteurs, méthodes, démarches, etc.), la **vie politique** et institutionnelle en France et en Allemagne, ainsi que les **élections** – ce domaine ayant fait l'objet d'un Mobidico¹ dans la série des mini-glossaires de l'OFAJ dans la perspective des *Bundestagswahlen* de 2021 en Allemagne et élections présidentielles et législatives de 2022 en France.

Classement : Les entrées sont classées par ordre alphabétique, exception faite de certaines expressions composées, pour lesquelles le terme principal est définitoire pour la place occupée dans l'ordre alphabétique, par exemple « entre **pairs** *mpl* ».

1 [Voir Mobidico Élections](#). Le glossaire Éducation citoyenne est également disponible dans [l'appli Mobidico](#) de l'OFAJ.

Les **synonymes** sont indiqués directement à côté de l'entrée principale et sont signalés par *cf*, par exemple : « **approche** *f cf démarche* ». Dans la langue cible, ils sont séparés par des virgules. Chaque synonyme est repris en tant qu'entrée principale, et on trouve donc aussi l'entrée « **démarche** *f cf approche* ».

Les **mentions entre crochets** apportent des indications sémantiques au sujet du terme en question ou du contexte dans lequel celui-ci est employé, par exemple : « **répression** *f [droit] strafrechtliche Verfolgung f* » ; « **répression** *f [manifestation] Niederschlagung f* ».

Les **mots transparents** ne figurent en règle générale pas dans le glossaire, puisqu'ils sont facilement compréhensibles – sinon identiques – dans les deux langues, par exemple : démocratie, discrimination, radicalisation. C'est aussi le cas de termes qui se terminent par le suffixe « -isme », tels que racisme, colonialisme, sexisme. L'absence de certains termes centraux de l'éducation citoyenne dans ce glossaire est donc due à des raisons purement terminologiques.

L'indication du genre – masculin *m*, féminin *f*, neutre *n* – est systématiquement mentionnée dans les entrées principales.

L'écriture inclusive prend dans ce glossaire des formes différentes selon le type de termes. Ceux qui désignent un métier, une fonction ou des personnes de genre différent sont présentés sur une seule ligne, comme une seule et même entrée, par exemple « **citoyen** *m / citoyenne f* ». Si les termes sont identiques, les deux genres grammaticaux sont séparés par une barre oblique (exemple : « **sans-papiers** *m/f* »).

Dans les explications en langue cible, des formulations épicènes ont été utilisées dans la mesure du possible. Cependant, nous avons eu parfois recours à la double flexion (par exemple : « **Vertrauensfrage** *f vote de confiance que le*

chancelier ou la chancelière peut solliciter auprès du Bundestag » ou au point médian en français et aux deux points (Doppelpunkt) en allemand, pour des raisons d'espace disponible.

De nombreux termes n'ont pas d'équivalence exacte. C'est pourquoi nous avons décidé d'apporter des **explications définitives** dans la langue cible. Celles-ci sont en italique et ne figurent pas dans l'autre partie du glossaire, par exemple « **rentrée f politique** *Wiederaufnahme des Politikbetriebs nach der Sommer- oder Winterpause* » ou, en allemand, « **Vergangenheitsbewältigung** *f travail sur le passé nazi de l'Allemagne en vue de le surmonter, sans pour autant l'oublier* ».

Ponctuation : pour une meilleure lisibilité du glossaire, les abréviations ne sont pas suivies d'un point, à l'encontre des règles orthographiques (*m, f, n, pl, cf*).

Einführung

Welche Begriffe gehören in ein deutsch-französisches Glossar zur politischen Bildung bzw. zur *éducation citoyenne*? Wo verlaufen die Grenzen zwischen formaler und non-formaler Bildung, und welche Termini lassen sich klar der politischen Bildung zuordnen – ab welchem Punkt beginnt politischer Aktivismus?

Dass diese Fragen in Deutschland und Frankreich unterschiedlich beantwortet würden, spiegelt den interkulturellen Charakter eines solchen Glossars wider. Auch die Überlegungen zum passenden Titel illustrieren, dass die Realitäten nicht deckungsgleich sind. Während der Begriff „politische Bildung“ im Deutschen weitgehend unumstritten ist, bestehen im Französischen feine, aber bedeutsame Unterschiede zwischen *éducation citoyenne* und *éducation à la citoyenneté*. Letztere ist dabei stärker im schulischen Curriculum verankert, während *éducation citoyenne* inhaltlich und methodisch vielfältigere Formen non-formaler Bildungsarbeit bezeichnet. Für den Titel dieses Glossars wurde bewusst *éducation citoyenne* gewählt, da die Projekte zur politischen Bildung, die durch das DFJW initiiert und unterstützt werden, überwiegend im Bereich der außerschulischen, non-formalen Bildung stattfinden. Dabei geht es nicht allein um *citoyenneté* als Lerninhalt, sondern ebenso um den pädagogischen Ansatz und die Art des Lernens. Dennoch enthält das Glossar auch Begriffe aus dem Bereich der formalen *éducation à la citoyenneté*, die im interkulturellen Mittelteil erläutert werden.

Eine zentrale Herausforderung bei der Erstellung eines Glossars besteht stets darin, zu entscheiden, welche Begriffe aufgenommen werden sollen. Dafür braucht es fachliche Expertise in beiden Ländern. Im vorliegenden Fall gestaltet sich die Auswahl besonders anspruchsvoll, da die Anwendungsfelder in Deutschland und Frankreich teils erheblich

voneinander abweichen. Historisch bedingt ist das Feld der politischen Bildung im deutschen Kontext stärker ausdifferenziert, während in Frankreich die Gewichtung zwischen formaler und non-formaler Bildung anders gesetzt ist. Dies erklärt, warum die terminologischen Listen beider Sprachen nicht völlig deckungsgleich ausfallen.

Wie allen DFJW-Glossaren liegt auch diesem Glossar eine deskriptive Herangehensweise zugrunde. Die Auswahl der Begriffe will nicht normativ vorschreiben, wie es zu sprechen gilt. Vielmehr soll abgebildet werden, welche Begrifflichkeiten in der Praxis Verwendung finden. Die Sprache politischer Bildung wiederum ist eng verknüpft mit gesellschaftlichen Entwicklungen und aktuellen Debatten. Wenn jedoch politische Bildung nicht „neutral“ ist², so ist es auch ein Glossar über die Thematik nicht. Der politischen Bildung sowie auch der *éducation citoyenne* liegen demokratische Werte zugrunde und sie hat zum Ziel, mündige Bürger:innen zur Teilhabe zu befähigen. Konzepte oder antidemokratische Ideologien, die diesen Werten entgegenstehen und derzeit wieder gesellschaftlich präsenter werden, sind daher in diesem Glossar sprachlich auch nicht abgebildet.

Grundsätzlich ist jedes Glossar ein Zeugnis seiner Zeit und seines Entstehungskontextes. Aufgrund des Umfangs kann das vorliegende Werk die thematische Vielfalt nur ausschnittshaft abbilden und erhebt keinen Anspruch auf Vollständigkeit. Das Praxisfeld ist dynamisch, Begriffe werden je nach Kontext unterschiedlich verwendet und gesellschaftliche Herausforderungen bringen immer neue Themen hervor. Dieses Glossar versteht sich daher als Arbeitsinstrument, das Orientierung bietet und zugleich Raum für Erweiterungen und Diskussionen lässt.

Wie alle DFJW-Glossare entspricht auch dieses dem Verständnis der Spracharbeit des DFJW: Spracherwerb ist stets

2 Verweis: Helle Becker, Seite 66 der Interkulturellen Betrachtungen

eng mit interkulturellem Lernen verbunden. Im Mittelteil finden sich deshalb „Interkulturelle Betrachtungen“. Diese Texte skizzieren historische Entwicklungen, kulturelle Unterschiede sowie aktuelle Handlungsfelder der politischen Bildung und der *éducation citoyenne*. Sie geben die Sichtweisen der Autorinnen wieder und eröffnen damit zusätzliche Perspektiven auf das Themenfeld.

Das Glossar besteht aus drei Teilen

1. Einem französisch-deutschen Terminologieteil,
2. einem Mittelteil mit interkulturellen Betrachtungen und
3. einem deutsch-französischen Terminologieteil.

Für die Auswahl der Einträge wurden folgende Bereiche berücksichtigt:

Bürgerengagement und Partizipation in der **Zivilgesellschaft**, die im Rahmen der politischen Bildung behandelten **Themenbereiche** (Medienerziehung, Geschichte und Erinnerung, Umweltschutz, Bekämpfung von Diskriminierung etc.), **Pädagogik** (beteiligte Personen, Methoden, Ansätze usw.), **Politik** und Institutionen in Deutschland und in Frankreich sowie **Wahlen**, was bereits Thema eines Mobidico³ – aus der Reihe der Mini-Glossare – anlässlich der Bundestagswahlen 2021 und der französischen Präsidentschafts- sowie Parlamentswahlen 2022 war.

Reihenfolge: Die Einträge sind alphabetisch geordnet, abgesehen von einigen zusammengesetzten Ausdrücken, bei denen der Haupteintrag als Referenz für die alphabetische Reihenfolge dient, z. B. „die Demokratie *f* **aushöhlen**“ oder „eine Grenze *f* **überschreiten**“.

3 Siehe [Mobidico Wahlen](#). Das vorliegende Glossar ist außerdem in der [Mobidico App](#) des DFJW zu finden.

Synonyme stehen direkt neben dem Haupteintrag und sind mit *siehe* gekennzeichnet: „**Stimmzettel** *m siehe Wahlzettel*“. In der Zielsprache sind sie durch Kommata getrennt. Jedes Synonym wird außerdem als Haupteintrag erneut aufgenommen, in der Ausgangssprache steht daher auch: „**Wahlzettel** *m siehe Stimmzettel*“.

Die **Hinweise in eckigen Klammern** geben semantische Erläuterungen zum betreffenden Terminus oder den Kontext an, in dem er verwendet wird: „**Grenze** *f [Geografie] frontière f* und „**Grenze** *f [Psychologie] limite f*“.

Transparente Wörter, die in beiden Sprachen leicht verständlich bzw. identisch sind, wurden in der Regel nicht in das Glossar aufgenommen (z.B. Demokratie, Diskriminierung, Radikalisierung sowie weitere Beispiele aus der Reihe der transparenten „-ismen“: Rassismus, Kolonialismus, Sexismus etc.). Dass zentrale Begriffe der politischen Bildung in diesem Glossar nicht erscheinen, hat somit rein terminologische Gründe.

Die **Genusangabe** – weiblich (*f*), männlich (*m*), Neutrum (*n*) – erfolgt stets nur in den Haupteinträgen.

Hinweis zur **geschlechtergerechten Sprache** in diesem Glossar: Bezeichnungen von Berufen oder Funktionen bzw. zur Beschreibung von Personen finden sich in einem einzigen Eintrag und sind durch einen Schrägstrich getrennt („Zeitzeuge *m* / Zeitzeugin *f*“). Wenn beide Genusformen identisch sind, trennt der Schrägstrich die Genusbezeichnungen („juge *m/f*“). Auch bei den Erklärungen in der Zielsprache werden beide Genusformen in die Definition aufgenommen, wobei an diesen Stellen aus Platzgründen im Deutschen der Doppelpunkt benutzt wird und im Französischen ein trennender Punkt (*point médian*).

Die „Dritte Option“ ist aufgrund einer besseren Lesbarkeit in diesem Glossar nicht berücksichtigt worden.

Für zahlreiche Termini gibt es keine genaue Entsprechung. In diesen Fällen haben wir uns für eine **Erklärung** in der Zielsprache entschieden, die kursiv gedruckt ist und in der anderen Sprachrichtung nicht aufgeführt ist, z. B. „**Vergangenheitsbewältigung** *f travail sur le passé nazi de l'Allemagne en vue de le surmonter, sans pour autant l'oublier*“. Ein Beispiel für einen französischen Eintrag dieser Art ist „**rentrée f politique** *Wiederaufnahme des Politikbetriebs nach der Sommer- oder Winterpause*“.

Interpunktion: Zur besseren Lesbarkeit des Glossars sind die Abkürzungen entgegen den Rechtschreibregeln ohne Punkt angegeben (*m, f, n, pl, cf*).

Éducation citoyenne / Politische Bildung

Français – Allemand
Französisch – Deutsch

49.3 *m*

*Artikel der französischen
Verfassung, der die
Verabschiedung
eines Gesetzes ohne
Parlamentsbeschluss
ermöglicht*

A

« A voté ! »

*Ausruf des Wahlhelferteams
nach dem Einwerfen des
Wahlzettels*

abolition *f*

Abschaffung f

abrogation *f*

*Abschaffung f eines
Gesetzes*

abstention *f cf taux
d'abstention*

Anteil der Nichtwähler:innen

abstentionniste *m/f*

*Nichtwähler m /
Nichtwählerin f*

abus *m de pouvoir*

Machtmissbrauch m

accaparement *m des terres*

*Landraub m,
Land Grabbing n*

acceptabilité *f*

*Akzeptanz f,
Annehmbarkeit f*

acceptation *f*

Annahme f, Akzeptieren n

accès *m à l'information*

Zugang m zur Information

accessible

1 [*handicap*]

2 [*prix*]

3 [*contenu*]

*barrierefrei
erschwinglich
zugänglich*

accord <i>m</i>	Abkommen <i>n</i> , Einigung <i>f</i> , Vereinbarung <i>f</i> eine Einigung erzielen sich einigen ein Abkommen unterzeichnen
parvenir à un accord se mettre d'accord signer un accord	
acquisition <i>f de</i> compétences	Kompetenzerwerb <i>m</i>
acquisition <i>f de</i> connaissances	Wissenserwerb <i>m</i>
activité <i>f</i> brise-glace	Eisbrecher <i>m</i> , Icebreaker <i>m</i>
adhérent <i>m</i> / adhérente <i>f cf</i> <i>membre</i>	Mitglied <i>n</i>
adhérer 1 [à une cause] 2 [à une organisation]	hinter einer Sache <i>f</i> stehen Mitglied <i>n</i> werden, beitreten
adjoint <i>m au maire cf</i> <i>maire</i> <i>adjoint</i>	stellvertretender Bürgermeister <i>m</i>
adjointe <i>f au maire cf</i> <i>maire</i> <i>adjointe</i>	stellvertretende Bürgermeisterin <i>f</i>
administration <i>f</i>	Verwaltung <i>f</i>
adopter une loi <i>f</i>	ein Gesetz <i>n</i> verabschieden
adversaire <i>m/f</i>	Gegner <i>m</i> / Gegnerin <i>f</i>
affiche <i>f</i> électorale	Wahlplakat <i>n</i>
affrontement <i>m</i>	Konfrontation <i>f</i> , Zusammenstoß <i>m</i>
AG <i>f cf</i> <i>assemblée générale</i> 1 [association] 2 [rassemblement]	Mitgliederversammlung <i>f</i> Vollversammlung <i>f</i>
agir	handeln
agrément <i>m</i>	Zulassung <i>f</i> , Genehmigung <i>f</i>

A

agression <i>f</i>	Übergriff <i>m</i>
agriculture <i>f</i> urbaine	Urban Farming <i>n</i>
aile <i>f</i>	Flügel <i>m</i>
alliance <i>f</i> électorale	Wahlbündnis <i>n</i>
altérité <i>f</i>	<i>Andersartigkeit und Vielfalt</i>
faire un amalgame <i>m</i>	über einen Kamm <i>m</i> scheren, pauschalisieren
amende <i>f</i>	Geldbuße <i>f</i>
animateur <i>m</i> / animatrice <i>f</i>	Teamer <i>m</i> / Teamerin <i>f</i>
animation <i>f</i> socioculturelle	<i>Betreuungsangebote im sozialen und kulturellen Bereich</i>
animation <i>f</i>	<i>pädagogisches Angebot in der non-formalen Bildung</i>
anniversaire <i>m</i> <i>cf</i> jubilé	Jahrestag <i>m</i>
antisémitisme <i>m</i>	Antisemitismus <i>m</i> , Judenfeindlichkeit <i>f</i>
appartenance <i>f</i>	Zugehörigkeit <i>f</i>
appel <i>m</i> à candidatures	Ausschreibung <i>f</i> <i>[Teilnehmende]</i>
appel <i>m</i> à projets	Projektausschreibung <i>f</i> , Ausschreibung <i>f</i>
appel <i>m</i> au boycott	Boykottaufruf <i>m</i>
apprentissage <i>m</i>	1 <i>[éducation]</i> Lernen <i>n</i> 2 <i>[métier]</i> Lehre <i>f</i>
approche <i>f</i> <i>cf</i> démarche	Ansatz <i>m</i> , Herangehensweise <i>f</i> ganzheitlicher Ansatz
approche globale <i>ou</i> approche holistique	
appui <i>m</i> <i>cf</i> soutien	Förderung <i>f</i> <i>[ideell]</i>

acquisition f de compétences	Kompetenzerwerb <i>m</i>
acquisition f de connaissances	Wissenserwerb <i>m</i>
arbitrage m	endgültige Entscheidung <i>f</i>
ARCOM f cf <i>Autorité de régulation de la communication audiovisuelle et numérique</i>	französische Medienaufsichtsbehörde
argumentaire m	Zusammenstellung sämtlicher Argumente
argumentation f cf <i>raisonnement</i>	Argumentation <i>f</i>
arriver en tête f	an der Spitze <i>f</i> liegen, vorne liegen
arrondissement m 1 [département]	staatliche Verwaltungseinheit innerhalb eines Departements
2 [ville]	Stadtbezirk in Paris, Marseille und Lyon
assemblée f générale cf AG 1 [association] 2 [rassemblement]	Mitgliederversammlung <i>f</i> Vollversammlung <i>f</i>
Assemblée f nationale	Nationalversammlung, das französische Parlament
assesseur m / assessesseur f	Wahlhelfer <i>m</i> / Wahlhelferin <i>f</i>
assignation f	Zuschreibung <i>f</i>

A

association <i>f</i> association loi 1901	Verein <i>m</i> eingetragener Verein nach französischem Recht
assujettissement <i>m cf</i> <i>soumission</i>	Unterwerfung <i>f</i>
atelier <i>m</i>	Workshop <i>m</i>
attaque <i>f</i> ou attentat <i>m</i>	Anschlag <i>m</i>
attentes <i>fpl</i>	Erwartungen <i>fpl</i>
autocensure <i>f</i>	Selbstzensur <i>f</i> , Schere <i>f</i> im Kopf
autodétermination <i>f</i>	Selbstbestimmung <i>f</i>
autogestion <i>f</i>	Selbstverwaltung <i>f</i>
autorité <i>f</i> 1 [<i>hiérarchie</i>] 2 [<i>pouvoirs publics</i>] Autorité de régulation de la communication audiovisuelle et numérique <i>cf</i> ARCOM	Autorität <i>f</i> Behörde <i>f</i> französische Medienaufsichtsbehörde
avoir raison <i>f</i>	Recht <i>n</i> haben, richtig liegen

être en ballotage <i>m</i>	<i>aufgrund fehlender Mehrheit nach dem ersten Wahlgang in die Stichwahl müssen</i>
banderole <i>f</i>	Banner <i>n</i> , Transparent <i>n</i>
banlieue <i>f</i> <i>cf cités, quartier populaire, quartier sensible</i>	Vorort oder Stadtteil, in dem sich soziale und wirtschaftliche Schwierigkeiten häufen
faire barrage <i>m à l'extrême droite</i>	für eine andere als die eigentlich bevorzugte Partei stimmen, um einen Sieg der Rechtsradikalen zu verhindern
bénévole <i>m/f</i>	ehrenamtlicher Mitarbeiter <i>m</i> / ehrenamtliche Mitarbeiterin <i>f</i>
biais <i>m</i> cognitif	Bias <i>m</i> , kognitive Verzerrung <i>f</i>
bilan <i>m</i> bilan carbone bilan intermédiaire	Bilanz <i>f</i> , Auswertung <i>f</i> CO ₂ -Bilanz Zwischenbilanz, Zwischenauswertung
binôme <i>m</i>	Zweiergruppe <i>f</i> , Tandem <i>n</i>
briguer un 2e mandat <i>m</i>	eine zweite Amtszeit <i>f</i> anstreben
budget <i>m</i> participatif	Bürgerhaushalt <i>m</i>
bulle <i>f</i>	Blase <i>f</i> , Bubble <i>f</i>
bulletin <i>m</i> de vote bulletin nul	Stimmzettel <i>m</i> , Wahlzettel <i>m</i> ungültiger Stimmzettel
bureau <i>m</i> [<i>association</i>] bureau de vote	Präsidium <i>n</i> [<i>Verein</i>] Wahllokal

C

CA *m cf conseil
d'administration*

cahiers *mpl de doléances*

calendrier *m électoral*

campagne *f d'affichage*

campagne *f électorale*

canton *m*

carte *f électorale ou carte f
d'électeur*

prendre sa carte

*carte mentale ou carte
heuristique*

casseur *m / casseuse f*

cause *f*

1 [conviction]

2 [origine]

centre *m [politique]*

cérémonie *f*

commémorative

CESE *m cf Conseil
économique, social et
environnemental*

chambre *f d'écho*

*Verwaltungsrat oder
Vorstand*

*Hefte, in denen die
Bürgerinnen und Bürger
ihre Beschwerden an
die Regierenden richten
können, ähnlich wie in
Zeiten der französischen
Revolution*

Wahltermine mpl

Plakatierungskampagne f

Wahlkampf m

*Wahlkreis für die
Departementratswahlen*

*Wahlberechtigungs-
ausweis m
Mitglied in einer Partei
werden
Mindmap*

*Randalierer m /
Randaliererin f*

*Sache f
Ursache f*

politische Mitte f

*Gedenkfeier f,
Gedenkveranstaltung f*

*Beirat für Wirtschafts-,
Sozial- und Umweltfragen*

Echokammer f

changement <i>m</i> climatique	Klimawandel <i>m</i>
adaptation au changement climatique	Anpassung an den Klimawandel
charge <i>f</i> émotionnelle	emotionale Belastung <i>f</i>
charisme <i>m</i>	Charisma <i>n</i> , Ausstrahlung <i>f</i>
chef <i>m</i> / cheffe <i>f</i> de file	Anführer <i>m</i> / Anführerin <i>f</i>
chef <i>m</i> / cheffe <i>f</i> de l'État <i>cf</i> <i>Président, Présidente</i>	Staatschef:in, Präsident:in
chose <i>f</i> publique <i>cf</i> <i>vie de</i> <i>la cité</i>	Gemeinwesen <i>n</i>
CIDE <i>f</i> <i>cf</i> <i>Convention</i> <i>internationale des droits</i> <i>de l'enfant</i>	UN-Kinderrechts- konvention <i>f</i>
circonscription <i>f</i>	Wahlkreis <i>m</i>
cité <i>f</i> <i>cités cf banlieue, quartier</i> <i>populaire, quartier</i> <i>sensible</i>	Hochhaussiedlung <i>f</i> <i>Vororte oder Stadtteile,</i> <i>in denen sich soziale</i> <i>und wirtschaftliche</i> <i>Schwierigkeiten häufen</i>
citoyen <i>m</i> / citoyenne <i>f</i> <i>citoyen / citoyenne du</i> <i>monde</i>	Bürger <i>m</i> / Bürgerin <i>f</i> Weltbürger / Weltbürgerin
citoyenneté <i>f</i> <i>1 cf nationalité</i> <i>2 [comportement citoyen]</i> <i>exercice de la citoyenneté</i>	Staatsbürgerschaft <i>f</i> staatsbürgerliches Verhalten <i>n</i> Ausübung der staatsbürgerlichen Rechte <i>engagiertes Sozialverhalten</i> <i>bzw. Zivilcourage</i>
civisme <i>m</i>	

classes *fpl* **aisées**

classes moyennes
classes populaires

wohlhabende
Bevölkerungsschicht *f*
Mittelschicht
einkommensschwache
Bevölkerungsschicht

climatosceptique *m/f*

Klimaleugner *m/*
Klimaleugnerin *f*

clivage *m* **gauche-droite**

Trennlinie zwischen
progressivem und
konservativem Lager

CNIL *f cf* Commission
nationale de
l'informatique et des
libertés

französische
Datenschutzbehörde

CNV *f cf* communication
non violente

GFK *f*, gewaltfreie
Kommunikation *f*

code *m*

Code civil
Code pénal

Gesetzbuch *n*
Bürgerliches Gesetzbuch
Strafgesetzbuch

codécision *f* **ou** **cogestion** *f*

Mitbestimmung *f*

cohabitation *f*

politische Konstellation,
in der Präsident:in
und Regierung aus
gegensätzlichen
politischen Lagern
stammen

cohésion *f* **sociale**

gesellschaftlicher
Zusammenhalt *m*

collectif *m*

1 *cf* communauté

2 [groupe informel]

Gemeinschaft *f*,
Community *f*
Kollektiv *n*

collectivité f locale ou collectivité f territoriale	französische Gebietskörperschaft: Kommunen, Departements, Regionen, Gebiete mit Sonderstatus und Überseegebiete
coller des affiches fpl	Plakate npl kleben
commémoration f	Gedenken n
commission f Commission européenne Commission nationale de l'informatique et des libertés cf CNIL commission parlementaire	Kommission f, Ausschuss m EU-Kommission f französische Datenschutzbehörde Parlamentsausschuss
communautarisme m	Gesellschaftsmodell, in dem ethnische oder religiöse Minderheiten neben der Mehrheitsgesellschaft leben
communauté f cf collectif 1 communauté d'agglomération communauté de communes communauté urbaine	Gemeinschaft f, Community f Stadtverband Gemeindeverband Großstadtverband
communicant m / communicante f	Kommunikationsberater m / Kommunikationsberaterin f
communication f non violente cf CNV	gewaltfreie Kommunikation f, GFK f
communiqué m de presse	Pressemitteilung f
complotisme m	Verschwörungsideologie f

C

complotiste <i>m/f</i>	Verschwörungstheoretiker <i>m /</i> Verschwörungstheoretikerin <i>f</i>
comportement <i>m électoral</i>	Wahlverhalten <i>n</i> , Wählerverhalten <i>n</i>
compromission <i>f</i>	Kompromittierung <i>f</i> , Bloßstellung <i>f</i>
concertation <i>f</i> 1 [<i>discussion</i>] 2 [<i>consultation</i>]	Absprache <i>f</i> , Konzertierung <i>f</i> Bürgerbefragung <i>f</i>
faire des concessions <i>fpl</i>	Zugeständnisse <i>npl</i> machen
concitoyen <i>m /</i> concitoyenne <i>f</i>	Mitbürger <i>m /</i> Mitbürgerin <i>f</i>
condamner	verurteilen
confédération <i>f</i>	Dachverband <i>m</i>
conférence <i>f</i> 1 [<i>événement</i>] 2 [<i>exposé</i>]	Konferenz <i>f</i> Vortrag <i>m</i>
confrontation <i>f des idées</i>	Ideenaustausch <i>m</i>
Congrès <i>m</i>	Versammlung der beiden Parlamentskammern (Nationalversammlung und Senat) in Versailles
congrès <i>m</i> 1 [<i>parti</i>] 2 [<i>autre organisation</i>]	Parteitag <i>m</i> Tagung <i>f</i>

conscience *f*1 [*politique*]2 [*morale*]

conscience écologique

prise de conscience

Bewusstsein *n*Gewissen *n*

Umweltbewusstsein

Bewusstseinsbildung

conscientiser

bewusst machen

conseil *m*

conseil citoyen

Conseil constitutionnel

conseil consultatif

Conseil départemental

conseil d'administration
cf CAConseil d'enfants et de
jeunes

Conseil d'État

Conseil de l'Europe

Conseil de l'Union
européenne

Conseil des ministres

Conseil économique,
social et environnemental
cf CESE

Conseil municipal

conseil municipal des
jeunes

Conseil régional

Conseil supérieur de
l'audiovisuel *cf* CSA**consentement** *m***consigne** *f* **de vote****Rat** *m**Bürgerrat auf
kommunaler Ebene**französisches
Verfassungsgericht*

Beirat

*Departementrat,
gewähltes Gremium eines
Departements**Verwaltungsrat oder
Vorstand*

Kinder- und Jugendrat

*oberstes französisches
Verwaltungsgericht*

Europarat

Europäischer Rat

Kabinettsitzung

*Beirat für Wirtschafts-,
Sozial- und Umweltfragen*

Gemeinderat, Stadtrat

Jugendgemeinderat

*Regionalrat, gewähltes
Gremium einer Region**früherer Name
der französischen
Medienaufsichtsbehörde
ARCOM*Zustimmung *f*,
Einvernehmlichkeit *f*Wahlempfehlung *f*

Constitution <i>f</i>	Verfassung <i>f</i>
contestation <i>f</i>	Protest <i>m</i> , Infragestellung <i>f</i> , Ablehnung <i>f</i>
contradiction <i>f</i>	Widerspruch <i>m</i>
contre-pouvoir <i>m</i>	<i>parlamentarische und außerparlamentarische Opposition</i>
convaincre	überzeugen
convention <i>f</i> citoyenne	<i>Bürgerforum auf nationaler Ebene</i>
Convention <i>f</i> européenne des droits de l'Homme	Europäische Menschen- rechtskonvention <i>f</i>
Convention <i>f</i> internationale des droits de l'enfant <i>cf</i> <i>CIDE</i>	UN-Kinderrechts- konvention <i>f</i>
défendre des convictions <i>fpl</i>	für seine Überzeugung <i>f</i> eintreten
coopération <i>f</i> pour le développement	Entwicklungszusammen- arbeit <i>f</i>
coopérative <i>f</i>	Genossenschaft <i>f</i>
cordon <i>m</i> sanitaire	Brandmauer <i>f</i>
corps <i>m</i> électoral	Wählerschaft <i>f</i> , Wählerinnen <i>fpl</i> und Wähler <i>mpl</i>
corps <i>mpl</i> intermédiaires	<i>Oberbegriff für die Gewerkschaften, Parteien, Vereine, Verbände, Landwirtschafts-, Handwerks- sowie Industrie- und Handelskammern, neben verschiedenen Beiräten</i>

C

cortège *m cf défilé*
tête de cortège

cotisation *f*

Cour *f* **européenne des droits de l'Homme**

Cour *f* **pénale internationale** *cf CPI*

courant *m*
courant politique

CPI *f cf Cour pénale internationale*

création *f cf fondation*

crime *m* **contre l'humanité**

crime *m* **de guerre**

crises *fpl* **multiples**

croissance *f*

croyance *f*

CRS *m*

cryptage *m*

CSA *m cf Conseil supérieur de l'audiovisuel*

culpabilité *f*

cumul *m* **des mandats**

cyberharcèlement *m*

Demonstrationszug *m*
Spitze des
Demonstrationszuges

Mitgliedsbeitrag *m*

Europäischer Gerichtshof *m*
für Menschenrechte

Internationaler
Strafgerichtshof *m*

Strömung *f*
politische Strömung

Internationaler
Strafgerichtshof *m*

Gründung *f*

Verbrechen *n* gegen die
Menschlichkeit

Kriegsverbrechen *n*

Polykrise *f*

Wachstum *n*

Glaube *m*

Beamter der polizeilichen
Eingreiftruppe CRS

Verschlüsselung *f*

früherer Name der
französischen
Medienaufsichtsbehörde
ARCOM

Schuld *f*

gleichzeitige Ausübung
mehrerer Wahlmandate

Cybermobbing *n*

débat <i>m</i>	Auseinandersetzung <i>f</i> [Diskussion]
décarbonation <i>f</i>	Dekarbonisierung <i>f</i>
décideur <i>m</i>	Entscheidungsträger <i>m</i>
décideuse <i>f</i>	Entscheidungsträgerin <i>f</i>
décision <i>f</i> par consentement	systemisches Konsensieren <i>n</i>
déclaration <i>f</i> 1 [politique] 2 [document]	offizielle Stellungnahme <i>f</i> Erklärung <i>f</i>
Déclaration <i>f</i> des Droits de l'Homme et du Citoyen	Erklärung der Menschen- und Bürgerrechte von 1789 als Teil der französischen Verfassung
Déclaration <i>f</i> universelle des droits de l'Homme	Allgemeine Erklärung <i>f</i> der Menschenrechte
déclin <i>m</i> de la biodiversité	Rückgang <i>m</i> der Artenvielfalt
décolonisation <i>f</i>	Entkolonialisierung <i>f</i> , Dekolonisation <i>f</i>
décompte <i>m</i> des temps de parole	Erfassung der Sendezeit der Kandidaten in audiovisuellen Medien während des Wahlkampfes
décroissance <i>f</i>	Postwachstum <i>n</i> , Degrowth <i>n</i>
dédiabolisation <i>f</i>	Strategie rechtsextremer Parteien, sich salonfähig zu machen
défaite <i>f</i>	Niederlage <i>f</i>

D

défendre des convictions
fpl

Défenseur *m* **des droits**

défi *m*

défiance *f*

défilé *m cf cortège*

délation *f cf dénonciation*

Délégation *f*

**interministérielle à la
lutte contre le racisme,
l'antisémitisme et la
haine anti-LGBT+ cf**
DILCRAH

délégué *m / déléguée f* **de
classe**

délégué *m* **syndical**

déléguée *f* **syndicale**

délibération *f*

1 *[discussion]*

2 *[décision]*

demande *f* **de subvention**

démarche *f cf approche*

dématérialisation *f*

démissionner

für seine Überzeugung *f*
eintreten

*französische Behörde
zum Schutz vor
Diskriminierung*

Herausforderung *f*

Misstrauen *n*

Demonstrationszug *m*

Denunziation *f*, falsche
Anschuldigung *f*

*Behörde zum Kampf
gegen Rassismus,
Antisemitismus und
LGBT+-Feindlichkeit*

Klassensprecher *m /*
Klassensprecherin *f*

Gewerkschaftsvertreter *m*

Gewerkschaftsvertreterin *f*

Beratung *f [Besprechung]*

Beschluss *m*

Förderantrag *m*

Ansatz *m*,
Herangehensweise *f*

Digitalisierung *f*
[Umwandlung]

zurücktreten

dénoncer

1 [injustice]

2 [personne]

anprangern

denunzieren, verraten

dénonciation *f cf délation*Denunziation *f*, falscheAnschuldigung *f***dépasser** *une limite f*eine Grenze *f* überschreiten**déposer** *une liste f*eine Kandidatenliste vor den
Wahlen bei der Präfektur
einreichen**dépouillement** *m*Auszählung *f*,Stimmenauszählung *f***député** *m / députée f*Abgeordneter *m /*Abgeordnete *f***dérapiage** *m [verbal]*Ausrutscher *m*, Entgleisung *f***dérive** *f autoritaire*Abdriften *n* ins Autoritäre**déroulé** *m ou***déroulement** *m*Ablauf *m***désaccord** *m*Uneinigkeit *f***désapprendre**

verlernen

descendre dans la rue *f*auf die Straße *f* gehen**déshumanisation** *f*Entmenschlichung *f***désinformation** *f*Verbreitung *f* von Fake News**désistement** *m*Verzicht *m* auf die

Kandidatur

désobéissance *f civile*ziviler Ungehorsam *m***dessin** *m de presse*Pressezeichnung *f*,Karikatur *f***détracteur** *m / détractrice f*Verleumder *m /*Verleumderin *f***dette** *f*

dette climatique

Schulden *fpl*

Klimaschuld

D

deuxième tour <i>m</i>	<i>zweiter Wahlgang, Stichwahl</i>
développement <i>m</i> développement durable développement du numérique	<i>Entwicklung f nachhaltige Entwicklung Digitalisierung [Gesellschaft]</i>
devise <i>f</i> de la République	<i>Devise der französischen Republik: Freiheit, Gleichheit, Brüderlichkeit</i>
devoir <i>m</i> devoir de neutralité devoir de réserve	<i>Pflicht f Neutralitätsgebot Zurückhaltungsgebot</i>
différend <i>m</i>	<i>Auseinandersetzung f [Konflikt]</i>
dignité <i>f</i>	<i>Würde f</i>
DILCRAH <i>f</i> <i>cf</i> <i>Délégation interministérielle à la lutte contre le racisme, l'antisémitisme et la haine anti-LGBT+</i>	<i>Behörde zum Kampf gegen Rassismus, Antisemitismus und LGBT+-Feindlichkeit</i>
directive <i>f</i>	<i>Richtlinie f</i>
discipline <i>f</i> <i>cf</i> <i>matière</i>	<i>Fach n, Fachrichtung f</i>
discours <i>m</i> 1 <i>[allocution]</i> 2 <i>[argumentaire]</i> discours antisystème discours d'investiture	<i>Rede f Diskurs m systemkritischer Diskurs, der sich gegen die politischen Institutionen richtet Antrittsrede</i>
discrimination <i>f</i> discrimination liée à l'âge discrimination liée au genre	<i>Diskriminierung f Altersdiskriminierung Genderdiskriminierung</i>

dissolution <i>f</i>	Auflösung <i>f</i> [<i>Parlament</i>]
divergence <i>f</i>	Meinungsverschiedenheit <i>f</i>
diversité <i>f</i>	Vielfalt <i>f</i>
domination <i>f</i>	Herrschaft <i>f</i> , Dominanz <i>f</i>
don <i>m</i>	Spende <i>f</i>
appel aux dons	Spendenaufwurf
collecte de dons	Spendenaktion, Spendensammlung
données <i>fpl</i> à caractère personnel	personenbezogene Daten <i>pl</i>
drapeau <i>m</i>	Fahne <i>f</i> , Flagge <i>f</i>
droit <i>m</i> [<i>accès</i>]	Anspruch <i>m</i>
droit à des prestations sociales	Anspruch auf Sozialleistungen
droit <i>m</i> [<i>légalité</i>]	Recht <i>n</i>
droit à l'image	Recht am eigenen Bild
droit à l'oubli numérique	Recht auf Löschung der eigenen Daten
droit au blasphème	Recht auf Gotteslästerung
droit de vote	Wahlrecht, aktives Wahlrecht, Stimmrecht
droit fondamental	Grundrecht
droits civiques	Bürgerrechte
droits de l'enfant	Kinderrechte
droits des femmes	Frauenrechte
droits et devoirs	Rechte und Pflichten
droits humains ou droits de l'Homme	Menschenrechte
droite <i>f</i> [<i>politique</i>]	Rechte <i>f</i>
droitisation <i>f</i>	Rechtsruck <i>m</i>
durabilité <i>f</i>	Nachhaltigkeit <i>f</i>

E

échange *m*

échantillon *m*

échiquier *m* **politique**

éco-anxiété *f*

écocitoyenneté *f*

éco-délégué *m* /

éco-déléguée *f*

écogeste *m*

économie *f* **circulaire**

économie *f* **sociale et
solidaire** *cf* ESS

écoresponsable

EDD *f cf éducation au
développement durable*

Austausch *m*

Stichprobe *f*

politische Landschaft *f*

Klimaangst *f*

umweltbewusstes Handeln

*gewählte:r Schüler:in, der/
die sich in der Klasse für
Umweltthemen einsetzt*

*umweltfreundliche
Handlung im Alltag*

Kreislaufwirtschaft *f*

Sozial- und Solidarwirtschaft
f, SSW *f*, Sozialwirtschaft *f*

umweltfreundlich

BnE *f*, Bildung *f* für
nachhaltige Entwicklung

éducation f1 [*formation*]2 [*socialisation*]éducation à la citoyenneté
ou éducation citoyenneéducation à la citoyenneté
mondiale

éducation à la paix

éducation au
développement durable
cf EDD

éducation aux médias

éducation par les pairs

éducation populaire ou
éduc' pop' *fam*

Bildung f

Erziehung f

politische Bildung

Global Citizenship

Education

Friedenserziehung

Bildung für nachhaltige

Entwicklung, BnE

Medienbildung,

Medienerziehung

Peer-Education

*non-formale und
politische Bildung in
Frankreich***Éducation f nationale**1 [*système*]2 [*ministère*]

französisches

Bildungswesen n

französisches

Bildungsministerium n

égalité f

égalité des chances

égalité des droits

égalité femmes-hommes

égalité filles-garçons

sur un pied d'égalité

Gleichheit f

Chancengleichheit

Gleichberechtigung

Gleichstellung von Frauen
und MännernGleichstellung von
Mädchen und Jungen
auf Augenhöhe**électeur m / électrice f**grand électeur / grande
électrice

Wähler m / Wählerin f

*Wahlmann / Wahlfrau für
die Wahl der Mitglieder
des Sénat*

E

élections <i>fpl</i>	Wahlen <i>fpl</i>
élections départementales	Departementratswahlen
élections européennes	Europawahl
élections législatives <i>cf</i> <i>législatives</i>	Parlamentswahlen
élections municipales	Kommunalwahlen
élections régionales	Regionalratswahlen
élections sénatoriales	Wahlen zum französischen Sénat
élection anticipée	Neuwahl, vorgezogene Neuwahl
élection présidentielle <i>cf</i> <i>présidentielle</i>	Präsidentschaftswahl
éligibilité <i>f</i>	passives Wahlrecht <i>n</i> , Wählbarkeit <i>f</i>
élu <i>m</i>	Mandatsträger, in ein politisches Organ gewählter Vertreter
élue <i>f</i>	Mandatsträgerin, in ein politisches Organ gewählte Vertreterin
émancipation <i>f</i>	Emanzipation, Befreiung von gesellschaftlichen Zwängen
EMC <i>m cf enseignement</i> <i>moral et civique</i>	Unterricht mit ethischen und staatsbürgerlichen Inhalten
émeute <i>f</i>	Aufstand <i>m</i> , Aufruhr <i>m</i>
empreinte <i>f écologique</i>	ökologischer Fußabdruck <i>m</i>
endoctrinement <i>m</i>	Indoktrinierung <i>f</i>
énergies <i>fpl renouvelables</i>	erneuerbare Energien <i>fpl</i>
enjeu <i>m politique</i>	Politikum <i>n</i>

enquête <i>f d'opinion</i>	Meinungsumfrage <i>f</i> , Meinungsforschung <i>f</i>
enseignant <i>m /</i> enseignante <i>f cf</i> <i>professeur, professeure</i>	Lehrer <i>m /</i> Lehrerin <i>f</i> , Lehrkraft <i>f</i>
enseignement <i>m</i> enseignement moral et civique <i>cf EMC</i>	Unterricht <i>m</i> <i>Unterricht mit ethischen und staatsbürgerlichen Inhalten</i>
entraide <i>f</i>	gegenseitige Unterstützung <i>f</i>
entre-deux-tours <i>m</i>	Zeitraum zwischen dem ersten und dem zweiten Wahlgang
entrer en vigueur <i>f</i>	in Kraft <i>f</i> treten
environnement <i>m</i> défenseur de l'environnement défenseuse de l'environnement protection de l'environnement	Umwelt <i>f</i> Umweltschützer Umweltschützerin Umweltschutz
équité <i>f</i>	Fairness <i>f</i>
esclavage <i>m</i>	Sklaverei <i>f</i> , Versklavung <i>f</i>
espace <i>m public</i>	öffentlicher Raum <i>m</i>
esprit <i>m critique</i>	kritisches Denken <i>n</i>
estimations <i>fpl</i>	Hochrechnungen <i>fpl</i>
ESS <i>f cf économie sociale et solidaire</i>	SSW <i>f</i> , Sozial- und Solidarwirtschaft <i>f</i> , Sozialwirtschaft <i>f</i>

E

État *m*

état de droit

État-providence

état *m* [situation]

état d'urgence

exclure

exploiter

1 [utilisation]

2 [abus]

exprimer une émotion *f*

exprimer une opinion *f*

extinction *f* **des espèces**

extrascolaire

extrêmes *mpl*

extrême droite

extrême gauche

Staat *m*

Rechtsstaat

Sozialstaat

Zustand *m*

Ausnahmestand,

Notstand

ausschließen, ausgrenzen

nutzen

ausbeuten

ein Gefühl *n* ausdrücken

eine Meinung *f* äußern

Artensterben *n*

außerschulisch

äußerster Rand des
politischen Spektrums

rechtsextremes Lager

linksextremes Lager

facilitation *f* **graphique**

Graphic Recording *n*

fait *m* **divers**

Ereignis, das in der Zeitungsrubrik „Vermischtes“ behandelt wird

fait *m* **établi**

erwiesene Tatsache *f*

FALC *m cf langue facile à lire et à comprendre*

leichte Sprache *f*

falsification *f* **de l'histoire**

Geschichtsfälschung *f*,
Geschichtsklitterung *f*

fausse information *f* **ou**

Fake News *pl*,

fausse nouvelle *f* **ou**

Falschmeldung *f*

fake news *f*

être **favorable** à quelque chose *f*

etwas befürworten

fédération *f*

Verband *m*

fédération de jeunesse

Jugendverband

féminisation *f*

*Verwendung der weiblichen Sprachform
Erhöhung des Frauenanteils*

1 [langue]

2 [société]

femme *f* **politique**

Politikerin *f*

fête *f* **nationale**

Nationalfeiertag *m*

fonctionnaire *m/f*

Beamter *m* / Beamtin *f*

prendre ses **fonctions** *fpl*

sein Amt *n* übernehmen

fondation *f*

Stiftung *f*

1 [politique]

Gründung *f*

2 *cf* création

formateur *m* / **formatrice** *f*

Ausbilder *m* / Ausbilderin *f*,
Fortbildner *m* / Fortbildnerin *f*

F

formation *f*

1 [*initiale*]

2 [*continue*]

3 [*spécifique*]

Ausbildung *f*

Fortbildung *f*

Schulung *f*

formation *f* **civique et citoyenne**

zweitägiges Pflichtseminar
zu Themen der politischen
Bildung im Rahmen
des französischen
Freiwilligendienstes

forum *m* **ouvert**

Open Space *m*

France *f* **hexagonale** *cf* *Hexagone*

französisches Staatsgebiet
auf dem europäischen
Kontinent

France *f* **métropolitaine** *cf* *métropole* 2

französisches Staatsgebiet
auf dem europäischen
Kontinent in Abgrenzung
zu den Überseegebieten

France *f* **d'outre-mer** *cf* *Outre-mer*

französische
Überseegebiete

fraternité *f*

Brüderlichkeit *f*

fraude *f* **électorale**

Wahlbetrug *m*

frondeur *m* / **frondeuse** *f*

Abweichler *m* /
Abweichlerin *f*

frontière *f*

Grenze *f* [*Geografie*]

frise *f* **chronologique**

Zeitleiste *f*

Garde des Sceaux <i>m/f</i>	<i>Justizminister:in</i>
gauche <i>f</i> [<i>politique</i>]	politische Linke <i>f</i>
gaz <i>m</i> à effet de serre <i>cf</i> GES	Treibhausgas <i>n</i>
gaz <i>m</i> lacrymogène	Tränengas <i>n</i>
généralisation <i>f</i>	Verallgemeinerung <i>f</i> , Pauschalisierung <i>f</i>
génocide <i>m</i>	Völkermord <i>m</i> , Genozid <i>m</i>
genre <i>m</i>	Gender <i>n</i> , Geschlechtsidentität <i>f</i>
gens <i>mpl</i> du voyage	französischer Verwaltungsbegriff für nicht sesshafte Menschen
GES <i>m cf</i> gaz à effet de serre	Treibhausgas <i>n</i>
gestion <i>f</i> de conflit	Konfliktmanagement <i>n</i> , Konfliktbearbeitung <i>f</i>
gestion <i>f</i> des déchets	Abfallwirtschaft <i>f</i>
glisser son bulletin <i>m</i> dans l'urne	den Stimmzettel <i>m</i> in die Wahlurne stecken
gouvernement <i>m</i>	Regierung <i>f</i>
gouverner	regieren
grève <i>f</i> préavis de grève	Streik <i>m</i> Streikankündigung
groupe <i>m</i> de pression	Interessengruppe <i>f</i>
groupe <i>m</i> de travail	Arbeitsgruppe <i>f</i> , AG <i>f</i> , Arbeitsgemeinschaft <i>f</i> , Arbeitskreis <i>m</i>
groupe <i>m</i> parlementaire	Fraktion <i>f</i>
guerre <i>f</i> guerre civile	Krieg <i>m</i> Bürgerkrieg

G

guide-conférencier *m* /
guide-conférencière *f*

*Guide, Gedenkstätten- bzw.
Museumsführer:in*

haine *f* en ligne

discours de haine

Hass *m* im Netz

Hassrede, Hate Speech

handicap *m*personne en situation de
handicapBehinderung *f*

Mensch mit Behinderung

harcèlement *m* moralMobbing *n***harcèlement *m* sexuel**sexuelle Belästigung *f***harcèlement *m* scolaire**Mobbing *n* in der Schule**Hexagone *m* cf France**

hexagonale

französisches Staatsgebiet
auf dem europäischen
Kontinent**historial *m***Gedenkstätte mit
Schwerpunkt
auf historischer
Vermittlungsarbeit**historiographie *f***Geschichtsschreibung *f*rendre **hommage** *m* à
quelqu'un

jemandes gedenken

homme *m* politiquePolitiker *m***homophobie *f***Schwulen- und
Lesbenfeindlichkeit *f***hostilité *f***Feindlichkeit *f*, Feindseligkeit
*f***hôtel *m* de ville**Rathaus in größeren
Städten

IA <i>f cf intelligence artificielle</i>	KI <i>f</i> , künstliche Intelligenz <i>f</i>
impartial	unparteiisch
impulser <i>une démarche f</i>	einen Prozess <i>m</i> anstoßen
incitation <i>f à la haine</i>	Aufstachelung <i>f</i> zum Hass
incivilité <i>f</i>	unsoziales, rüpelhaftes Verhalten
indécis <i>mpl</i>	unentschlossene Wählerinnen und Wähler
indépendance <i>f</i>	Unabhängigkeit <i>f</i>
indignation <i>f</i> <i>s'indigner</i>	Empörung <i>f</i> sich empören
inégalité <i>f</i>	Ungleichheit <i>f</i>
inéligibilité <i>f</i>	Nichtwählbarkeit <i>f</i>
infographie <i>f</i>	Computergrafik <i>f</i>
influencer	beeinflussen
injure <i>f cf insulte</i>	Beschimpfung <i>f</i> , Beleidigung <i>f</i>
injustice <i>f</i>	Ungerechtigkeit <i>f</i>
inscription <i>f sur les listes électorales</i>	Eintragung <i>ins</i> Wählerverzeichnis <i>als</i> Voraussetzung <i>für die</i> Teilnahme <i>an der Wahl</i>
insertion <i>f sociale</i>	gesellschaftliche Eingliederung <i>f</i>
insulte <i>f cf injure</i>	Beschimpfung <i>f</i> , Beleidigung <i>f</i>
intégrisme <i>m</i>	Fundamentalismus <i>m</i>
intelligence <i>f artificielle</i> <i>cf IA</i>	künstliche Intelligenz <i>f</i> , KI <i>f</i>
intelligence <i>f collective</i>	Schwarmintelligenz <i>f</i>

intentions <i>fpl</i> de vote	Wahlabsicht <i>f</i>
interdiction <i>f</i>	Verbot <i>n</i>
intérêt <i>m</i> général <i>cf utilité publique</i>	Gemeinwohl <i>n</i> , Gemeinnützigkeit <i>f</i>
intergénérationnel	generationenübergreifend
interlocuteur <i>m</i> / interlocutrice <i>f</i>	Gesprächspartner <i>m</i> / Gesprächspartnerin <i>f</i> , Ansprechpartner <i>m</i> / Ansprechpartnerin <i>f</i>
investiture <i>f</i> 1 [<i>président·e</i>] 2 [<i>candidat·e</i>]	Amtseinführung <i>f</i> Aufstellung <i>f</i>
isoloir <i>m</i>	Wahlkabine <i>f</i>

J

JAMO *m/fpl cf jeunes ayant moins d'opportunités*

JDC *f cf Journée Défense et Citoyenneté*

jeunes *m/fpl ayant moins d'opportunités cf JAMO*

Journal *m officiel ou J.O. m*

journée *f commémorative*

Journée *f Défense et Citoyenneté cf JDC*

jubilé *m cf anniversaire*

juge *m/f*

jugement *m de valeur*
capacité de jugement

jumelage *m*

jusqu'au-boutisme *m*

justice *f [valeur]*
justice environnementale

label *m*

Jugendliche *m/fpl* mit erhöhtem Förderbedarf

verpflichtender
eintägiger Kurs zur
Staatsbürgerkunde und
zu Verteidigungsfragen
für alle französischen
Staatsangehörigen
zwischen 16 und 25 Jahren

Jugendliche *m/fpl* mit erhöhtem Förderbedarf

Amtsblatt *n* der
Französischen Republik

Gedenktag *m*

verpflichtender
eintägiger Kurs zur
Staatsbürgerkunde und
zu Verteidigungsfragen
für alle französischen
Staatsangehörigen
zwischen 16 und 25 Jahren

Jahrestag *m*

Richter *m* / RichterIn *f*

Wertung *f*, wertendes Urteil *n*
Urteilsvermögen

Partnerschaft zwischen
Städten oder sonstigen
Gebietskörperschaften

Kompromisslosigkeit *f*

Gerechtigkeit *f*
Umweltgerechtigkeit

Qualitätssiegel *n*

labellisation <i>f</i>	Erteilung <i>f</i> eines Qualitätssiegels
laïcité <i>f</i>	Laizität, religiöse Neutralität
lanceur <i>m</i> / lanceuse <i>f</i> d'alerte	Whistleblower <i>m</i> / Whistleblowerin <i>f</i>
langage <i>m</i> clair et simple	einfache Sprache <i>f</i>
langage <i>m</i> facile à lire et à comprendre <i>cf FALC</i>	leichte Sprache <i>f</i>
langage <i>m</i> inclusif	geschlechtergerechte Sprache <i>f</i>
langue <i>f</i> de bois	hohle Phrasen <i>fpl</i> , Phrasendrescherei <i>f</i>
législatives <i>fpl cf élections législatives</i>	Parlamentswahlen <i>fpl</i>
libération <i>f</i>	Befreiung <i>f</i>
liberté <i>f</i>	Freiheit <i>f</i>
liberté de conscience	Gewissensfreiheit
liberté de culte	Religionsfreiheit
liberté de la presse	Pressefreiheit
liberté d'expression	Meinungsfreiheit
libertés fondamentales	Grundfreiheiten
libertés publiques	staatsbürgerliche Grundrechte
liberticide	freiheitsfeindlich, freiheitsberaubend
lien <i>m</i> social	soziale Einbindung <i>f</i>
lieu <i>m</i> de mission	Einsatzort <i>m</i>
fixer une ligne <i>f</i> rouge	eine rote Linie <i>f</i> festlegen
limite <i>f</i>	Grenze <i>f</i> [<i>Psychologie</i>]
liste <i>f</i> citoyenne	Wählerinitiative <i>f</i>
liste <i>f</i> électorale	Wählerverzeichnis <i>n</i>

L

loi *f*

projet de loi

proposition de loi

Gesetz *n*

Regierungsvorlage

Gesetzesentwurf vom
Parlament

Lumières *f/pl*

Aufklärung *f* [*geistige
Strömung*]

lutte *f*

Kampf *m*, Bekämpfung *f*

maire <i>m/f</i>	Bürgermeister <i>m</i> / Bürgermeisterin <i>f</i>
maire adjoint <i>cf</i> <i>adjoint au maire</i>	stellvertretender Bürgermeister
maire adjointe <i>cf</i> <i>adjointe au maire</i>	stellvertretende Bürgermeisterin
mairie <i>f</i>	Rathaus <i>n</i>
majorité <i>f</i>	
1 [<i>nombre</i>]	Mehrheit <i>f</i>
2 [<i>âge</i>]	Volljährigkeit <i>f</i>
majorité numérique	digitale Mündigkeit
majorité pénale	Strafmündigkeit
majorité présidentielle	<i>Mehrheit in der Nationalversammlung, die den Präsidenten unterstützt</i>
majorité sexuelle	sexuelle Mündigkeit
malentendu <i>m</i>	Missverständnis <i>n</i>
mandat <i>m</i>	
1 [<i>mission</i>]	Auftrag <i>m</i> , Mandat <i>n</i>
2 [<i>durée</i>]	Amtszeit <i>f</i> , Amt <i>n</i>
manifestation <i>f</i> ou manif <i>f</i> <i>fam</i>	Demonstration <i>f</i> , Demo <i>f</i> <i>umg</i>
manifestation <i>f</i> [<i>événement</i>]	Veranstaltung <i>f</i>
marche <i>f</i> des fiertés	Christopher Street Day <i>m</i> , CSD <i>m</i>
marche <i>f</i> pour le climat	Klimastreik <i>m</i> , Klimademo <i>f umg</i>
marge <i>f</i> de manœuvre	Spielraum <i>m</i>
marginalisation <i>f</i>	Ausgrenzung <i>f</i>
groupe social marginalisé	Randgruppe

M

Marianne <i>f</i>	<i>Symbol der französischen Republik</i>
Marseillaise <i>f</i>	<i>französische Nationalhymne</i>
matière <i>f</i> <i>cf</i> <i>discipline</i>	<i>Fach n, Fachrichtung f</i>
mauvaise foi <i>f</i>	<i>Unaufrichtigkeit f, Böswilligkeit f</i>
médiation <i>f</i>	<i>Vermittlung f</i>
1 <i>[intermédiaire]</i>	<i>[Unterschiede]</i>
2 <i>[mémoire]</i>	<i>Museumspädagogik f</i>
3 <i>[litige]</i>	<i>Schlichtung f</i>
meeting <i>m électoral</i>	<i>Wahlkampfveranstaltung f, Kundgebung f</i>
membre <i>m/f</i> <i>cf</i> <i>adhérent, adhérente</i>	<i>Mitglied n</i>
mémoire <i>f</i> <i>cf</i> <i>souvenir</i>	<i>Erinnerung f</i>
mémoire collective	<i>kollektives Gedächtnis</i>
devoir de mémoire	<i>Verantwortung, nicht zu vergessen</i>
lieu de mémoire	<i>Erinnerungsort, Gedenkort</i>
travail de mémoire	<i>Erinnerungsarbeit</i>
mémorial <i>m</i>	<i>Gedenkstätte f</i>
prendre une mesure <i>f</i>	<i>eine Maßnahme f ergreifen</i>
métropole <i>f</i>	<i>Metropole f</i>
1 <i>[ville]</i>	<i>französisches</i>
2 <i>[territoire]</i> <i>cf</i> <i>France</i>	<i>Staatsgebiet auf dem</i>
métropolitaine	<i>europäischen Kontinent</i>
	<i>in Abgrenzung zu den</i>
	<i>Überseegebieten</i>

militant *m / militante f*

1 [activiste]

2 [adhérent·e]

Aktivist *m / Aktivistin f*
aktives Parteimitglied

ministère *m* **régalien**

Ministerium mit
hoheitlichen Aufgaben:
äußere Angelegenheiten,
Inneres, Justiz,
Verteidigung, Wirtschaft

minorité *f*

1 [âge]

2 [nombre]

Minderjährigkeit *f*
Minderheit *f*

minute *f* **de silence**

Schweigeminute *f*

misandrie *f*

Männerfeindlichkeit *f*

mise *f* **en situation**

Übung, bei der
Teilnehmende in eine
bestimmte Situation
versetzt werden

misogynie *f*

Frauenfeindlichkeit *f*

mission *f*

Einsatzbereich *m*, Aufgabe *f*

mixité *f*

1 [genre]

2 [social]

Aufhebung *f* der
Geschlechtertrennung
soziale Heterogenität *f*

se **mobiliser**

sich mit anderen Menschen
engagieren

mode *m* **de scrutin**

Wahlsystem *n*

modération *f*

1 [animation]

2 [retenue]

Moderation *f*, Leitung *f*
Zurückhaltung *f*

monde *m* **associatif**

Vereinswesen *n*

mondialisation *f*

Globalisierung *f*

montée *f* cf *progression*

Erstarken *n*

M

monument *m*

monument aux morts

mot *m* **d'ordre**

mot-clé *m*

motion *f* **de censure**

motiver

1 [*encourager*]

2 [*justifier*]

mouvement *m*

mutualisation *f*

1 [*résultats*]

2 [*moyens*]

Denkmal *n*

Kriegerdenkmal

Wahlspruch *m*, Motto *n*

Schlüsselwort *n*, Stichwort *n*

Misstrauensantrag *m*

motivieren

begründen, rechtfertigen

Bewegung *f*

Zusammenführung *f*

Zusammenlegung *f*

nationalité <i>f cf citoyenneté</i>	Staatsangehörigkeit <i>f</i> , Staatsbürgerschaft <i>f</i>
naturalisation <i>f</i>	Einbürgerung <i>f</i>
négationnisme <i>m</i>	Geschichtsleugnung <i>f</i>
négociation <i>f</i> table de négociations	Verhandlung <i>f</i> runder Tisch
nomination <i>f</i>	Ernennung <i>f</i>
non partisan	überparteilich
non-mixité <i>f</i>	<i>Prinzip, nach dem sich Menschen aufgrund gemeinsamer Erfahrungen oder Merkmale untereinander treffen, um einen geschützten Raum zu schaffen</i>
non-violence <i>f</i>	Gewaltfreiheit <i>f</i>
notion <i>f cf terme</i>	Begriff <i>m</i> , Begrifflichkeit <i>f</i>
nuage <i>m de mots</i>	Wortwolke <i>f</i>
sortie <i>f</i> du nucléaire	Atomausstieg <i>m</i>
numérique	digital

objectif <i>m</i> de développement durable <i>cf ODD</i>	Nachhaltigkeitsziel <i>n</i> , SDG <i>n</i>
objection <i>f</i> de conscience	Wehrdienstverweigerung <i>f</i>
obligation <i>f</i>	Verpflichtung <i>f</i>
occupation <i>f</i> 1 [bâtiment] 2 [pays]	Besetzung <i>f</i> Besatzung <i>f</i>
ODD <i>m cf objectif de développement durable</i>	Nachhaltigkeitsziel <i>n</i> , SDG <i>n</i>
Office <i>m français de protection des réfugiés et apatrides</i> ou OFPRA <i>m</i>	Französisches Amt <i>n</i> für den Schutz von Flüchtlingen und Heimatlosen
ONG <i>f cf organisation non gouvernementale</i>	Nichtregierungsorganisation <i>f</i> , NRO <i>f</i> , NGO <i>f</i>
ONU <i>f cf Organisation des Nations unies</i>	UNO <i>f</i> , Vereinte Nationen <i>fpl</i>
opinion <i>f</i> publique	öffentliche Meinung <i>f</i>
s'opposer	sich widersetzen
oppression <i>f</i>	Unterdrückung <i>f</i>
organisation <i>f</i> à but non lucratif	gemeinnützige Organisation <i>f</i> , Non-Profit-Organisation <i>f</i> , NPO <i>f</i>
Organisation <i>f</i> des Nations unies <i>cf ONU</i>	Vereinte Nationen <i>fpl</i> , UNO <i>f</i>
organisation <i>f</i> non gouvernementale <i>cf ONG</i>	Nichtregierungsorganisation <i>f</i> , NRO <i>f</i> , NGO <i>f</i>
origine <i>f</i>	Herkunft <i>f</i>
oubli <i>m</i>	Vergessen <i>n</i>
outil <i>m</i>	Werkzeug <i>n</i> , Tool <i>n</i>

Outre-mer *mpl cf France*
d'outre-mer

französische
Überseegebiete

P

pacifique

friedlich, friedfertig

entre **pairs** *mpl*

Peer-to-Peer *n*

paix *f*

Frieden *m*

pancarte *f*

Protestschild *n*

parité *f*

Geschlechterparität *f*

Parlement *m* **européen**

Europaparlament *n*

prendre la **parole** *f*
se couper la parole

das Wort *n* ergreifen
sich ins Wort fallen

parquet *m*

Staatsanwaltschaft *f*

parrainage *m*

erforderliche Unterstützung
durch eine:n Mandats-
träger:in als Präsident-
schaftskandidat:in

partenaires *mpl* **sociaux**

Tarifpartner *mpl*

parti *m* **politique**

politische Partei *f*

prendre parti

Partei ergreifen

partialité *f*

Parteilichkeit *f*

participant *m* / **participante** *f*

Teilnehmer *m* / Teilnehmerin *f*

participation *f* **citoyenne**

Bürgerbeteiligung *f*

participation à la vie
démocratique

demokratische
Mitwirkung

participation électorale

Wahlbeteiligung

partisan *m* / **partisane** *f*

1 [*soutien*]

2 [*combattant·e*]

esprit partisan

Anhänger *m* / Anhängerin *f*

Partisan *m* / Partisanin *f*

Lagerdenken

patrimoine *m*

patrimoine historique

Vermögen *n*

historisches Kulturerbe

pauvreté *f*

Armut *f*

pédagogie *f*

pédagogies actives

Pädagogik *f*

handlungsorientierte

Pädagogik

perdre une élection *f*

eine Wahl *f* verlieren

permanent *m* /

permanente *f*

hauptamtlicher Mitarbeiter *m*

/ hauptamtliche

Mitarbeiterin *f*

persécution *f*

Verfolgung *f*

personne *f* à mobilité

réduite *cf* PMR

Person *f* mit eingeschränkter

Mobilität

personne *f* issue de
l'immigration

Mensch *m* mit

Migrationshintergrund

oder Migrationsgeschichte

personne *f* racisée

Mensch *m* mit

Rassismuserfahrung,

Person of Color *f*, PoC *f*

petites phrases *fpl*

politische Zitate oder

Formulierungen

insbesondere in

Wahlkampfzeiten, die in

Medien und Öffentlichkeit

diskutiert werden

peuples autochtones *mpl*
ou **peuples premiers** *mpl*

indigene Völker *npl*

plafond *m* de verre

gläserne Decke *f*

plaque <i>f</i> commémorative	Gedenktafel <i>f</i>
plume <i>f</i>	Redenschreiber <i>m</i> / Redenschreiberin <i>f</i>
PMR <i>f</i> <i>cf</i> <i>personne à mobilité réduite</i>	Person <i>f</i> mit eingeschränkter Mobilität
point <i>m</i> de basculement <i>ou</i> point <i>m</i> de non-retour	Kippunkt <i>m</i>
point <i>m</i> de vue	Standpunkt <i>m</i>
politicien <i>m</i> / politicienne <i>f</i>	<i>meistens abfällige</i> <i>Bezeichnung für eine:n</i> <i>Politiker:in</i>
politique <i>f</i> de la ville	<i>Stadtentwicklungspolitik</i> <i>mit dem Ziel der</i> <i>Verbesserung der</i> <i>Lebensbedingungen</i> <i>in den sozialen</i> <i>Brennpunkten</i>
politique <i>f</i> mémorielle	Erinnerungspolitik <i>f</i>
polluant <i>m</i>	Schadstoff <i>m</i>
pollution <i>f</i>	Umweltverschmutzung <i>f</i>
populaire 1 [<i>modeste</i>] 2 [<i>traditionnel</i>] 3 [<i>apprécié</i>]	von einfacher Herkunft <i>f</i> volkstümlich populär, beliebt
port <i>m</i> de signes religieux	<i>Tragen religiöser Symbole</i> <i>oder Kleidung</i>
porte-parole <i>f</i> / porte-parole <i>m</i>	Sprecherin <i>f</i> / Sprecher <i>m</i>
porte-voix <i>m</i>	Sprachrohr <i>n</i>
prendre position <i>f</i>	Stellung <i>f</i> beziehen

positionnalité <i>f</i>	Positionierung <i>f</i> [Sozialwissenschaften]
positionnement <i>m</i>	Positionierung <i>f</i> [allgemein]
posture <i>f</i>	Haltung <i>f</i>
pourcentage <i>m</i>	Prozentsatz <i>m</i>
pouvoir <i>m d'agir</i>	Handlungsfähigkeit <i>f</i>
pouvoir <i>m</i>	Macht <i>f</i>
pouvoir exécutif	Exekutive
pouvoir judiciaire	Judikative
pouvoir législatif	Legislative
accéder au pouvoir	an die Macht kommen
exercice du pouvoir	Machtausübung
rapports de pouvoir	Machtverhältnisse
quatrième pouvoir	vierte Gewalt
mettre en pratique <i>f</i>	in die Praxis <i>f</i> umsetzen
Préfecture <i>f</i>	Präfektur, staatliche Verwaltungsbehörde in jedem Département
préjugé <i>m</i>	Vorurteil <i>n</i>
Premier ministre <i>m /</i> Première ministre <i>f</i>	Premierminister <i>m /</i> Premierministerin <i>f</i> , Regierungschef <i>m /</i> Regierungschefin <i>f</i>
premier tour <i>m</i>	erster Wahlgang <i>m</i>
Président <i>m / Présidente</i> <i>f</i> <i>cf</i> chef de l'État, cheffe de l'État	Staatschef:in, Präsident:in
présidentiable	für eine Präsidentschafts- kandidatur geeignet
présidentielle <i>f cf</i> élection <i>présidentielle</i>	Präsidentschaftswahl <i>f</i>
faire pression <i>f</i>	Druck <i>m</i> ausüben

prévention f spécialisée <i>cf</i> <i>travail de rue</i>	aufsuchende Jugendarbeit <i>f</i> , Straßensozialarbeit <i>f</i> , Streetwork <i>f</i>
primaire f	Vorwahlen <i>innerhalb</i> <i>einer Partei oder eines</i> <i>politischen Lagers</i>
primoélecteur m / primoélectrice f	Erstwähler <i>m / Erstwählerin f</i>
principes mpl principe de précaution	Grundsätze <i>mpl</i> , Prinzipien <i>npl</i> Vorsorgeprinzip
prise f de fonction	Amtsübernahme <i>f</i>
prise f de décision	Entscheidungsfindung <i>f</i>
privation f des droits civiques	Entzug <i>m</i> der Bürgerrechte
procédure-bâillon f	Einschüchterungsklage, um Kritiker:innen mundtot zu machen
procès m d'intention	Unterstellung <i>f</i>
procuration f	Vollmacht für die Abgabe des Stimmzettels einer anderen Person
procureur m / procureure f	Staatsanwalt <i>m /</i> Staatsanwältin <i>f</i>
professeur m / professeure f <i>cf</i> <i>enseignant, enseignante</i>	Lehrer <i>m / Lehrerin f</i> , Lehrkraft <i>f</i>
profession f de foi	Informationen über das Wahlprogramm der einzelnen Kandidat:innen, die an alle Wähler:innen verschickt werden

P

programme <i>m</i> scolaire	Lehrplan <i>m</i>
progrès <i>m</i>	Fortschritt <i>m</i>
progression <i>f</i> <i>cf</i> <i>montée</i> progression dans les urnes	Erstarken <i>n</i> steigender Wahlerfolg
progressiste	fortschrittlich, progressiv
propagande <i>f</i> électorale	Wahlwerbung <i>f</i>
promesse <i>f</i> électorale	Wahlkampfversprechen <i>n</i>
pronostic <i>m</i>	Prognose <i>f</i> , Vorhersage <i>f</i>
prosélytisme <i>m</i>	<i>Bemühung, jemanden für eine bestimmte Einstellung zu gewinnen, Bekehrungseifer</i>
protection <i>f</i> des données	Datenschutz <i>m</i>
protestation <i>f</i>	Protest <i>m</i> , Protestaktion <i>f</i>
public <i>m</i> <i>ou</i> public <i>m</i> cible	Zielgruppe <i>f</i>
puissance <i>f</i> publique	Staatsgewalt <i>f</i>

Q

quartier <i>m</i> quartier populaire <i>ou</i> quartier sensible <i>cf</i> <i>banlieue, cités</i>	Stadtteil <i>m</i> , Stadtviertel <i>n</i> <i>Vorort oder Stadtteil, in dem sich soziale und wirtschaftliche Schwierigkeiten häufen</i>
questionnaire <i>m</i>	Fragebogen <i>m</i>
quinquennat <i>m</i>	<i>fünfjährige Amtszeit des französischen Staatsoberhauptes</i>

racisme <i>m</i> anti-musulmans	antimuslimischer Rassismus <i>m</i> , Muslimfeindlichkeit <i>f</i>
raison <i>f</i> 1 [<i>intelligence</i>] 2 [<i>motif</i>]	Vernunft <i>f</i> Grund <i>m</i>
raisonnement <i>m</i> <i>cf</i> <i>argumentation</i>	Argumentation <i>f</i>
ralliement <i>m</i>	Wahlempfehlung für den Kandidaten oder die Kandidatin einer anderen Partei mit besseren Chancen vor dem zweiten Wahlgang
rapporteur <i>m</i> / rapporteuse <i>f</i>	Berichterstatte(r) <i>m</i> / Berichterstatte(rin) <i>f</i>
rassemblement <i>m</i> 1 <i>cf</i> <i>réunion</i> 2 [<i>unité</i>]	Versammlung <i>f</i> Verbindung unterschiedlicher Personen oder Personengruppen zu einer Einheit
réchauffement <i>m</i> de la planète	Erderwärmung <i>f</i>
recherche <i>f</i>	Forschung <i>f</i>
récit <i>m</i> national	das gemeinsamkeits- stiftende nationale Narrativ Frankreichs
réconciliation <i>f</i>	Versöhnung <i>f</i> , Aussöhnung <i>f</i>
reconnaissance <i>f</i>	Anerkennung <i>f</i>

R

recul *m*

1 [*distance*]

2 [*régression*]

Abstand *m*

Rückschritt *m*

recupération *f* **politique**

politische

Instrumentalisierung *f*,

Ausnutzung *f* für

politische Zwecke

recueillement *m*

stilles Gedenken *n*

référendum *m*

Volksbefragung *f*,

Referendum *n*

réfugié *m* / **réfugiée** *f*

Geflüchteter *m* /

Geflüchtete *f*, Flüchtling *m*

région *f*

französische

Verwaltungseinheit,

die aus mehreren

Départements besteht

règlement *m*

règlement général sur la
protection des données *cf*
RGPD

Verordnung *f*

DSGVO, Datenschutz-
grundverordnung

réglementation *f*

Rechtsvorschriften *fpl*

rejet *m*

Ablehnung *f*,

Zurückweisung *f*

remettre en cause *f* **ou**

remettre en question *f*

infrage stellen, hinterfragen

remporter une élection *f*

eine Wahl *f* gewinnen

renoncer à quelque chose *f*

auf etwas verzichten

rentrée *f* **politique**

Wiederaufnahme des
Politikbetriebs nach
der Sommer- oder
Winterpause

répartition *f* **des sièges**

Sitzverteilung *f*

repli <i>m</i> sur soi	Abschottung <i>f</i>
répression <i>f</i>	
1 [droit]	strafrechtliche Verfolgung <i>f</i>
2 [manifestation]	Niederschlagung <i>f</i>
rescapé <i>m</i> / rescapée <i>f</i> <i>cf</i>	Überlebender <i>m</i> /
survivant, survivante	Überlebende <i>f</i>
réseau <i>m</i>	Netz <i>n</i> , Netzwerk <i>n</i>
réseaux sociaux	soziale Medien, soziale Netzwerke
résistance <i>f</i>	
1 [opposition]	Widerstand <i>m</i>
2 [histoire]	Resistance <i>f</i>
résolution <i>f</i> de conflit	Konfliktlösung <i>f</i>
respect <i>m</i> mutuel	gegenseitiger Respekt <i>m</i>
responsabilité <i>f</i>	
1 [politique]	Verantwortung <i>f</i>
2 [juridique]	Haftung <i>f</i>
exercer des responsabilités	ein Amt <i>n</i> ausüben
<i>fpl</i>	
ressortissant <i>m</i> /	Staatsbürger <i>m</i> /
ressortissante <i>f</i>	Staatsbürgerin <i>f</i>
ressource <i>f</i> naturelle	Rohstoff <i>m</i>
restitution <i>f</i>	
1 [résultats]	Vorstellung <i>f</i> [Ergebnisse]
2 [biens]	Restitution <i>f</i> , Rückgabe <i>f</i>
restriction <i>f</i> budgétaire	Kürzung <i>f</i>
résultat <i>m</i> des élections <i>ou</i>	Wahlergebnis <i>n</i>
résultat <i>m</i> du scrutin	
retour <i>m</i> d'expérience	Erfahrungsbericht <i>m</i>
réunion <i>f</i> <i>cf</i> rassemblement 1	Versammlung <i>f</i>
réunion plénière	Plenum [Vollversammlung]

R

revendication *f*

se **révolter**

RGPD *m cf règlement
général sur la protection
des données*

Forderung *f*

sich auflehnen

DSGVO *f*, Datenschutz-
grundverordnung *f*

sans étiquette <i>f</i>	parteilos
sans-abri <i>cf SDF, sans domicile fixe</i>	obdachlos, wohnungslos
sans-abrisme <i>m</i>	Obdachlosigkeit <i>f</i>
sans domicile <i>m fixe cf SDF, sans-abri</i>	obdachlos, wohnungslos
sans-papiers <i>m/f</i>	<i>Person ohne gültige Ausweispapiere</i>
savoir <i>m</i>	Wissen <i>n</i>
savoir-être	Soft Skills
savoir-faire	Knowhow
scepticisme <i>m</i>	Skepsis <i>f</i>
scolaire	schulisch
scrutin <i>m majoritaire</i>	Mehrheitswahl <i>f</i>
scrutin <i>m proportionnel</i>	Verhältnisswahl <i>f</i>
SDF <i>cf sans domicile fixe, sans-abri</i>	obdachlos, wohnungslos
séance <i>f plénière</i>	Plenum <i>n</i> [<i>Plenarsitzung</i>]
secret <i>m de la correspondance</i>	Briefgeheimnis <i>n</i>
sectarisme <i>m</i>	dogmatische Haltung <i>f</i> , Sektierertum <i>n</i>
sécurité <i>f</i>	Sicherheit <i>f</i>
Sénat <i>m</i>	<i>Senat, zweite gesetzgebende Kammer</i>
séparation <i>f de l'Église et de l'État</i>	Trennung <i>f</i> von Staat und Kirche
séparation <i>f des pouvoirs</i>	Gewaltenteilung <i>f</i>
service <i>m civil</i>	Wehrersatzdienst <i>m</i> , Zivildienst <i>m</i>

S

Service <i>m</i> civique	<i>französischer</i> <i>Freiwilligendienst</i>
service <i>m</i> de renseignement	Nachrichtendienst <i>m</i>
service <i>m</i> militaire service militaire obligatoire	Wehrdienst <i>m</i> Wehrpflicht
service <i>m</i> public	öffentlicher Dienst <i>m</i> , öffentliche Dienstleistung <i>f</i>
session <i>f</i> parlementaire	Sitzungsperiode <i>f</i> des Parlaments
sexe <i>m</i>	Geschlecht <i>n</i>
siège <i>m</i>	Sitz <i>m</i>
signalement <i>m</i>	<i>schriftliche Meldung eines</i> <i>personengefährdenden</i> <i>Verhaltens</i>
recueillir des signatures <i>fpl</i>	Unterschriften <i>fpl</i> sammeln
slogan <i>m</i> électoral	Wahlkampfmotto <i>n</i> , Wahlkampfsllogan <i>m</i>
sobriété <i>f</i> sobriété énergétique sobriété numérique	Genügsamkeit <i>f</i> , Minimalismus <i>m</i> <i>ressourcenschonender</i> <i>Umgang mit Energie</i> <i>nachhaltiger Umgang mit</i> <i>digitalen Medien</i>
sociétal	gesellschaftlich
société <i>f</i> civile	Zivilgesellschaft <i>f</i>
sociologie <i>f</i> électorale	Wahlforschung <i>f</i>
sondage <i>m</i>	Umfrage <i>f</i>
sororité <i>f</i>	<i>weibliche Entsprechung</i> <i>von fraternité, Solidarität</i> <i>unter Frauen</i>

soumission <i>f cf</i> <i>assujettissement</i>	Unterwerfung <i>f</i>
source <i>f</i>	Quelle <i>f</i> , Informationsquelle <i>f</i>
soutien <i>m cf appui</i>	Förderung <i>f</i> [<i>ideell</i>]
souvenir <i>m cf mémoire</i>	Erinnerung <i>f</i>
stage <i>m de citoyen</i> neté	Erziehungsmaßnahme im Strafrecht
statuts <i>mpl</i>	Satzung <i>f</i>
structure <i>f d'accueil</i>	Einsatzstelle <i>f</i>
subvention <i>f</i> <i>subventions</i>	Förderung <i>f</i> [<i>finanziell</i>] Fördermittel
suffrage <i>m universel</i>	allgemeines Wahlrecht <i>n</i>
surveillance <i>f</i>	Überwachung <i>f</i>
survivant <i>m / survivante</i> <i>f cf</i> <i>rescapé, rescapée</i>	Überlebender <i>m /</i> Überlebende <i>f</i>
susciter <i>une réflexion</i> <i>f</i>	Überlegungen <i>fpl</i> anstoßen
syndicat <i>m</i>	Gewerkschaft <i>f</i>
système <i>m éducatif</i>	Bildungssystem <i>n</i>

T

table <i>f</i> ronde	Podiumsdiskussion <i>f</i>
taux <i>m</i> d'abstention <i>cf</i> <i>abstention</i>	<i>Anteil der Nichtwähler:innen</i>
taxer <i>quelqu'un de quelque chose</i> <i>f</i>	jemanden abstempeln
témoïn <i>m/f</i> 1 <i>[histoire]</i> 2 <i>[droit]</i>	Zeitzeuge <i>m</i> / Zeitzeugin <i>f</i> Zeuge <i>m</i> / Zeugin <i>f</i>
terme <i>m</i> <i>cf</i> <i>notion</i>	Begriff <i>m</i> , Begrifflichkeit <i>f</i>
théorie <i>f</i> du complot	Verschwörungstheorie <i>f</i>
tiers-lieu <i>m</i>	öffentliche Räumlichkeiten zur gemeinschaftlichen Nutzung, beispielsweise Coworking, kulturelle Aktivitäten, Gemeinschaftsgarten
tirage <i>m</i> au sort	Auslosung <i>f</i>
tract <i>m</i>	Flugblatt <i>n</i>
traité <i>m</i> international	internationales Abkommen <i>n</i>
traitement <i>m</i> équitable	Gleichbehandlung <i>f</i>
transition <i>f</i> écologique <i>transition énergétique</i>	Ökowende <i>f</i> Energiewende
transmission <i>f</i> <i>transmission de savoir</i>	Vermittlung <i>f</i> <i>[Weitergabe]</i> Wissensvermittlung
transpartisan	parteiübergreifend
travail <i>m</i> de rue <i>cf</i> <i>prévention spécialisée</i>	aufsuchende Jugendarbeit <i>f</i> , Straßensozialarbeit <i>f</i> , Streetwork <i>f</i>
triangulaire <i>f</i>	Wahl zwischen drei Kandidat:innen

trouble *m* à l'ordre public

Störung *f* der öffentlichen
Ordnung

Tsiganes *fpl* ou **Sintés et
Roms** *fpl*

Sintizze und Romnja *fpl*

Tsiganes *mpl* ou **Sintés et
Roms** *mpl*

Sinti und Roma *mpl*

U

UE *f* cf *Union européenne*

EU *f*, Europäische Union *f*

unanimité *f*

Einstimmigkeit *f*

une *f*

Titelseite *f*

Union *f* **européenne** cf *UE*

Europäische Union *f*, EU *f*

valeurs *fpl*
valeurs de la République

validisme *m*

verbaliser

1 [*parole*]

2 [*contravention*]

victime *f*

victoire *f* **aux élections**

vie *f* **de la cité** *cf chose*
publique

violation *f*

violation des droits
humains

violence *f*

violences conjugales
violences intrafamiliales
ou domestiques
violences faites aux
femmes
violences policières
violences sexistes et
sexuelles *cf* VSS

vivre-ensemble *m*

voix *f*

volontaire *m/f*

Werte *mpl*

Werte der französischen
Republik

Ableismus *m*

in Worten *npl* ausdrücken
eine Geldbuße *f* verhängen

Opfer *n*

Wahlsieg *m*

Gemeinwesen *n*

Verletzung *f*, Missachtung *f*
Menschenrechts-
verletzung

Gewalt *f*

Gewalt in der Ehe
Gewalt in der Familie,
häusliche Gewalt
Gewalt gegen Frauen

Polizeigewalt
sexuelle und sexualisierte
Gewalt

Zusammenleben *n*

Stimme *f*

Freiwilliger *m* / Freiwillige *f*

vote *m* à bulletin secret

vote à main levée
vote blanc

vote contestataire
vote nul
vote obligatoire
vote sanction

vote utile

geheime Wahl *f*

offene Abstimmung
*absichtlich ungültige
Stimme*

Protestwahl
ungültige Stimme
Wahlpflicht
*Wahlverhalten, um die
aktuelle Regierungspolitik
abzustrafen*
*strategisches
Wahlverhalten*

VSS *fpl cf violences sexistes
et sexuelles*

sexuelle und sexualisierte
Gewalt *f*

X

xénophobie *f*

Fremdenhass *m*,
Ausländerfeindlichkeit *f*,
Fremdenfeindlichkeit *f*

Z

zone *f* rurale

ländliches Gebiet *n*

Regards croisés Interkulturelle Betrachtungen

Éducation citoyenne et <i>politische Bildung</i> : héritages, valeurs et pratiques en France et en Allemagne	3
Contexte historique.....	3
Identité et principes.....	20
Structures de l'éducation à la citoyenneté	29
Pratiques pédagogiques.....	37
<i>Politische Bildung und éducation citoyenne:</i>	
<i>Geschichte, Werte und Praxisfelder in Deutschland und Frankreich</i>	49
<i>Historischer Kontext</i>	49
<i>Identität und Grundsätze</i>	66
<i>Strukturen der politischen Bildung</i>	75
<i>Pädagogische Praxis</i>	83
L'éducation citoyenne en France : acteurs et dispositifs analysés lors de la conception du glossaire.....	96
<i>Topografie der Praxis politischer Bildung</i>	98
Les conseils d'enfants et de jeunes en France.....	100
<i>Die Kinder- und Jugendräte in Frankreich</i>	109
Cadre de référence européen pour l'éducation citoyenne dans les échanges franco-allemands de jeunes.....	119
<i>Europäische Bezugsrahmen für politische Bildung im deutsch-französischen Jugendaustausch</i>	123

Éducation citoyenne et *politische Bildung* : héritages, valeurs et pratiques en France et en Allemagne

Interview croisée de Sylvie Condette et Helle Becker

Contexte historique

À quelle période de l'histoire nationale, l'éducation citoyenne en France et la *politische Bildung* en Allemagne ont-elles été introduites ?

Sylvie Condette : En France, l'éducation à la citoyenneté s'est constituée sur la base d'un héritage politique majeur, véritable socle qui structure encore aujourd'hui les débats et oriente les décisions collectives. L'éducation à la citoyenneté ne peut assurément se comprendre que si on la met en relation avec l'avènement de la III^e République en France (1870-1940), à la suite de la guerre de 1870.

Au sortir de la guerre de 1870-1871, la III^e République entend établir de la stabilité, avec la ferme volonté politique d'unifier la nation et de favoriser la construction d'une identité démocratique (Luc, Condette, Verneuil, 2020). La citoyenneté est considérée comme le fondement de la légitimité politique qui permet de transcender les particularismes au nom de l'intérêt général et d'instituer la démocratie (Condette, 2020).

Le « modèle Republicain », tel qu'il a été construit en s'inspirant des idéaux humanistes promus par les philosophes des

1 Sylvie Condette utilise ici le terme éducation à la citoyenneté, plus couramment utilisé dans le contexte de l'éducation formelle. Dans les questions, et conformément au titre du glossaire, nous avons retenu le terme éducation citoyenne (voir introduction pour le détail de ce choix). Cependant, dans le cadre de ce texte, les deux expressions peuvent être considérées comme synonymes.

Lumières, prend appui sur la devise « Liberté, Égalité, Fraternité », trois valeurs qui représentent des marqueurs institutionnels forts et des objectifs à atteindre puis à conforter. Cette perspective ambitieuse s'incarne dans les projets portés par l'école. L'école en France repose effectivement sur de grands principes quasi immuables et assure une fonction sociale qui a été étudiée en particulier par le sociologue Émile Durkheim. Le sociologue décrit l'éducation comme « visant à susciter et développer chez l'enfant un certain nombre d'états physiques, intellectuels et moraux que réclament de lui et la société politique dans son ensemble et le milieu spécial auquel il est particulièrement destiné » (Durkheim, 1938)². Dans son analyse, qu'il est nécessaire de resituer dans la société de l'époque pour bien en saisir les enjeux et la portée, cette éducation est prise en charge par les enseignants qui se voient investis non seulement d'une mission socialisatrice (intégrer le jeune au groupe social), mais aussi d'une mission normalisatrice (réguler les comportements pour éviter qu'ils ne viennent troubler l'ordre social établi) et enfin d'une mission politique (former les élèves, futurs citoyens³, pour qu'ils participent activement à la définition et la promotion du bien commun). L'école occupe ainsi une place émi-

-
- 2 Deux lois importantes sur l'instruction sont votées (elles sont appelées les Lois Ferry, du nom du ministre de l'Instruction, Jules Ferry) : la loi du 16 juin 1881 établit la gratuité de l'enseignement primaire dans les écoles publiques et la nécessité pour les enseignants d'être titulaires d'un diplôme (le brevet) pour dispenser les enseignements ; cette première loi est complétée par la loi du 28 mars 1882 qui introduit l'obligation d'instruction pour les enfants de 6 à 13 ans : les enfants doivent aller à l'école et, à la fin des études primaires, ils passent l'examen du certificat d'études.
- 3 L'OFAJ respecte les choix linguistiques de leurs autrices – même si certaines des formulations employées, notamment le masculin générique, ne reflètent pas ses pratiques rédactionnelles. La traduction en allemand a été réalisée en langage inclusif conformément aux usages dans la communication externe de l'OFAJ.

nente qui lui confère de grandes responsabilités sociétales. Elle a pour impératif de faire advenir le citoyen.

Pendant la III^e République, des lois importantes sont votées : sur l'instruction (1881-1882), la laïcité (la loi de Séparation des Églises et de l'État du 9 décembre 1905 instaure la laïcité – les croyances religieuses sont considérées comme appartenant au domaine privé ; elles n'ont donc pas à s'exprimer à l'école), le droit de grève (la loi du 21 mars 1884 légalise les syndicats), le droit d'association (loi du 1^{er} juillet 1901) et le droit de réunion (la loi du 30 juin 1881 accorde la liberté de réunion publique sans autorisation).

Ces lois fondatrices sont toujours d'actualité (avec quelques modifications qui tiennent compte des évolutions sociales et de la législation en vigueur).

Dans l'esprit des républicains, l'école est considérée comme un outil essentiel de transmission destiné à véhiculer les valeurs et les principes de référence. L'école permet ainsi :

- de lutter contre l'ignorance, en développant l'accès aux savoirs ;
- d'unifier la nation, en imposant l'apprentissage et l'utilisation d'une langue, le français ;
- de promouvoir une citoyenneté éclairée : faire en sorte que chaque citoyen, grâce à l'instruction qu'il a reçue, participe à la définition du bien commun et s'engage au service de la société.

L'école porte ainsi un idéal reposant sur des valeurs d'émancipation et de promotion d'un collectif pacifique et solidaire.

Helle Becker : L'histoire de la *politische Bildung* en Allemagne a été façonnée par différentes périodes historiques et divers modes d'organisation de la société. Comme elle

n'est ni indispensable ni rigoureusement définie, son émergence procède de logiques différentes, y compris sur le plan scientifique. Les philosophies des Lumières au XVIII^e siècle et les idées qu'elles véhiculent, telles que la conception de l'éducation en tant qu'apprentissage de l'exercice de la raison, en sont un point de repère important. Le développement d'idées émancipatrices et démocratiques, associé à un processus de démocratisation et de modernisation progressives de la société – dont la révolution populaire de 1848 ou le mouvement ouvrier dès le début du XIX^e siècle, sont autant de jalons – s'accompagne de représentations d'une citoyenneté éclairée, incarnée par des hommes et des femmes qui veulent exercer leur jugement et prendre eux-mêmes les décisions relatives à leurs propres intérêts, aux formes étatiques et à la vie politique. Pour ce faire, ils ont besoin non seulement de connaissances et de clés de compréhension, mais aussi d'une faculté d'analyse, de critique et de jugement. Aujourd'hui encore, ces finalités restent autant de repères pour la *politische Bildung* en Allemagne. Cette conception se distingue des ambitions éducatives étatiques, comme celles de l'État prussien, d'où le débat portant sur la question de savoir si de telles politiques font partie – ou non – des fondements historiques de la *politische Bildung* actuelle. De même, on parle bien en allemand de *politische Bildung*, c'est-à-dire de formation ou d'éducation citoyenne au sens noble du terme, et non de *Erziehung* – notion que l'on peut aussi traduire par «éducation», mais qui, en allemand, a une connotation différente. Ainsi le concept de *Bildung* porte-t-il, aujourd'hui encore, le sceau des idées néo-humanistes, telles que celles de Wilhelm von Humboldt (1767-1835) qui considérait que l'autonomie de l'individu – ou, plus précisément, celle du «citoyen du monde» éclairé au sens où l'entendaient les idéaux cosmopolites – était la finalité de la *Bildung*.

Le nazisme et la Seconde Guerre mondiale, puis la chute de la RDA en 1989 et la réunification de l'Allemagne en 1990, constituent des césures historiques centrales. La *politische Bildung* contemporaine outre-Rhin a été marquée par les expériences issues de deux sociétés totalitaires – celles du III^e Reich et l'Allemagne de l'Est.

Les prémices des formes et surtout des structures de la *politische Bildung* non formelle et extrascolaire, telles que nous les connaissons aujourd'hui en Allemagne, prennent leur source dans la politique mise en place par les forces alliées, qui, au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, se partagent une Allemagne de l'Ouest divisée en trois zones d'occupation (américaine, britannique et française). Le terme «rééducation», emprunté à l'anglais, est fréquemment utilisé pour désigner la politique menée par la puissance américaine et déclinée en diverses mesures visant une «nouvelle éducation» à la démocratie – mesures qui ont d'abord servi à révéler à la population allemande l'étendue des crimes du nazisme.

En outre, Américains et Britanniques soutiennent alors, sur le territoire qu'ils occupent respectivement, l'établissement d'institutions et d'organisations indépendantes et plurielles afin d'ancrer largement les principes et les processus démocratiques dans la société. Pour ce faire, ils soutiennent la création ou la réactivation de groupes de jeunes et d'organisations de jeunesse, de communautés de travail et de structures éducatives, telles que des foyers de jeunes, des universités populaires et des écoles d'animateurs. Ils encouragent également la coopération démocratique entre ces organisations au sein d'instances et d'associations permettant une autogestion croissante dans le respect des principes de l'action démocratique, suivant l'idée directrice de «la société civile avant l'État». Dans le même temps, des programmes

d'information et de formation sont mis en place, autant dans le but de permettre à leurs bénéficiaires de s'exercer aux pratiques démocratiques (débat, formation d'opinions et de jugements, prise de décision) que de «diffuser et d'ancrer au sein de la population allemande des "vertus démocratiques fondamentales" telles que la responsabilité sociale, la tolérance et le respect de la dignité d'autrui, la disposition à la compréhension et à l'intégration, ainsi que la volonté de coopérer y compris avec des étrangers». C'est sur ce terreau qu'une infrastructure plurielle émerge progressivement à partir de 1946 dans les zones d'occupation occidentale, puis dans la République fédérale d'Allemagne (Allemagne de l'Ouest).

Dans la zone d'occupation soviétique – qui deviendra la RDA en 1949 –, un système d'«éducation à la citoyenneté» est entièrement organisé par l'État et intégré à tous les milieux professionnels, scolaires et étudiants. Aux côtés de l'école et de l'université, des organisations centrales, telles que l'Union libre allemande des syndicats (FDGB) ou la Jeunesse libre allemande (FDJ) avaient pour mission de réaliser l'objectif éducatif d'une «personnalité socialiste universellement éduquée» et ce, à travers des formations en «socialisme scientifique». Tandis que la formation des adultes relevait de la responsabilité des entreprises, des communes et de la FDGB, l'éducation des jeunes était une compétence du ministère de l'Éducation du Peuple.

À partir des années 1980, un mouvement écologiste, pacifiste et féministe s'affirme en RDA. Au sein de groupes informels, de communautés paroissiales et de cercles littéraires, ce mouvement offre un espace à une résistance politique qui se forme en s'affranchissant des cadres éducatifs institutionnels – et apportera une contribution décisive à la chute du régime de la RDA.

Dans quelle mesure cet héritage continue-t-il aujourd'hui à définir l'Éducation citoyenne, la *politische Bildung* ?

Sylvie Condette : En France, l'héritage laissé par la IIIe République constitue un socle de valeurs sur lequel l'école continue de s'appuyer. Ces valeurs se déclinent dans la recherche de liberté à travers les possibilités et offres d'expression, notamment à destination de la jeunesse, dans des espaces de discussion apaisés et respectueux. Pour cela, les savoirs sont indispensables pour apprendre à communiquer ses idées et à écouter celles des autres. L'égalité constitue aussi une valeur essentielle, un idéal républicain pourrait-on dire, qui vise à offrir à tous les enfants – quelles que soient leur situation personnelle, leurs conditions sociales et économiques – le même accès aux savoirs, des savoirs qui constituent autant de biens culturels permettant de se construire un esprit critique, distancié, garantie de liberté. La fraternité est aussi une valeur de référence et l'école, parce qu'elle accueille les enfants dès leur plus jeune âge⁴, contribue à la socialisation de la jeunesse et à l'apprentissage du vivre-ensemble. Enfin, la laïcité est un principe constitutif de ce socle dans la mesure où elle octroie une liberté de penser par soi-même, en n'étant pas soumis à des croyances ou des doctrines qui enfermeraient l'esprit. En cela, l'école n'assume pas seulement la responsabilité d'instruire les jeunes; elle assume aussi sa part d'éducation pour que chaque jeune puisse grandir et apprendre dans le respect de son intégrité et devenir un adulte en capacité de réfléchir par lui-même et de prendre des décisions en ayant été outillé durant sa scolarité.

L'héritage est donc toujours présent et demande même à être constamment enrichi. On remarque d'ailleurs que tous les gouvernements, quelle que soit leur orientation politique,

4 L'instruction a longtemps été rendue obligatoire de 6 à 16 ans; depuis 2019, cette obligation a été avancée à l'âge de 3 ans.

se sont toujours réclamés de ce socle de valeurs. Ce socle est en réalité un véritable patrimoine à préserver et à faire vivre.

Helle Becker : En Allemagne, «l'héritage» du national-socialisme constitue aujourd'hui encore une ligne directrice centrale pour la *politische Bildung*. Le «travail de mémoire» représente cette partie de la *politische Bildung* qui s'attache à aborder la responsabilité de l'Allemagne pour les crimes du national-socialisme et les expériences vécues pendant la dictature nazie, afin d'en tirer des enseignements pour la démocratie allemande contemporaine. La devise qui lui est associée («Plus jamais!») est aujourd'hui utilisée comme un slogan pour lutter contre les nouvelles tendances populistes et d'extrême droite : «Plus jamais, c'est maintenant!».

Les structures de la *politische Bildung* mises en place après la guerre ont, d'une manière générale, perduré jusqu'à nos jours (centres et instituts de formation, associations et fédérations, organisations de jeunesse, travail de jeunesse, etc.). La subsidiarité (au sens de «la société civile avant l'État»), en demeure un principe cardinal. Cela vaut en particulier pour le travail de jeunesse : en la matière, le principe de subsidiarité est inscrit dans la loi (art. 2, § 4 du SGB VIII, le Code de l'action sociale allemand).

Lorsque les structures actuelles font l'objet de critiques, c'est en raison de leur inertie et de leur manque d'ouverture à l'égard d'acteurs qui ne seraient pas «historiques», à l'instar de groupes sociaux marginalisés et de thématiques telles que la *politische Bildung* entendue comme un outil pour développer le pouvoir d'agir ou l'action politique, l'Allemagne en tant que société d'immigration, l'éducation au développement durable, ou encore à des concepts spécifiques comme celui d'une *politische Bildung* «de terrain» pratiquée dans des contextes hybrides.

À quelles autres périodes de l'histoire nationale ou internationale la *politische Bildung* et l'éducation citoyenne font-elles le plus souvent référence ?

Helle Becker : Nous avons déjà évoqué la (re)naissance de la *politische Bildung* après la Seconde Guerre mondiale. En Allemagne de l'Ouest, elle a connu à maintes reprises des périodes durant lesquelles des concepts et des thématiques ont été remis en question sous le feu des critiques, puis redéfinis. C'est le cas, par exemple, de la « vague d'extrême droite » antisémite des années 1950 (avec, notamment, la découverte de croix gammées taguées en décembre 1959 sur les murs de la synagogue de Cologne qui venait d'être inaugurée) ainsi que des manifestations étudiantes à la fin des années 1960, puis du terrorisme de la Fraction Armée Rouge (RAF) et des évolutions observées depuis la réunification allemande en 1990.

Dans le débat entre les professionnels du champ, un document s'impose. Il s'agit du « Consensus de Beutelsbach », un texte adopté par des pédagogues spécialistes de la *politische Bildung* à l'issue d'un séminaire qui s'est tenu en 1976. Ce document comprend trois exigences envers la *politische Bildung* en milieu scolaire, qui font référence aujourd'hui encore dans tous les domaines de la *politische Bildung* : l'interdiction de se servir de l'éducation à des fins d'endoctrinement (« Il n'est pas permis de forcer un élève, par quelque moyen que ce soit, à faire siennes des opinions imposées ni de l'empêcher ainsi de "se forger son propre jugement" »), l'obligation de faire état des controverses (« Ce qui fait l'objet de controverses dans les sciences et en politique doit l'être au même titre dans l'enseignement ») et la stimulation des compétences opérationnelles (« L'élève doit être en mesure d'analyser une situation politique en la confrontant à sa propre situation, pour rechercher les moyens qui lui permet-

tront d'influer sur la situation politique existante pour servir ses intérêts»). Le Consensus de Beutelsbach fait toutefois régulièrement l'objet de nouvelles interprétations et de débats critiques, notamment parce qu'il est très court.

Sylvie Condette : L'éducation à la citoyenneté, entendue comme le moyen harmonieux de vivre ensemble et de préserver une société solidaire, est convoquée lors de commémorations et aussi lorsque des événements traumatiques se produisent et qu'ils portent atteinte au fonctionnement démocratique de la société et remettent en question ses fondements (Condette, 2020) :

- Les deux guerres mondiales et leurs atrocités : les guerres ont mis en évidence la barbarie des actions collectives et l'inhumanité dont étaient capables les êtres humains. Dans ce schéma destructeur où la haine de l'autre est exacerbée, l'éducation à la citoyenneté se dresse alors comme un rempart et il devient une éducation à la paix – pour une paix durable. Plutôt de considérer ce qui nous différencie, l'éducation à la citoyenneté tente de rétablir du lien social, par des témoignages ou à la faveur des traces du passé qui relatent les faits et leur cruauté, par une réflexion collective sur ce qui nous rapproche, par l'élaboration de projets collectifs pour ne pas oublier les événements traumatiques du passé et pour envisager un avenir pacifié. Dans cette perspective, l'éducation à la citoyenneté a aussi pour objectif de promouvoir l'entente et le respect réciproques.
- Ce message de paix est constamment réaffirmé par les organisations internationales, comme l'UNESCO, qui promeut l'éducation à la citoyenneté mondiale et à la paix, et par les instances européennes, avec de nombreux programmes et des actions ciblées. Des ressources théma-

tiques, notamment proposées par le Conseil de l'Europe, sont disponibles et constituent une belle source d'inspiration pour les programmes nationaux d'éducation à la citoyenneté, qui déclinent dans leur contexte les recommandations européennes et les supports mis à disposition.

Dans cette même logique, la décision du Conseil de l'Europe, adoptée le 22 mars 2021, vise à établir «la facilité européenne pour la paix» (FAP) pour une période de 2021 à 2027. Selon la définition qu'en donne le Conseil, la FAP «est un instrument visant à accroître la capacité de l'Union européenne à : prévenir les conflits; consolider et préserver la paix; renforcer la sécurité et la stabilité internationales.»

- Les attentats sur le territoire français : que ce soit en France ou dans d'autres démocraties, les attentats sont vécus comme de véritables traumatismes individuels et collectifs, mais ils sont aussi considérés comme des atteintes délibérées contre les régimes démocratiques. Devant ces événements violents (par exemple en 2012 à Toulouse et Montauban contre une école juive, en 2015 contre le journal satirique Charlie Hebdo à Paris, puis dans la salle de spectacle du Bataclan, ou encore sur la Promenade des Anglais à Nice en 2016), on assiste à deux types de réactions de la part des gouvernements : 1/ une réaction d'union, «un sursaut national», qui conduit à une réactivation du socle commun des valeurs fondatrices de chacun des états. 2/ un renforcement de la sécurité (des édifices publics, des établissements scolaires...) avec en France le dispositif Vigipirate (pour la vigilance, la prévention et la protection des personnes vivant sur le territoire).

- Les menaces pour la démocratie et la paix sont prises très au sérieux et elles sont abordées avec les jeunes, en particulier dans l'éducation formelle, sur les questions d'actualité. Ces questions sont étudiées avec les élèves les plus âgés (au lycée) dans des disciplines scolaires, comme l'histoire-géographie, l'économie, l'enseignement moral et civique et les sciences politiques. Les associations complémentaires de l'école abordent aussi ces sujets sensibles concernant l'histoire nationale et internationale (on pense notamment ici à la guerre en Ukraine, aux conflits en Afrique...); ces situations préoccupantes conduisent à des prises de conscience lors de débats organisés (par exemple à l'occasion de séances de cinéma-débat), et à des actions de solidarité (l'aide matérielle à travers des collectes ou encore l'accueil des enfants et adolescents qui ont fui la guerre, la famine).

L'éducation à la citoyenneté prend appui sur la vie sociale et sur les conflits nationaux et internationaux. Si les enseignants ne prennent pas position sur des sujets politiques, ils explorent ces sujets dans leurs enseignements avec le souci d'informer en respectant le pluralisme, ce qui permet à chaque élève de construire son parcours de citoyen. Dans le milieu associatif, ces thèmes sont également abordés, avec l'objectif de pouvoir apporter une contribution citoyenne, en particulier par des actions de solidarité auprès des plus vulnérables ou des personnes démunies.

Comment des événements récents (depuis les années 2000) ont-ils influencé l'évolution de l'éducation citoyenne en France et de la *politische Bildung* en Allemagne ?

Helle Becker : Il convient tout d'abord de préciser une chose : la *politische Bildung* non formelle des jeunes et des adultes

en Allemagne réagit très rapidement aux évolutions politiques et sociétales. Parmi ces évolutions, certaines ont entraîné une transformation profonde ou structurelle des pratiques en la matière. En voici quelques exemples :

Après l'an 2000, les débats relatifs aux politiques éducatives et aux politiques de jeunesse ont gagné en influence au sein de l'Union européenne. Ils portaient alors principalement sur l'orientation des politiques éducatives en fonction des efforts entrepris en matière de politiques de l'emploi. Sous l'influence de tendances néolibérales à l'œuvre dans les politiques publiques en Europe et sous le vocable « employabilité » promu par l'Union européenne, on assiste à un changement de perspective en matière de politique publique et de théorie de l'éducation, passant d'une logique qui partait des apports et des processus à une démarche tournée vers les résultats et les impacts. En conséquence, les responsables politiques ont exigé une clarification des finalités de l'éducation, et interrogé l'effet et l'utilité de certaines formations, y compris dans le domaine de la *politische Bildung*. Dans ce contexte, de grands débats ont eu lieu en Allemagne sur l'introduction de modèles pour le pilotage de la qualité, de mesures d'évaluation et de modèles de compétences (dans le système scolaire et, en partie, pour la formation des adultes). Autant de tendances ayant fait l'objet d'un feu nourri de critiques et de rejet de la part des acteurs de la *politische Bildung* non formelle. Ainsi, au cours des 15 dernières années, des outils d'assurance qualité et divers types de rapports ont été mis en place à grande échelle, en vue d'évaluer régulièrement le travail éducatif. Cependant, le débat autour des formats d'évaluation scientifiques qui seraient adaptés aux pratiques de la *politische Bildung* est toujours d'actualité. À l'heure actuelle, cette question fait l'objet d'une nouvelle approche associant sciences et pratiques.

La diversification croissante de la société constitue un défi pour la *politische Bildung* non formelle des jeunes et des adultes. Le débat porte notamment sur la question de savoir si elle est en mesure de répondre de manière adéquate aux besoins de groupes sociaux différents et à la pluralité des points de vue dans les processus de transformation sociale. Dans ce contexte se pose la question de l'inclusion et de l'exclusion, que ce soit de publics (potentiels) ou d'organisations, des pratiques éducatives dominantes ou des structures qui les représentent. De nombreux collectifs, associations et fédérations ont ainsi émergé aux côtés des acteurs de la *politische Bildung* établis. Les sujets qu'ils portent ont trait aux migrations, à l'Islam, aux discriminations, au racisme, à l'antisémitisme, au développement du pouvoir d'agir, aux approches postcoloniales, etc. Néanmoins, ces nouveaux acteurs sont encore trop peu impliqués dans les instances représentatives et dans les débats qui animent le champ de la *politische Bildung*.

À cet égard, les écarts persistants avec l'Allemagne de l'Est (ex-RDA) en matière de conditions de vie et d'accès à la *politische Bildung* après la réunification constituent une thématique particulière. Des études sociologiques montrent que les Länder est-allemands sont objectivement défavorisés et que le sentiment de relégation y est très marqué. L'infrastructure et le financement de l'offre dans le domaine de la *politische Bildung* sont aussi, en moyenne, moins bons que dans les Länder de l'Ouest.

Ce sujet est intrinsèquement lié à la question des raisons qui expliqueraient le succès que rencontre l'extrême droite précisément dans l'est de l'Allemagne, comme l'ont montré les élections au Bundestag en février 2025. L'inquiétude que suscitent le populisme, l'autoritarisme ainsi que l'extrémisme, et l'appui au travail de prévention mis en place en réponse à ces

tendances, dominant depuis une dizaine d'années le débat dans le champ de la *politische Bildung* et des politiques de soutien. C'est ainsi qu'a été créé en 2015 le dispositif « Demokratie leben! », dont la priorité était – et est toujours – le travail de prévention et de promotion de la démocratie. Ce programme fait l'objet de critiques récurrentes qui dénoncent a) le fait que la *politische Bildung* y joue un rôle secondaire, b) qu'il soutienne des structures parallèles à celles déjà existantes en matière de *politische Bildung*, c) que les moyens alloués au dispositif dépassent de très loin les autres possibilités de financement de la *politische Bildung* (en 2023, il était doté de 182 millions d'euros au total). En lien avec le débat politique et les critiques formulées à l'encontre du programme, il y a eu et il y a toujours des dissensions de fond sur le rapport entre *politische Bildung* et travail de prévention.

Enfin, depuis la crise sanitaire due à la pandémie de coronavirus, le développement du numérique est pertinent à plus d'un titre. D'une part, les restrictions imposées au plus fort de la pandémie ont contraint les acteurs de la *politische Bildung* à expérimenter de nouveaux formats pédagogiques numériques. Les innovations (didactiques) développées dans ce contexte, tant sur le plan technique qu'en matière de contenu, sont encore utilisées aujourd'hui. De ce fait, certaines formes de la *politische Bildung* se sont profondément transformées. Dans le même temps, le développement du numérique est indissociable d'importantes mutations de l'opinion publique et du débat public. Les projets issus de la pédagogie des médias, grâce auxquels on entend lutter contre la haine et le harcèlement en ligne, les fake news et la mobilisation en ligne sont ainsi passés au premier plan.

Sylvie Condette : Depuis les années 2000, l'éducation à la citoyenneté a évolué en s'adaptant aux changements dans la société et dans le monde. Elle est régulièrement montée

en puissance avec le développement d'espaces d'expression (les Conseils de jeunes dans l'éducation formelle et non formelle, les projets éducatifs associant les jeunes dans leur conception et leur mise en œuvre, sans compter les formes nouvelles de sociabilité juvénile qui se multiplient via les réseaux sociaux). Si l'éducation formelle et non formelle reste en partie sous le regard attentif des adultes, on s'aperçoit que les réseaux sociaux échappent à leur regard et à leur présence. C'est un changement majeur qui a des conséquences sur la qualité des relations et sur la qualité des informations qui se transmettent.

L'arrivée des réseaux sociaux a bouleversé les relations sociales et multiplié les interactions entre les jeunes; cette arrivée des réseaux sociaux a aussi élargi le champ de référence d'autant qu'il est devenu beaucoup plus facile de s'informer et de communiquer avec des personnes et des groupes très éloignés géographiquement. De ce fait, le débat démocratique se reconfigure en fonction des modalités qui sont retenues : en présentiel, le débat conserve une forme traditionnelle où les idées se partagent, les avis se discutent et s'affrontent. À distance, le débat peut prendre une forme inattendue avec de nombreux participants qui réagissent (avec des «likes») plutôt qu'ils ne partagent des idées; on constate à ce propos que certains imposent leurs idées avec des arguments pas toujours très étayés mais présentés comme des vérités, où la discussion devient une tribune et quelques leaders parfois autoproclamés confisquent aux autres participants la possibilité de s'exprimer ou de proposer un avis alternatif. Le pluralisme est alors mis à l'écart et les avis potentiellement divergents sont considérés comme portant atteinte aux idées proférées par ces leaders. Dans ce contexte, il n'y a plus ni éducation ni citoyenneté. En outre, les algorithmes mobilisés par les réseaux sociaux amplifient encore cet enfermement dans un entre-soi qui détourne de

l'accès au pluralisme. Les promoteurs de l'éducation à la citoyenneté ont à prendre en compte ces changements pour rétablir des relations respectueuses et ouvertes, en prenant appui sur des principes éthiques (Condette, 2025c).

Une autre évolution est à prendre en compte : les nouvelles politiques publiques (Le New Public Management – NPM) ont réorienté les modalités de travail sur l'éducation à la citoyenneté. Elle insistent sur la performance et l'utilisation optimale des moyens financiers alloués. L'utilisation des budgets répond à des exigences de résultats. Dans cette perspective, l'éducation à la citoyenneté est redéfinie pour apporter des réponses, sinon des solutions. C'est le cas par exemple pour la lutte contre le harcèlement en milieu scolaire, devenue une cause nationale avec un programme d'ampleur, le programme pHARe (Condette, 2025a, 2025b). Les heures dédiées à l'éducation à la citoyenneté sont, pour une part, réaffectées à ces thématiques qui visent une opérationnalisation immédiate : santé, sécurité, vie affective, écologie...

Ces choix se sont renforcés au moment de la crise sanitaire; celle-ci a laissé des traces qui – les études médicales internationales le montrent bien – se déploieront sur le long terme avec un mal-être persistant chez les jeunes et l'absence de perspectives. La conjoncture internationale (avec les questions climatiques, les guerres, les migrations de populations...) a accentué ce phénomène. La santé mentale devient alors une priorité. L'éducation à la citoyenneté, parce qu'elle s'appuie sur une démarche éducative et prospective, peut favoriser un meilleur climat relationnel et des propositions pour améliorer la vie collective à laquelle les jeunes ont à contribuer avec grand bénéfice.

Identité et principes

Dans quelle mesure l'éducation citoyenne et la *politische Bildung* sont-elles normatives ?

Sylvie Condette : L'éducation à la citoyenneté est normative dans la mesure où elle vise l'appropriation d'un certain nombre de règles qui favorisent le vivre-ensemble. Ces règles, qui relèvent de la loi, ne sont pas négociables et s'imposent donc à toute personne, jeune ou adulte. Dans l'éducation formelle, c'est le règlement intérieur de chaque école qui stipule ce qui est autorisé et ce qui est proscrit. De même, dans les associations, le règlement permet de se situer et de savoir ce qui est autorisé ou interdit (pour les jeunes comme pour les adultes).

Grâce à un règlement diffusé et expliqué, chacun peut adapter son comportement pour respecter les règles qui sont inscrites dans le règlement.

Pour autant, le processus normatif n'est pas du dressage ou du formatage. Il encourage au respect de la loi, non par la contrainte, mais par un travail éducatif (souvent long) qui mène à une compréhension et à une application des règles parce qu'elles sont considérées comme étant justes par les jeunes et les adultes. Le rôle des éducateurs est très important dans ce domaine, car ce sont eux qui expliquent, donnent des exemples, permettent aux jeunes d'expérimenter les règles et de réfléchir ensemble au sens de ces règles.

Helle Becker : La *politische Bildung* n'est pas « neutre », mais ancrée dans des valeurs démocratiques, à la Constitution et aux droits humains – que l'on peut considérer comme étant les bases normatives de la *politische Bildung* en Allemagne. Dans le même temps, la *politische Bildung* non formelle se

conçoit comme un espace offrant des opportunités (de formation) au sein desquelles des personnes peuvent se forger une opinion politique indépendante, critique, et agir en conséquence. Il ne s'agit pas de les manipuler ni de les « éduquer » selon certaines préférences ou opinions.

À cela s'ajoutent d'autres caractéristiques dans la *politische Bildung* et le travail de jeunesse : des principes structurels, tels que le caractère volontaire de l'implication et la participation à la planification et à l'utilisation des opportunités éducatives, ainsi que des principes directeurs, tels que l'ouverture à toutes les personnes intéressées ou encore une démarche axée sur l'individu en tant que sujet et les processus. La *politische Bildung* offre des espaces pour identifier les questions publiques, réfléchir de manière critique, débattre en acceptant la contradiction, et encourager des processus de formation d'opinions politiques et de perspectives d'action. Il ne s'agit donc ni de donner des leçons, ni de reprendre des positions politiques prédéfinies, mais bien plutôt d'œuvrer dans le respect des trois règles inscrites dans le Consensus de Beutelsbach : principe de la controverse, interdiction de l'endoctrinement et possibilité pour l'élève de « rechercher les moyens qui lui permettront d'influer sur la situation politique existante pour servir ses intérêts » (voir plus haut).

Contrairement à la *politische Bildung* non formelle ou à la formation démocratique (ces deux concepts reposant sur des fondements théoriques communs en matière de pédagogie, tels que l'« autoformation »), la notion d'« éducation à la démocratie » est critiquée et taxée de normativité – un reproche également formulé à l'encontre du travail de prévention. Le fait que ces deux approches soient tournées vers un objectif, voire un résultat, est considéré comme une différence essentielle avec l'ouverture et la liberté de critiquer qui caractérisent la *politische Bildung*.

Comment l'éducation citoyenne et la *politische Bildung* abordent-elles la pluralité dans une démocratie ?

Sylvie Condette : Aborder la pluralité, c'est déjà reconnaître et accepter qu'il existe une diversité de points de vue et d'approches.

C'est aussi accorder un espace où cette diversité peut s'exprimer, selon un cadre d'expression préétabli : le respect de la parole d'autrui, le non-jugement, l'écoute et l'effort de compréhension d'autrui, l'empathie. Ce sont autant de compétences sociales qui ne sont pas innées, mais ont besoin d'être travaillées dès le plus jeune âge.

L'apprentissage des compétences sociales se décline dans des savoirs (savoir reconnaître une émotion, par exemple), mais il se concrétise surtout dans des expérimentations proposées aux jeunes, avec l'accompagnement d'adultes formés (Condette, 2022). L'expérimentation comporte de nombreux avantages : elle permet de faire l'expérience de situations éducatives qui ont été préparées par les adultes formés; elle permet au jeune de se tester sans prendre de risques qui seraient dommageables. L'action vécue est guidée par les adultes, puis analysée ensemble (jeunes et adultes) : les objectifs de l'action, le contenu, la manière dont cette action a été ressentie, avec ses apports, ses difficultés, ses perspectives. Cette analyse apprend au jeune à se situer par rapport au choix des actions, par rapport aux valeurs qu'il souhaite incarner et défendre. Cette approche tournée vers soi, réflexive, constitue une première étape, suivie d'une seconde étape cette fois associée au groupe.

Le développement de la réflexivité est à encourager : apprendre à établir une distance critique en se positionnant par rapport à la thématique abordée, mais aussi par rapport aux

interactions qui se sont déroulées (apprendre à verbaliser ses émotions). Apprendre à se situer (au sein d'un groupe) et à enrichir son expérience (viser la coopération et l'intelligence collective). Cette réflexivité nécessite la présence et l'accompagnement d'adultes formés.

Cette prise de conscience a besoin de se concrétiser dans des actions citoyennes qui sont autant d'occasions de travailler ensemble le pluralisme.

L'éducation à la citoyenneté peut alors consister en l'organisation de débats sur des sujets de controverse (on pense par exemple aux débats à visée philosophique qui sont pratiqués à tout âge, aussi avec de jeunes enfants).

L'éducation à la citoyenneté peut se développer dans une initiation à la controverse : apprendre à construire et défendre un argument tout en écoutant les arguments des autres; être capable de les reformuler et d'en établir une synthèse (c'est une initiation au pluralisme et à la diversité des opinions; c'est aussi un travail d'enrichissement de son vocabulaire et de sa capacité à communiquer ses idées). Travailler à partir de là sur la notion de compromis : comment se mettre d'accord a minima sur des éléments convergents (convergents parce qu'ils sont acceptables et font sens pour les participants) ?

La formation à la communication non violente est un point d'appui pour l'éducation à la citoyenneté : pour aller à la découverte de l'autre dans un espace communicationnel déconflitualisé (et qui concerne aussi bien la communication verbale que non verbale).

De même, la médiation est un point d'appui très utile pour aborder la citoyenneté. La médiation consiste à faire appel

à un tiers (formé, non impliqué dans le conflit) pour aider les personnes en opposition à analyser la situation, trouver ensemble des réponses et peut-être se réconcilier.

Les propositions destinées à nourrir l'éducation à la citoyenneté ne manquent pas; il reste à les mobiliser au service de la jeunesse.

Helle Becker : La force de la *politische Bildung* non formelle en Allemagne réside dans la pluralité des acteurs qui – à travers les valeurs et les intérêts qui sous-tendent leurs différentes orientations confessionnelles ou religieuses, politiques, humanistes et philosophiques – représentent la diversité figurant au cœur de notre conception de la démocratie. Cette pluralité se retrouve aussi dans les types de structures et d'organisations (outre les lieux d'apprentissage que sont les instituts et les centres de formation ou encore les universités populaires, on compte une myriade d'organisations indépendantes centrées sur différentes thématiques et approches), ainsi que dans ses priorités thématiques et celles qui sont propres à chaque domaine d'intervention. À partir d'un socle de valeurs et de types de structures, sont déclinées des priorités programmatiques – sociétales ou politiques, par exemple –, des intentions pédagogiques, des hypothèses théoriques en matière didactique et des sujets spécifiques pour l'offre et les activités proposées dans le cadre de la *politische Bildung*. Cette façon de procéder permet de toucher un grand nombre de publics différents, ce qui est d'autant plus pertinent que les personnes qui participent à ces activités le font sur la base du volontariat, qu'il s'agisse du choix même de se saisir de ces opportunités ou de décider en quoi consiste la plus-value de cette expérience de formation pour chacune d'elles. C'est le fait de « voter avec ses pieds » qui détermine le fait que les contenus et les modalités des offres pédagogiques correspondent ou non à ce

qui touche les gens dans notre démocratie et aux sujets sur lesquels ils souhaitent eux-mêmes se former.

La question de savoir si et – le cas échéant – comment on peut effectivement toucher tout le monde – ou, plus précisément, dans quelle mesure l'offre et les activités proposées reflètent les besoins des gens – traverse en permanence le champ de la *politische Bildung* et revêt des contours en perpétuelle évolution. Son corollaire, à savoir la nécessité de mettre en œuvre sous différentes formes les finalités, les objets de formation, les lieux, les formats ainsi que les méthodes de la *politische Bildung*, et de les repenser sans cesse, peut être considéré comme une force. Cela permet ou permettrait en effet de répondre aux besoins et aux points de vue actuels de participantes et de participants potentiels. On observe cependant une hiérarchisation, voire une marginalisation de certains acteurs et thématiques qui peut être perçue comme une faiblesse, de même que la lenteur institutionnelle et organisationnelle qui entrave l'innovation. Ce reproche s'adresse avant tout aux politiques qui fixent des règles strictes, souvent aussi rigides, pour le financement des offres de la *politische Bildung*.

L'éducation citoyenne et la *politische Bildung* visent-elles en premier lieu la construction de l'autonomie et la poursuite des intérêts propres, la responsabilité et les relations avec la communauté ou la capacité de jugement critique et d'action sur le système existant ?

Helle Becker : Comme je l'ai déjà expliqué, les opportunités en matière de *politische Bildung* non formelle sont d'une diversité telle que les trois intentions jouent toujours un rôle, quoiqu'à des degrés différents selon le thème, le public cible, les intérêts des acteurs en matière de formation, etc. De ce fait, il est impossible d'apporter une réponse globale à cette

question. Il n'existe dans la *politische Bildung* non formelle aucun classement ni aucune hiérarchie, pas plus sur le plan thématique qu'en matière didactique.

Sylvie Condette : L'éducation à la citoyenneté vise à la fois la construction de l'autonomie et la recherche du bien commun. Cela peut sembler contradictoire, voire incompatible.

C'est là tout le travail de l'éducateur d'expliquer et de montrer que l'on peut devenir autonome (c'est-à-dire en capacité de se diriger soi-même et de faire des choix) tout en restant respectueux d'autrui (ne pas chercher à imposer son point de vue, son argument, quitte à utiliser la ruse ou la force) et en gardant le bien commun comme objectif personnel principal.

Le rôle de l'éducateur est d'aider le jeune à surmonter cette contradiction apparente et de l'outiller pour qu'il puisse à la fois devenir une personne adulte et autonome et un citoyen actif au service du collectif.

De quels instruments se dotent l'éducation citoyenne et la *politische Bildung* pour éviter toute forme d'endoctrinement ?

Sylvie Condette : Un travail en profondeur et en continu sur l'esprit critique est indispensable. Cela suppose une formation solide des éducateurs.

Cela se traduit aussi par des expérimentations qui permettent de comprendre comment se construit un message, une information et comment ceux-ci peuvent se déformer, avec une intention malveillante (fake news, propagande) ou sans intention particulière (cela peut, par exemple, être lié à une erreur d'appréciation, de compréhension des mots, des situations). Voici quelques ressources utiles pour se former :

Le module d'autoformation, MOOC «lutter contre les fake news avec discernement et esprit critique» auquel j'ai contribué dans sa création et sa diffusion, s'est par exemple donné pour objectif de former les éducateurs sur la construction des informations. Le MOOC vise à comprendre les mécanismes de l'information et de la désinformation. Les compétences travaillées sont : la capacité de compréhension; le développement de l'esprit critique. Il s'agit ainsi de comprendre l'information, à la fois dans son élaboration et sa transmission; d'apprendre la vigilance et la mobilisation de l'esprit critique pour limiter les formes de manipulation qui sont à l'œuvre dans les fake news.

Le site du CLEMI (Centre de Liaison de l'Enseignement et des Médias d'Information) offre des ressources très intéressantes sur l'éducation aux médias (en insistant sur le lien étroit avec l'éducation à la citoyenneté).

Les rencontres de jeunes (par exemple, grâce aux projets OFAJ) permettent aux jeunes d'être éduqués à la diversité. Les éducateurs ont alors besoin d'être formés aux compétences interculturelles pour accompagner les jeunes dans leurs apprentissages.

Helle Becker : La *politische Bildung* non formelle, telle qu'on l'entend en Allemagne, est l'exact opposé de l'endoctrinement. En raison de l'expérience du national-socialisme, la *politische Bildung* exclut sans équivoque toute influence unilatérale et toute velléité de manipulation – ce qui correspond au principe énoncé dans la première phrase du Consensus de Beutelsbach (voir plus haut). Dans la *politische Bildung* non formelle, on part du principe que la diversité des acteurs et des offres selon les publics, les conceptions philosophiques, politiques et religieuses, mais aussi selon les thématiques, constituent une large palette de possibilités parmi

lesquelles les personnes intéressées peuvent puiser. Grâce à l'engagement dont elle fait preuve autour de valeurs partagées (démocratie et droits humains, solidarité, justice, etc.) et de principes directeurs communs (tels que le fait de partir de l'individu en tant que sujet, la participation, l'ouverture et l'esprit critique, ou encore le Consensus de Beutelsbach), l'endoctrinement est proscrit, ou plus exactement considéré comme incompatible avec les standards en la matière.

C'est aussi la raison pour laquelle les rapports de pouvoir dans la relation pédagogique et leur influence sur les processus d'apprentissage des élèves ou, le cas échéant, des participantes et des participants sont régulièrement interrogés. Ces questions sont souvent posées dans le contexte de l'antagonisme entre la *politische Bildung* non formelle et le travail de prévention. Selon cette logique, la *politische Bildung* n'est pas une « pédagogie qui empêche », mais une possibilité de se former soi-même. D'autres concepts pédagogiques, dont la finalité est de faire évoluer les façons de penser et les opinions (« éducation à la démocratie »), font l'objet de critiques, voire de vifs débats entre spécialistes.

Dans l'Allemagne d'aujourd'hui, la question de l'endoctrinement se pose en d'autres termes : des acteurs de l'extrême droite, surtout dans les rangs de l'AfD, s'en prennent à des acteurs de l'éducation formelle (écoles, universités) et du travail de jeunesse au motif que la *politische Bildung* devrait être « neutre ». De leur point de vue, l'absence de neutralité est synonyme d'endoctrinement – une manière de museler toutes les voix critiques, notamment au sein de l'AfD, qui est un parti politique. Dans certains Länder, des « portails de signalement » ont ainsi été créés pour permettre aux élèves de signaler un professeur ou une enseignante qui aurait une attitude trop « woke » ou critique de l'AfD. Dans les parlements des Länder, les organismes publics ayant une mission

d'information et d'éducation citoyenne (*Landeszentralen für politische Bildung*) et les structures de la société civile engagées dans le champ éducatif se voient régulièrement reprocher par les élus de ce parti « d'endoctriner » leurs publics dès lors qu'elles prennent position pour la Constitution, la démocratie, l'État de droit, la diversité et l'esprit critique. Cela vaut également pour les acteurs de la société civile qui s'engagent spécifiquement dans la lutte contre les discriminations, l'antisémitisme, le racisme, etc., et concerne tout autant le travail de mémoire (« Plus jamais le fascisme ! ») mené, par exemple, par les mémoriaux et autres lieux de médiation. Par conséquent, non seulement les personnes visées se trouvent régulièrement obligées de se défendre face à ces accusations, mais il faut aussi expliquer aux pédagogues de la *politische Bildung* et du travail de jeunesse, pour qui ce climat est très anxiogène, qu'il ne s'agit pas d'être « neutres » au sens d'une absence de positionnement, mais qu'il leur incombe de défendre la Constitution et les droits humains et que cela ne saurait être assimilé à de l'endoctrinement.

Structures de l'éducation à la citoyenneté

Quelle part de l'éducation citoyenne et de la *politische Bildung* relève du secteur scolaire et quelle part du secteur périscolaire ou extrascolaire ?

Helle Becker : Il n'y a pas de répartition technique ou thématique entre la *politische Bildung* dans l'éducation formelle et la *politische Bildung* non formelle. Cependant, les principes structurels et techniques de ces deux champs sont très différents. Dans les écoles et les établissements scolaires, c'est le cadre législatif de l'éducation formelle qui s'applique, avec sa définition des fonctions et des tâches, ses programmes dans lesquels sont inscrits des contenus et des principes didactiques prédéterminés, ainsi qu'un enseignement disciplinaire

obligatoire sur la base duquel les performances des élèves sont évaluées. La transmission de savoirs y occupe de ce fait une place plus importante, tandis que les approches ouvertes, tournées vers l'action, sont moins présentes à l'école.

En ce sens, le contexte scolaire se distingue considérablement des principes du travail de jeunesse et de la *politische Bildung* avec les jeunes que nous avons évoqués précédemment : le caractère volontaire, la participation, le fait de partir de l'individu en tant que sujet, l'approche axée sur les processus et l'action. L'éducation des jeunes et le travail de jeunesse disposent de ce fait de possibilités plus grandes pour proposer une *politische Bildung* «de terrain», ancrée dans la vie quotidienne des jeunes et pleinement en phase avec leurs centres d'intérêt. De plus, elle peut accompagner l'engagement des personnes en les soutenant dans leurs apprentissages.

Sylvie Condette : L'éducation à la citoyenneté se décline dans des programmes scolaires qui font l'objet d'enseignements dispensés par des professeurs, dans des activités éducatives en dehors des cours, et dans le secteur extrascolaire dans lequel interviennent les associations.

Le secteur scolaire : Une inscription dans le curriculum

Les programmes d'enseignement moral et civique (EMC) proposent des contenus et des activités qui sont étudiés en classe avec les enseignants.

Le parcours citoyen de l'élève

De l'école au lycée (avec une progression dans les contenus et les activités pour tenir compte de l'âge et de la maturité de l'élève), le parcours citoyen «vise à la construction, par l'élève, d'un jugement moral et civique, à l'acquisition d'un esprit critique et d'une culture de l'engagement.» On trouve une

inscription de ce parcours dans le curriculum et toutes les disciplines scolaires sont censées apporter une contribution.

Le parcours citoyen de l'élève : De l'école (enfants âgés de 3 à 10 ans environ) au lycée (jeunes de 15 à 17 ans environ), ce parcours, constitué d'enseignements et d'activités éducatives, vise à la construction, par l'élève – en fonction de son âge / de sa maturité – d'un jugement moral et civique. Il vise à l'acquisition d'un esprit critique et d'une culture de l'engagement. Il s'agit de préparer l'exercice de la citoyenneté (avec des droits, des obligations et des responsabilités).

La circulaire du 23 juin 2016, publiée sur le site Eduscol, précise les grands objectifs ainsi que les modalités de pilotage et de mise en œuvre.

Le parcours citoyen de l'élève est inscrit dans le projet global de formation de l'élève. Il s'adresse à des citoyens en devenir qui prennent progressivement conscience de leurs droits, de leurs devoirs et de leurs responsabilités.

Le parcours citoyen met en cohérence la formation de l'élève sur le temps long de sa scolarité, du primaire au secondaire, mais aussi sur l'ensemble des temps éducatifs de l'élève, scolaire, périscolaire et extrascolaire.

Le parcours citoyen permet d'aborder les grands champs de l'éducation à la citoyenneté :

- la transmission des valeurs républicaines et du principe de laïcité;
- la culture de l'égalité entre les sexes et du respect mutuel;
- la lutte contre toutes les formes de discriminations et en particulier la prévention et la lutte contre le racisme et l'antisémitisme, notamment à travers l'ouverture sur l'Europe et le monde;

- la prévention et la lutte contre le harcèlement;
- la lutte contre l'homophobie;
- l'éducation à l'environnement et au développement durable;
- l'éducation aux médias et à l'information;
- l'éducation à la défense.

Le parcours citoyen de l'élève repose sur :

- des connaissances dispensées dans le cadre des enseignements;
- des rencontres avec des acteurs ou des institutions à dimension citoyenne;
- des engagements dans des projets ou actions éducatives à dimension citoyenne.

Une initiation au politique dans le cadre scolaire

- La participation à visée politique : elle se manifeste dans la participation des élèves à des élections, symbole de la vie démocratique. Cela se traduit par l'élection des élèves délégués de leur classe, puis la possibilité de participer à d'autres instances (comme le Conseil de la vie lycéenne ou le conseil de la vie collégienne) avec aussi une représentation possible (à l'occasion d'un vote) pour faire partie des membres du conseil d'administration, et même du conseil de discipline. Cette implication est complexe et une formation des élèves délégués est proposée à tous les élus.
- La participation à visée socialisatrice à l'école : Cette participation regroupe des activités culturelles, sportives, ludiques et les actions de prévention (éducation à). Des actions d'information et de prévention sont proposées pour la santé, la sexualité, la sécurité routière, le développement durable...

Elle répond à des problèmes de société : par exemple, les effets du changement climatique (les éco-délégués); la lutte

contre le harcèlement à l'école (les ambassadeurs contre le harcèlement).

L'objectif est de créer une prise de conscience face à des problèmes graves et d'agir sur les comportements des jeunes.

Ces activités peuvent se dérouler pendant les cours (avec les enseignants), ou à la place des cours prévus (avec par exemple, des intervenants extérieurs), ou encore en dehors des cours (pendant la pause du déjeuner ou le soir).

L'éducation à la citoyenneté dans le milieu associatif

- L'éducation à la citoyenneté fait souvent partie des objectifs que visent les associations : dans leur projet éducatif (et pédagogique) : chaque association qui a sollicité un agrément auprès du ministère de l'Éducation nationale doit produire un bilan de son activité, et aussi un projet comportant des objectifs éducatifs.
- Les associations défendent des valeurs humanistes et promeuvent des comportements citoyens dans leur programme (par exemple dans les pratiques sportives, un travail est mené sur le respect de ses adversaires, sur l'idée que la compétition n'a pas à humilier certains participants).
- En France, certaines associations sont reconnues comme étant « complémentaires de l'école ». L'agrément qu'elles ont obtenu leur permet d'intervenir dans les écoles et de proposer des activités éducatives, en accord avec la direction de l'école et des enseignants.

Être complémentaire de l'école signifie que le ministère de l'Éducation nationale (ou le rectorat pour un agrément académique/local) reconnaît que l'association se situe bien dans les valeurs de l'école, les promeut, ne fait pas de prosélytisme, et apporte des contenus éducatifs destinés à aider les

jeunes dans leur développement personnel et leur socialisation avec leurs pairs. La reconnaissance de ce statut délivre un agrément valable 5 ans, avec un renouvellement possible. C'est ainsi que les programmes pédagogiques ou éducatifs des associations envisagent un travail sur les valeurs, sur le respect d'autrui, sur l'amélioration du vivre-ensemble. Les animateurs qui interviennent dans les associations sont formés aux activités éducatives de groupe, à l'intégration de chaque jeune au sein du groupe. Les thèmes étudiés sont essentiels pour améliorer la vie collective : la citoyenneté, le développement durable, l'éducation aux médias et à l'information, la formation des élèves délégués (représentants de leur classe, de leur école...), la régulation des conflits, la prévention du harcèlement...

Cette approche est très importante, car l'éducation à la citoyenneté n'est pas seulement une affaire scolaire; la citoyenneté concerne tous les aspects de la vie sociale.

Quels sont, en dehors de l'école, les dispositifs qui permettent de les dispenser (conseils de jeunes, programmes de volontariat, institutions religieuses, fondations, programmes de subvention, etc.) ?

Sylvie Condette : Il existe de nombreuses initiatives visant à développer la citoyenneté. En voici quelques exemples :

Le Conseil Municipal des Jeunes (il s'agit d'une initiative de la ville)

Ce Conseil a été créé pour permettre aux jeunes de découvrir la vie politique et l'engagement citoyen. Partant de l'idée qu'une partie des jeunes se désintéresse de la politique, des jeunes enfants et des adolescents sont chaque année candidats aux élections du Conseil municipal des jeunes et s'engagent pour leur ville. Ce sont environ 2500 communes

(des villes, petites, moyennes ou fortement peuplées) qui ont mis en place ces Conseils. Les jeunes intéressés par cette proposition déposent leur candidature à la mairie et font campagne pour être élus. Les jeunes élus se réunissent dans des groupes thématiques, puis en assemblée plénière, et préparent des propositions qui seront étudiées par les élus municipaux. C'est donc une initiation à la vie politique et à l'élection pour briguer un mandat d'élu.

Le service civique

Il s'agit d'un engagement citoyen au service de la société (en France, en Europe, à l'étranger). Cet engagement concerne de multiples actions. Les jeunes de 18 à 25 ans (jusqu'à 30 ans, pour un jeune en situation de handicap) peuvent postuler à des offres, sans condition de diplôme.

Quelques exemples d'actions proposées :

- soutenir les personnes en situation de handicap
- initier ou former les personnes incarcérées aux usages de l'informatique en prévision de leur réinsertion
- promouvoir les bienfaits d'une activité physique et sportive régulière pour tous
- promotion et valorisation du centre d'art contemporain
- sensibiliser aux violences faites aux femmes, orienter et accompagner les victimes.

Le service civique dans l'Éducation nationale

Au titre de l'année scolaire 2024-2025, l'Agence du service civique a alloué un contingent de 17 400 volontaires au ministère de l'Éducation nationale.

Le service civique au sein du ministère de l'Éducation nationale s'adresse à tous les jeunes de 18 à 25 ans. Il s'agit d'un engagement volontaire pour des missions d'éducation (dont l'éducation à la citoyenneté) d'une durée moyenne

de 8 mois. Ces missions sont déterminées par les directions d'école, selon les besoins identifiés.

Le volontariat associatif

Le volontariat associatif est l'une des formes du service civique. Il est possible dans les domaines éducatif, environnemental, humanitaire, sportif, etc.

Les jeunes qui peuvent candidater ont au moins 25 ans. Les missions qu'ils effectuent sont indemnisées financièrement.

Helle Becker : Le schéma *Topographie de la pratique en politische Bildung* (consultable ci-après) réalisé par l'association Transfer für Bildung e. V., donne à voir les différents domaines où se pratique la *politische Bildung*. Chacun de ces champs regroupe un très grand nombre d'acteurs.

Il existe des possibilités de financement au niveau fédéral, au niveau des Länder et à l'échelle communale. Les organismes financeurs sont des autorités publiques (administrations), des organisations internationales (telles que les offices pour la jeunesse ou l'Union européenne) et des fondations. Dans ce domaine, les objectifs et les conditions de financement de nombreux dispositifs évoluent régulièrement. Les offres de financements destinées à la *politische Bildung* en Allemagne sont si abondantes et d'une telle complexité qu'il est impossible de les représenter ici de manière détaillée. Toutefois, cette structure est le reflet des compétences des différents financeurs – accessibles dans la version interactive de la *Topographie de la pratique en politische Bildung*.

Pratiques pédagogiques

L'éducation citoyenne et la *politische Bildung* visent-elles en priorité la transmission de connaissances ou l'acquisition de compétences, de valeurs et de capacité d'agir ?

Helle Becker : L'enjeu principal est celui du renforcement des compétences, des valeurs et du pouvoir d'agir. Pour ce faire, on a besoin de connaissances. Le savoir et l'appropriation des savoirs jouent en l'espèce un rôle fonctionnel. Autrement dit, ils ont une fonction pratique en tant que connaissances et savoir-faire destinés à être appliqués, c'est-à-dire tournés vers l'action, pas comme une accumulation de connaissances.

Sylvie Condette : L'éducation à la citoyenneté vise à la fois la transmission de connaissances et la transmission de valeurs qui permettent de construire des compétences sociales et de développer sa capacité à agir. Dans les faits, ces objectifs ne sont pas toujours atteints (il n'y a pas souvent d'évaluation réalisée à l'issue de l'activité menée), car il existe peu de temps dédiés pour travailler sur les compétences acquises.

Lorsque les jeunes participent aux activités et que celles-ci sont terminées, ils sont rarement interrogés sur ce qu'ils ont vécu, ressenti et surtout sur ce qu'ils pourraient réinvestir dans la vie sociale, avec l'optique de contribuer au bien commun. Par conséquent, la prise de conscience, si elle nous semble indispensable, n'a pas toujours lieu.

Voici quelques propositions qui favoriseraient la prise de conscience et la construction d'un esprit critique :

- Les bilans d'activité et les débriefings en cours d'activité, avec les jeunes, organisés spécifiquement pour les

jeunes (selon leur âge) puis organisés progressivement par les jeunes eux-mêmes.

- développer la pédagogie du débat : apprendre à exprimer son opinion, apprendre à construire un argument.
- rencontrer des personnes différentes de soi (être initié aux rencontres interculturelles et organiser des temps d'échange sur les valeurs de chacun, les traditions...).

Par quels moyens l'éducation citoyenne et la *politische Bildung* garantissent-elles l'inclusion de tous les jeunes, quel que soit leur milieu d'origine ?

Sylvie Condette : L'éducation à la citoyenneté garantit en théorie l'inclusion de tous les jeunes (à l'école, l'instruction est obligatoire; dans les associations, l'adhésion est libre, mais elle est peut-être encouragée par la famille, des amis...).

Pourtant, on se rend compte que tous les jeunes ne participent pas. Tous n'ont pas accès à la même information ou ne sont pas encouragés à prendre part à la vie collective, ce qui les prive d'une expérience riche qui pourrait leur être bénéfique, individuellement et au service du collectif.

Des initiatives sont prises pour favoriser la participation des jeunes (comme les projets que développe l'OFAJ), mais elles ont besoin d'être davantage médiatisées pour toucher des publics cibles qui sont encore trop éloignés de la culture, qui n'ont pas accès à ce type d'informations sur les projets et sur des programmes qui leur sont pourtant réservés.

Helle Becker : Il y a deux aspects à prendre en compte : l'exigence que se fixent les organismes de la *politische Bildung* et, dans le même temps, l'obligation qui leur incombe, selon le Huitième code de l'action sociale (la base légale du travail de jeunesse en Allemagne) de proposer des activités à tous

les jeunes, sans exception. Ces 30 dernières années, de très nombreux dispositifs de financement au niveau fédéral, régional et communal ont permis de concevoir et de mettre en œuvre des projets destinés à certains publics qui, jusqu'alors, n'avaient guère adhéré à de telles mesures.

Pour autant, répondre à la question de savoir quels enfants et quels jeunes se saisissent des possibilités offertes par la *politische Bildung* n'est pas évident. En effet, il n'existe pas de statistiques sur ce sujet. On peut supposer que, globalement, ce sont plutôt des jeunes intéressés qu'on retrouve dans les programmes de la *politische Bildung*, ne serait-ce que parce que leur participation relève d'une démarche volontaire. Par ailleurs, il existe un grand nombre d'acteurs qui cherchent à toucher des publics très différents, dont, bien souvent, les jeunes dits défavorisés.

La sous-représentation de certaines catégories d'enfants et de jeunes s'explique plutôt par un manque d'accès aux offres que par une absence d'intérêt de leur part pour les questions politiques. Plusieurs constats suggèrent cette hypothèse :

- a) Des enquêtes régulières confirment que les enfants et les jeunes s'intéressent à la politique.
- b) Les expériences issues de la pratique vont également dans le sens de cet intérêt présent chez les enfants et les jeunes dès lors qu'on les interroge à propos de la « dimension politique » des sujets qui les animent (bien que beaucoup d'entre eux ne considèrent pas toujours leurs centres d'intérêt comme des questions politiques).
- c) Une étude représentative portant sur la participation à des activités proposées dans le cadre du travail de jeunesse international en Allemagne parvient à la conclusion que, malgré le fort intérêt des jeunes, divers obstacles les empêchent d'accéder à ces offres (tels que le manque d'information, le coût, des préoccupations et

des préjugés, assortis d'un manque de soutien de la part des parents et d'autres adultes).

Ces dernières années, des recherches et des débats sont menés sur les domaines du travail de jeunesse qui permettent d'accéder à la *politische Bildung* en dehors du champ spécialisé de la *politische Bildung* des jeunes. Le 16^e rapport du gouvernement allemand sur la situation de l'enfance et de la jeunesse, qui a été rédigé par une commission d'experts, parvient à la conclusion que la *politische Bildung* peut être présente dans tous les domaines du travail de jeunesse. Cet enseignement recèle un grand potentiel : celui de mieux toucher les jeunes qui, jusqu'à présent, n'ont pas eu l'occasion de rencontrer les offres de la *politische Bildung*. Différents projets et coopérations entre les champs de la *politische Bildung* ont vu le jour dans le sillage de ce rapport, ainsi que des projets de recherche scientifique qui explorent cette thèse.

Le fait qu'il existe des formes de *politische Bildung* dans les différents champs du travail de jeunesse vaut aussi pour le travail international de jeunesse, bien que ce dernier occupe une place à part. En effet, le travail international de jeunesse est un domaine transversal dans lequel s'impliquent également des acteurs de la *politische Bildung* des jeunes. Dans ce domaine, cela fait longtemps que l'on réfléchit à la question de savoir dans quelle mesure ce travail offre un cadre propice à la *politische Bildung*.

De plus, des formes de *politische Bildung* «de terrain» sont expérimentées ces dernières années. Pour ce faire, on s'appuie sur des contextes qui ont (a priori) une autre fonction : le centre de formation ou le lieu de travail, les activités de loisirs, le quartier ou l'espace jeunes. L'expression «de terrain» veut dire aussi que l'on part des thématiques qui animent les

enfants et les jeunes (et les adultes) au lieu « d'apporter » des sujets dont on pense qu'ils sont intéressants ou importants.

Cette ambition, qui s'inscrit dans le droit fil des conclusions du 16e rapport du gouvernement allemand sur la situation de l'enfance et de la jeunesse, relève en réalité de l'évidence du point de vue du travail de jeunesse. En effet, si l'éducation formelle suit des programmes scolaires et qu'elle a des objectifs pédagogiques, des thématiques et des modalités d'enseignement prédéfinies, la vocation du travail de jeunesse est d'encourager les enfants et les jeunes à exprimer et à traiter de leurs propres préoccupations politiques – ce faisant, ils développent leurs compétences politiques. Si cette idée directrice était déclinée de manière rigoureuse, il est probable qu'un nombre de jeunes bien plus important que jusqu'à présent se saisirait des possibilités offertes dans le cadre de la *politische Bildung*.

Leurs offres sont-elles adaptées aux différents groupes cibles ? Si oui, comment ?

Helle Becker : La *politische Bildung* en Allemagne s'efforce d'adapter ses offres aux intérêts et aux besoins de celles et ceux qui y prennent part. L'adaptation des propositions est donc une mission et un défi constants – un effort d'autant plus nécessaire qu'il existe une tendance à « voter avec ses pieds », c'est-à-dire que les jeunes ne participent que s'ils le souhaitent, sur la base du volontariat.

Néanmoins, l'inconvénient d'une pédagogie fondée sur l'offre réside dans la nécessité de déterminer en amont certains paramètres importants, tels que le format, la durée, la taille du groupe et, surtout, la thématique. Ces paramètres étant – la plupart du temps – définis par les dispositifs de financements publics, cela peut s'avérer problématique

lorsque des structures et des enfants ou des jeunes souhaitent les choisir, voire les élaborer de manière autonome.

Sylvie Condette : En ce qui concerne l'éducation citoyenne, les offres ne sont pas toujours adaptées aux groupes cibles quand l'information circule difficilement ou n'est pas accessible. Parfois, les offres sont trop ciblées (par exemple, les étudiants en langues vivantes participent, et cela semble une évidence, à des stages linguistiques, les sportifs font des activités sportives...), mais cela crée des cloisonnements. Partant de ce constat, certains jeunes ne se sentent pas légitimes pour participer à une activité qui leur semble être d'abord réservée à des spécialistes.

Quelles sont les expériences et recommandations concernant les principes et approches d'intégration de l'éducation citoyenne et de la *politische Bildung* dans le domaine des échanges internationaux de jeunes ?

Sylvie Condette :

- Préparer un projet d'éducation citoyenne avec des jeunes qui sont éloignés des offres culturelles, puis leur faire découvrir un autre pays, une autre langue et une autre culture : il est nécessaire de proposer des activités par étapes, progressivement, pour susciter l'intérêt, l'adhésion puis la participation.
- Travailler les contenus de formation (en commençant par les formateurs) pour qu'ils prennent en compte ce que recouvre la citoyenneté et le sens de l'engagement et qu'ils puissent ensuite mieux préparer les jeunes à la citoyenneté, ses enjeux et ses bénéfices.

Helle Becker : Comme je l'ai déjà dit, le lien entre le travail international de jeunesse et la *politische Bildung* fait l'objet de recherches et de discussions depuis plusieurs années. De

nombreux travaux scientifiques sur ces thématiques ont vu le jour au sein du réseau « Recherche et pratique en dialogue – Travail international de jeunesse (FPD) » de l'association transfer e. V. Actif dans toute l'Allemagne, ce réseau soutient les échanges entre la science et la pratique dans le champ du travail international de jeunesse et des voyages d'enfants et de jeunes, toutes disciplines et tous acteurs confondus. Les activités du réseau apportent une contribution essentielle au développement de l'expertise et à la professionnalisation du travail international de jeunesse. Le FDP organise des congrès et des auditions de spécialistes, et mène aussi à bien des projets de recherche, y compris sur le thème de la *politische Bildung* et du travail international de jeunesse, particulièrement avec le groupe de travail « Effets systémiques ».

Ces sujets (travail international de jeunesse et *politische Bildung*) font également l'objet d'un suivi de la part du bureau spécialisé dans le transfert de la *politische Bildung* au sein de l'association Transfer für Bildung e. V., qui s'occupe notamment de compiler et d'analyser des études scientifiques.

Pour terminer : lorsque vous pensez à l'Allemagne et à la France, quelles parallèles percevez-vous dans la manière dont la *politische Bildung* et l'éducation citoyenne abordent les contenus, les objectifs et les enjeux ? Et quelles différences ou spécificités, selon vous, viennent compléter ou nuancer ces parallèles ?

Helle Becker : D'une manière générale, la *politische Bildung* en France et en Allemagne a pour but de soutenir la participation au débat public politique et démocratique, ainsi qu'à la prise de décision de citoyennes et de citoyens éclairés. Dans les deux pays, cette éducation citoyenne se réfère à des valeurs centrales de la démocratie.

De mon point de vue, les différentes expériences historiques et leurs conséquences en matière d'histoire des idées dans les deux pays expliquent que leurs finalités et priorités respectives ne soient pas les mêmes. Dans la *politische Bildung* non formelle en Allemagne, il me semble que l'on met davantage l'accent sur l'esprit critique, la formation du jugement et le fait de s'engager pour une cause, et moins sur la transmission de connaissances relatives aux formes étatiques ou sur le soutien à la cohésion sociale. Ces priorités différentes ont une incidence sur les conceptions pédagogiques, par exemple sur le fait de faire primer, dans la *politische Bildung* non formelle en Allemagne, l'importance de débattre en acceptant la contradiction et celle d'avoir des processus ouverts sur la transmission de savoirs et de valeurs.

En outre, la *politische Bildung* en Allemagne revêt des contours différents selon qu'elle est pratiquée dans le cadre scolaire ou dans celui de la *politische Bildung* non formelle – qui se caractérise par une myriade d'organisations de la société civile ainsi que de concepts, de positions et de priorités thématiques. L'État soutient précisément cette pluralité et n'impose, au-delà de la référence à la Constitution et aux droits humains, que peu d'exigences sur le plan des contenus ou des concepts (contrairement à la *politische Bildung* telle qu'elle est abordée à l'école). Je ne suis pas encore en mesure d'évaluer à quel point, en France, l'éducation citoyenne extrascolaire, non formelle, suit des concepts ou des prescriptions qui s'appliquent à l'école, dans quelle mesure elle s'en écarte, ni quelle est l'influence de cette situation sur les concepts des échanges franco-allemands.

Un troisième aspect peut potentiellement être une source de différences : la forte diversification et la segmentation marquée des champs de la pratique de la *politische Bildung* en Allemagne. Dans ce contexte, des conceptions de la pro-

fession, c'est-à-dire des priorités sur le plan conceptuel et sur le fond, se sont dégagées. De plus, ces domaines bénéficient d'un niveau de subventionnement variable, ce qui va de pair avec des exigences de la part de leurs financeurs respectifs. Il faut donc interroger au cas par cas ce que l'on entend par *politische Bildung* dans chacun de ces contextes. J'ai l'impression, pour ma part, que cette offre est moins foisonnante en France.

Sylvie Condette : Les deux approches se rejoignent dans leurs grands objectifs malgré leurs spécificités. Il s'agit, pour les secteurs formel et non formel de proposer des offres participatives, dans une démarche éducative, pour la jeunesse. Idéalement, il serait opportun que les propositions de l'éducation formelle et non formelle se complètent systématiquement dans un souci de cohérence et de lisibilité, et qu'elles soient reconnues et promues par les gouvernements comme des priorités fondamentales et incontournables.

L'éducation à la citoyenneté (France) et la *politische Bildung* (Allemagne) visent à réfléchir sur le modèle de société démocratique à construire. Elles s'appuient pour cela sur une vision partagée de la démocratie : respect de l'intégrité des citoyens, engagement actif, projet collectif. Pour autant, les modalités de mise en œuvre sont différentes, liées à l'histoire respective des deux pays et aux politiques qui y sont menées, avec des subventionnements qui dépendent d'organismes publics de l'État ou des collectivités territoriales, avec aussi parfois des financements privés émanant de fondations d'utilité publique. Quel que soit le format adopté (formel, non formel), ce qui importe, ce sont les objectifs visés pour promouvoir la citoyenneté dans des programmes, des actions et des projets (une citoyenneté participative qui repose sur des valeurs humanistes) et les moyens concrets que chacun consent pour les atteindre (à travers l'envie d'agir pour

le bien commun et l'engagement individuel et collectif au service d'une plus grande justice sociale).

Dans ce cadre binational, il est important de mettre en valeur l'amitié franco-allemande; elle est à rappeler sans cesse, à valoriser et à revitaliser dans les projets menés.

Littérature sélective

Becker, H. (2019). *Wir Kellerkinder? Zur Geschichte der „Profession politische Bildung“ in der außerschulischen Jugend- und Erwachsenenbildung*. In K.-P. Hufer & D. Richter (Hrsg.), *Politische Bildung als Profession. Verständnisse und Forschungen* (S. 49–63). Bonn : Bundeszentrale für politische Bildung.

Becker, H., & Thimmel, A. (Hrsg.). (2019). *Die Zugangsstudie zum internationalen Jugendaustausch. Zugänge und Barrieren*. Wochenschau Verlag. Informationen durch Forschung und Praxis im Dialog.

Bundesministerium für Familie, Senioren, Frauen und Jugend (BMFSFJ). (o.J.). *16. Kinder- und Jugendbericht. Förderung demokratischer Bildung im Kindes- und Jugendalter*. Online verfügbar.

Bundeszentrale für politische Bildung. (o.J.). *Beutelsbacher Konsens*. Online verfügbar.

CLEMI (Centre de Liaison de l'Enseignement et des Médias d'Information). (s.d.). Disponible en ligne.

Condette, S. (2020). Conceptions et perceptions de la citoyenneté à l'école. Une approche comparée franco-anglaise. In R. Malet & B. Garnier (dir.), *Éducation, Mondialisation et Citoyenneté* (p. 133–157). Berne : Peter Lang.

Condette, S. (2022). *L'expérimentation comme modalité d'un travail collaboratif en établissement scolaire. Le cas de la médiation par les pairs*. Bordeaux : Presses universitaires de Bordeaux.

Condette, S. (2025a). La médiation par les pairs au service de la prévention du harcèlement en milieu scolaire. *Enfances & Psy*, 103(2), 99–110.

Condette, S. (2025b). Prévenir les situations de harcèlement et accompagner l'ensemble des acteurs scolaires. In E. Gallardo (dir.), *Le harcèlement scolaire. Comprendre pour agir* (p. 29–41). Aix-en-Provence : Presses Universitaires d'Aix-Marseille – PUAM.

Condette, S. (2025c). Des principes éthiques pour éduquer aux médias et à l'information et limiter les situations de harcèlement. *Communication, Technologies et Développement*, 19.

Condette, S. (s.d.). MOOC : *Lutter contre les fake news avec discernement et esprit critique*. FUN-MOOC. Disponible en ligne.

Conseil de l'Europe. (2018). *Tous différents, tous égaux. Kit pédagogique. Idées, ressources, méthodes et activités pour l'éducation interculturelle informelle avec des adultes et des jeunes*. Disponible en ligne.

Conseil de l'Europe. (s.d.). *European Space for Citizenship Education*. Disponible en ligne.

Conseil de l'Union européenne. (s.d.). *European Peace Facility*. Disponible en ligne.

Council of Europe. (2024, August). *Reference Framework of Competences for Democratic Culture (RFCDC). Guidance document for vocational education and training*. Online verfügbar.

Durkheim, E. (1938). *Éducation et sociologie*. Paris : Éditions Alcan.

Forschung und Praxis im Dialog. (o.J.). Online verfügbar.

Landeszentrale für politische Bildung Baden-Württemberg. (o.J.). *Beutelsbacher Konsens*. Online verfügbar.

Luc, J.-N., Condette, J.-F., & Verneuil, Y. (2026). *Histoire de l'enseignement en France – XIX^e-XXI^e siècle* (2^e éd.). Paris : Armand Colin.

Ministère de l'Éducation nationale. (s.d.). *Le parcours citoyen de l'élève*. Disponible en ligne.

Ministère de l'Éducation nationale. (s.d.). *Les programmes d'enseignement moral et civique (EMC)*. Disponible en ligne.

Transfer Politische Bildung e.V. und die *Topografie der Praxis politischer Bildung* (o.J.). Online verfügbar.

Politische Bildung und *éducation citoyenne*: Geschichte, Werte und Praxisfelder in Deutschland und Frankreich

Interview mit Sylvie Condette und Helle Becker

Historischer Kontext

Wann wurde politische Bildung in Deutschland und *éducation citoyenne* in Frankreich eingeführt?

Sylvie Condette: In Frankreich entstand die *éducation à la citoyenneté*¹ auf der Grundlage eines bedeutenden politischen Erbes, das bis heute als Grundpfeiler die Diskussionsrunden strukturiert und gemeinsame Entscheidungen prägt. Die *éducation à la citoyenneté* lässt sich nur vollständig verstehen, wenn man sie im Zusammenhang mit der Entstehung der Dritten Republik in Frankreich (1870 – 1940) nach dem Krieg von 1870/71 betrachtet.

Nach dem Krieg von 1870/71 wollte die Dritte Republik Stabilität schaffen. Es herrschte ein fester politischer Wille, die Nation zu einen und den Aufbau einer demokratischen Identität zu fördern (Luc, Condette, Verneuil, 2020). Bürgerschaft wird als Grundlage der politischen Legitimität angesehen, durch die Partikularinteressen im Namen des Allgemeinwohls überwunden werden können und Demokratie etabliert werden kann (Condette, 2020, S. 136).

1 Sylvie Condette verwendet hier den Begriff *éducation à la citoyenneté*, der im Kontext der formalen Bildung gebräuchlich ist. In den hier formulierten Fragen und dem Titel des Glossars entsprechend haben wir jedoch den Begriff *éducation citoyenne* beibehalten (siehe Einleitung für die Details dieser Entscheidung). Im Rahmen dieses Textes können beide Ausdrücke jedoch als synonym betrachtet werden.

So wie es aufgebaut wurde, stützt sich das „republikanische Modell“ auf die Devise „Freiheit, Gleichheit, Brüderlichkeit“. Diese drei Werte stellen starke institutionelle Leitlinien und Ziele dar, die es zu erreichen und anschließend zu festigen gilt. Es handelt sich um eine ehrgeizige Perspektive, die sich in von der Schule getragenen Projekten widerspiegelt. Die Schule in Frankreich beruht tatsächlich auf fast unveränderlichen Grundprinzipien. Sie erfüllt eine soziale Funktion, die insbesondere von dem Soziologen Émile Durkheim untersucht wurde. Er beschreibt Bildung als „darauf ausgerichtet, beim Kind eine Reihe von physischen, intellektuellen und moralischen Zuständen hervorzurufen und zu entwickeln, die sowohl von der politischen Gesellschaft als Ganzes als auch von dem speziellen Umfeld, für das es besonders bestimmt ist, von ihm verlangt werden.“ (Durkheim, 1938)² Seine Analyse muss im Kontext der damaligen Gesellschaft betrachtet werden, um die Herausforderungen und die Tragweite zu verstehen. Demnach wird dieser Bildungsauftrag von den Lehrkräften übernommen, die nicht nur eine sozialisierende Aufgabe (den jungen Menschen in die soziale Gruppe zu integrieren) zu erfüllen hatten, sondern auch eine normalisierende Aufgabe (Verhaltensweisen zu regulieren, um zu verhindern, dass sie die bestehende soziale Ordnung stören). Schließlich hat Bildung noch eine politische Aufgabe (die Schüler:innen als künftige Bürger:innen auszubilden, damit sie einen aktiven Beitrag zur Definition und Förderung des Gemeinwohls leisten). Die Schule hat also einen hohen

2 Zwei wichtige Gesetze zur Schulbildung werden verabschiedet (sie heißen Ferry-Gesetze nach dem Namen des Bildungsministers Jules Ferry): Das Gesetz vom 16. Juni 1881 führt die kostenlose Grundschulbildung in öffentlichen Schulen ein sowie die Verpflichtung der Lehrkräfte, über ein Diplom zu verfügen, um unterrichten zu können; dieses erste Gesetz wird durch das Gesetz vom 28. März 1882 ergänzt, das die Schulpflicht für Kinder von 6 bis 13 Jahren einführt: Kinder müssen in die Schule gehen und legen nach der Grundschule die Abschlussprüfung ab.

Stellenwert, der ihr große gesellschaftliche Verantwortung verleiht. Sie hat die Aufgabe, Bürger:innen hervorzubringen.

Während der Dritten Republik werden wegweisende Gesetze verabschiedet: zur Schulbildung (1881 – 1882), zur Laizität (Gesetz zur Trennung von Religion und Staat vom 9. Dezember 1905 und Einführung der Laizität, wonach religiöse Überzeugungen der Privatsphäre angehören und demnach nicht in der Schule zum Ausdruck gebracht werden dürfen), zum Streikrecht (Gesetz vom 21. März 1884 legalisiert Gewerkschaften), zum Vereinsrecht (Gesetz vom 1. Juli 1901) sowie zum Versammlungsrecht (Gesetz vom 30. Juni 1881 gewährt die Freiheit der öffentlichen Versammlung ohne vorherige Genehmigung).

Diese grundlegenden Gesetze sind heute immer noch gültig (mit einigen Änderungen, die den gesellschaftlichen Entwicklungen und der geltenden Gesetzgebung Rechnung tragen).

Im republikanischen Geist gilt die Schule als wesentliches Instrument zur Vermittlung grundlegender Werte und Prinzipien. Die Ziele der Schule sind somit:

- gegen Unwissenheit zu kämpfen, indem der Zugang zu Wissen erweitert wird,
- die Nation zu einen, indem das Erlernen und die Verwendung einer gemeinsamen Sprache – des Französischen – durchgesetzt werden,
- eine aufgeklärte Gesellschaft zu fördern und dafür zu sorgen, dass sich alle Bürger:innen dank der erhaltenen Bildung an der Definition des Gemeinwohls beteiligen und sich in den Dienst der Gesellschaft stellen.

Der Schule wohnt daher ein Ideal inne, das auf Werten der Emanzipation sowie der Förderung einer friedlichen und solidarischen Gemeinschaft beruht.

Helle Becker: Die Geschichte der politischen Bildung in Deutschland ist geprägt von unterschiedlichen historischen Phasen und Gesellschaftsformen. Sie ist weder zwingend noch stringent und wird daher, auch wissenschaftlich, unterschiedlich konstruiert. Ein wichtiger Bezugspunkt sind die Aufklärungsphilosophien des 18. Jahrhunderts und die damit verbundenen Ideen von Bildung als Schulung der Vernunft. Mit der Entwicklung emanzipatorischer und demokratischer Ideen und einem fortschreitenden gesellschaftlichen Demokratisierungs- und Modernisierungsprozess sind Vorstellungen von gebildeten Bürger:innen verbunden, die über ihre eigenen Interessen, Staatsformen und politische Entscheidungen selbst urteilen und bestimmen wollen. Beispielhaft ist die bürgerliche Revolution von 1848 oder die Arbeiterbewegung seit Beginn des 19. Jahrhunderts. Sie benötigen dafür Wissen und Verständnis sowie Analyse-, Kritik- und Urteilsvermögen. Diese Ziele sind bis heute wichtige Bezugspunkte politischer Bildung in Deutschland. Ein solches Verständnis setzt sich ab von staatserhaltenden Erziehungsplänen, z. B. des Preußischen Staates, weshalb diskutiert wird, ob diese zur Vorgeschichte der heutigen politischen Bildung zählen oder nicht. Ebenso wird heute von politischer „Bildung“, nicht von „Erziehung“ gesprochen, da damit in Deutschland unterschiedliche Konzepte verbunden werden. So ist das Verständnis von „Bildung“ bis heute von neuhumanistischen Ideen wie denen Wilhelm von Humboldts (1767 – 1835) geprägt, der als Ziel von Bildung das autonome Individuum bzw. – im Sinne der kosmopolitischen Ideale der Aufklärung – den aufgeklärten „Weltbürger“ betrachtete.

Zentrale historische Zäsuren für die heutige politische Bildung stellen der Nationalsozialismus und der Zweite Weltkrieg sowie das Ende der DDR und die Wiedervereinigung 1989/90 dar. Erfahrungen aus beiden totalitären Gesellschaftsformen prägen die politische Bildung in Deutschland.

Die Anfänge der gegenwärtigen Formen – vor allem der Strukturen, non-formaler, außerschulischer politischer Bildung in Deutschland – werden in der Politik der Besatzungsmächte nach dem Zweiten Weltkrieg in Westdeutschland (bzw. den damaligen amerikanischen, britischen und französischen Besatzungszonen) begründet. Als Schlagwort hierfür wird häufig die so genannte „Re-Education“-Politik der amerikanischen Besatzungsmacht genannt. Die damit verbundenen Maßnahmen hatten eine „Um-Erziehung“ zur Demokratie zum Ziel und dienten zunächst der Aufklärung der deutschen Bevölkerung über die Verbrechen des Nationalsozialismus.

Zudem unterstützten Amerikaner und Briten auf dem Gebiet ihrer Besatzungszonen den Aufbau unabhängiger und pluraler Institutionen und Organisationen, um demokratische Prinzipien und Verfahren gesellschaftlich breit zu verankern. Dafür förderten sie die Gründungen bzw. Reaktivierung von Jugendgruppen und -organisationen, Arbeitsgemeinschaften und Bildungsreinrichtungen wie Jugendhöfe, Heimvolkshochschulen und Jugendleiterschulen. Sie regten außerdem deren demokratische Zusammenarbeit in Gremien und Verbänden an, die nach der Leitidee „Zivilgesellschaft vor Staat“ eine wachsende Selbstorganisation nach Prinzipien demokratischen Handelns erlaubten. Gleichzeitig wurden Informations- und Bildungsprogramme organisiert, um sowohl demokratische Verfahren einzuüben (Diskussion, Meinungs- und Urteilsbildung, Entscheidungsfindung) als auch „grundlegende, demokratische Tugenden

wie soziale Verantwortlichkeit, Toleranz und Respekt vor der Würde des Anderen, Verständigungs- und Integrationsbereitschaft sowie den Willen zur Zusammenarbeit auch mit Fremden in der deutschen Bevölkerung zu verbreiten und zu verankern“. Auf dieser Grundlage wuchs ab 1946 in den westlichen Besatzungszonen und dann in der Bundesrepublik Deutschland (Westdeutschland) eine plurale Infrastruktur der Jugend- und Erwachsenenbildung heran.

In der sowjetischen Besatzungszone (SBZ), aus der 1949 die DDR hervorging, entstand ein staatlich durchorganisiertes System „staatsbürgerlicher Erziehung“, die in alle beruflichen, schulischen, studentischen Kontexte integriert war. Neben Schule und Universität waren es zentrale Organisationen wie der Freie Deutsche Gewerkschaftsbund (FDGB) oder die Freie Deutsche Jugend (FDJ), die durch Schulungen in „wissenschaftlichem Sozialismus“ das Erziehungsziel einer „allseitig gebildeten sozialistischen Persönlichkeit“ umsetzen sollten. Während die Erwachsenenbildung Aufgabe der Betriebe, Kommunen und des FDGB war, wurde die Jugendbildung dem Ministerium für Volksbildung unterstellt.

Ab den 1980er Jahren gab es eine aktive Umwelt-, Friedens- und Frauenbewegung in der DDR, die in informellen Gruppen, Kirchenkreisen und Literaturzirkeln einen Rahmen für einen sich selbst bildenden politischen Widerstand boten. Er trug entscheidend zum Zusammenbruch des DDR-Regimes bei.

Inwiefern prägt dieses Erbe die Schule heute noch?

Sylvie Condette: In Frankreich bildet das Erbe der Dritten Republik eine Wertegrundlage, auf die sich die Schule noch heute stützt. Diese Werte äußern sich im Streben nach Freiheit durch Ausdrucksmöglichkeiten und -angebote, insbe-

sondere für junge Menschen, in einem ruhigen und respektvollen Diskussionsumfeld. Dafür ist Wissen unerlässlich, da es die Voraussetzung dafür bildet, die eigenen Gedanken auszudrücken und die anderer anzuhören. Gleichheit ist auch ein grundlegender Wert, sozusagen ein republikanisches Ideal. Es hat zum Ziel, allen Kindern – unabhängig von ihrer persönlichen Situation oder ihren sozialen und wirtschaftlichen Bedingungen – den gleichen Zugang zu Wissen zu gewährleisten. Dieses Wissen stellt kulturelle Güter dar, durch die ein kritischer und distanzierter Geist ausgebildet werden kann, der Freiheit garantiert. Brüderlichkeit ist ebenfalls ein grundlegender Wert. Da die Schule Kinder bereits in sehr jungen Jahren aufnimmt³, trägt sie zur Sozialisation der jungen Menschen und zum Erlernen des Zusammenlebens bei. Laizität ist schließlich ein Grundprinzip dieses Fundaments, insofern sie die Freiheit gewährt, selbstständig zu denken, ohne Glaubensvorstellungen oder Doktrinen unterworfen zu sein, die das freie Denken einengen würden. In dieser Hinsicht übernimmt die Schule nicht nur die Aufgabe, junge Menschen zu unterrichten, sondern auch Mitverantwortung für ihre Erziehung. Sie soll gewährleisten, dass jeder junge Mensch in Achtung seiner Integrität aufwächst und lernt, und zu einem Erwachsenen heranzureifen, der selbstständig denken und eigenverantwortlich Entscheidungen treffen kann, da er während seiner Schulzeit entsprechend darauf vorbereitet wurde.

Das Erbe bleibt somit bestehen und muss sogar kontinuierlich bereichert zu werden. Bemerkenswert ist zudem, dass sich alle Regierungen – unabhängig von ihrer politischen Ausrichtung – stets auf dieses Wertefundament berufen haben. Dieser Grundpfeiler stellt ein bedeutendes Erbe dar, das es zu bewahren und lebendig zu halten gilt.

3 Die Schulpflicht galt lange für 6- bis 16-Jährige; seit 2019 beginnt sie bereits mit 3 Jahren.

Helle Becker: In Deutschland prägt das „Erbe“ des Nationalsozialismus bis heute einen zentralen Leitgedanken für die politische Bildung. „Erinnerungsarbeit“ ist ein Teil politischer Bildung, welche die Verantwortung Deutschlands für die Verbrechen des Nationalsozialismus und die Erfahrungen mit der nationalsozialistischen Diktatur thematisiert, um daraus Schlussfolgerungen für die heutige Demokratie in Deutschland zu ziehen. Das Schlagwort dazu („Nie wieder!“) wird aktuell als Losung gegen neue populistische und rechtsextreme Tendenzen eingesetzt: „Nie wieder ist jetzt!“

Die nach dem Krieg eingeführten Strukturen non-formaler politischer Bildung bestehen im Großen und Ganzen immer noch (Akademien, Bildungsstätten, Vereine und Verbände, Jugendverbände, Jugendarbeit etc.). Vor allem der Subsidiaritätsgedanke (Zivilgesellschaft vor Staat) ist nach wie vor leitend. Dies gilt insbesondere für die Jugendarbeit: Hier ist das Subsidiaritätsprinzip gesetzlich verankert (§ 4 Abs. 2 SGB VIII).

Kritik an den gegenwärtigen Strukturen betrifft deren Unbeweglichkeit und mangelnde Offenheit für andere als „angestammte“ Akteure, beispielsweise für marginalisierte Bevölkerungsgruppen und Themen wie politische Bildung als Empowerment oder politische Aktion, Themen der Migrationsgesellschaft, Bildung für nachhaltige Entwicklung oder spezifische Konzepte wie aufsuchende politische Bildung in hybriden Settings.

Auf welche anderen Phasen der nationalen oder internationalen Geschichte nehmen die *éducation citoyenne* und die politische Bildung am häufigsten Bezug?

Helle Becker: Zu den (Neu)Anfängen politischer Bildung nach dem Zweiten Weltkrieg wurde bereits oben etwas gesagt. Darüber hinaus gab es für die westdeutsche politische Bildung immer wieder Phasen, in denen Konzepte und Themen kritisch hinterfragt und erneuert wurden. Dazu zählen beispielsweise Ende der 1950er Jahre die antisemitische, „rechtsradikale Welle“ (u. a. Hakenkreuz-Schmierereien im Dezember 1959 an der neu eingeweihten Kölner Synagoge) sowie die Studentenproteste Ende der 1960er Jahre, die 1970er Jahre mit dem Terrorismus der Roten Armee Fraktion (RAF) und die Entwicklungen seit der deutschen Wiedervereinigung 1990.

Für die Professionalisierungsdebatten war der sogenannte „Beutelsbacher Konsens“, das Abschlusspapier einer Tagung von Politiklehrer:innen im Jahr 1976, leitend. Er umfasst drei Forderungen an politische Bildung in der Schule, die bis heute als Referenz für alle Bereiche politischer Bildung herangezogen werden: das Überwältigungsverbot („Es ist nicht erlaubt, den Schüler – mit welchen Mitteln auch immer – im Sinne erwünschter Meinungen zu überrumpeln und damit an der „Gewinnung eines selbständigen Urteils zu hindern.“), das Kontroversitätsgebot („Was in Wissenschaft und Politik kontrovers ist, muss auch im Unterricht kontrovers erscheinen.“) und die Förderung operationaler Fähigkeiten („Der Schüler muss in die Lage versetzt werden, eine politische Situation und seine eigene Interessenlage zu analysieren, sowie nach Mitteln und Wegen zu suchen, die vorgefundene politische Lage im Sinne seiner Interessen zu beeinflussen.“). Allerdings wird der Beutelsbacher Konsens – nicht zuletzt

aufgrund seiner Kürze – auch immer wieder neu interpretiert und kritisch diskutiert.

Sylvie Condette: Die *éducation à la citoyenneté* als harmonisches Mittel des Zusammenlebens und zur Bewahrung einer solidarischen Gesellschaft wird bei Gedenkveranstaltungen und bei traumatischen Ereignissen, die die demokratische Funktionsweise der Gesellschaft gefährden und ihre Grundfeste infrage stellen, herangezogen (Condette, 2020):

- Die beiden Weltkriege und ihre Gräueltaten: Sie haben die Barbarei kollektiven Handelns sowie die Unmenschlichkeit aufgezeigt, zu der Menschen fähig sind. In diesem zerstörerischen Kontext, in dem der Hass auf den Anderen geschürt wird, erhebt sich die *éducation à la citoyenneté* als Schutzwall und wird zu einer Erziehung zum Frieden, zu einem dauerhaften Frieden. Anstatt den Blick auf das zu richten, was uns unterscheidet, versucht die *éducation à la citoyenneté*, sozialen Zusammenhalt wiederherzustellen: durch Zeitzeugenberichte oder anhand von Spuren der Vergangenheit, die von den Ereignissen und ihrer Grausamkeit berichten, durch eine gemeinsame Reflexion über das, was uns verbindet, sowie durch die Entwicklung gemeinsamer Projekte, um die traumatischen Ereignisse der Vergangenheit nicht zu vergessen und eine friedliche Zukunft aufzubauen. In dieser Hinsicht verfolgt die *éducation à la citoyenneté* auch das Ziel, gegenseitiges Verständnis und gegenseitigen Respekt zu fördern.
- Diese Friedensbotschaft wird kontinuierlich von internationalen Organisationen wie der UNESCO bekräftigt. Sie fördert weltweit die Friedens- und die *éducation à la citoyenneté*. Auch europäische Gremien engagieren sich ebenfalls mit zahlreichen Programmen und gezielten Maßnahmen in diesem Bereich. Dafür stehen themati-

sche Ressourcen zur Verfügung. Sie dienen als wertvolle Inspirationsquelle für nationale Programme der *éducation à la citoyenneté*, die europäischen Empfehlungen und bereitgestellte Materialien in ihrem jeweiligen Kontext umsetzen.

In diesem Sinne verfolgt die Entscheidung des Europarates vom 22. März 2021 das Ziel, von 2021 bis 2027 die „Europäische Friedensfazilität“ (EFF) einzurichten. Laut der Definition des Europarates, ist die EFF „ein Instrument, das die EU besser in die Lage versetzen soll, Konflikte zu vermeiden, Frieden zu schaffen und zu erhalten und die internationale Sicherheit und Stabilität zu stärken.“

- Terroranschläge in Frankreich: In Frankreich und anderen demokratischen Ländern werden Anschläge als individuelle und kollektive Traumata wahrgenommen. Gleichzeitig gelten sie auch als gezielte Angriffe auf die Demokratie. Während dieser traumatischen Ereignisse (zum Beispiel 2012 in Toulouse und Montauban gegen eine jüdische Schule, 2015 gegen die Satirezeitschrift Charlie Hebdo in Paris und später im Konzertsaal Bataclan oder auch 2016 auf der Promenade des Anglais in Nizza) gab es zwei Arten von Reaktionen seitens der Regierungen: 1/ eine vereinigende Reaktion, ein „landesweites Zusammenrücken“, das zu einer Reaktivierung des gemeinsamen Wertefundaments jedes einzelnen Staates führt. 2/ verstärkte Sicherheitsmaßnahmen in öffentlichen Gebäuden, Schulen etc. im Rahmen des französischen Plans *Vigipirate* (Ziel: Wachsamkeit, Prävention und Schutz der Bevölkerung).
- Bedrohungen für Demokratie und Frieden werden sehr ernst genommen und insbesondere im formalen Bildungsbereich mit jungen Menschen anhand aktueller

Themen diskutiert. Diese Fragen werden mit älteren Schüler:innen (Sekundarstufe 2) in Fächern wie Geschichte, Geografie, Wirtschaft, Ethik und Gesellschaftswissenschaften oder Sozialkunde thematisiert. Auch außerschulische Vereine behandeln diese sensiblen Themen der nationalen und internationalen Geschichte, insbesondere den Krieg in der Ukraine oder Konflikte in Afrika etc. Solche besorgniserregenden Situationen fördern die Bewusstseinsbildung im Rahmen organisierter Debatten, zum Beispiel bei Filmvorführungen mit anschließender Diskussion) und zu Solidaritätsaktionen (materielle Hilfe durch Sammelaktionen oder die Aufnahme von Kindern und Jugendlichen, die vor Krieg oder Hunger geflohen sind).

Die *éducation à la citoyenneté* stützt sich auf das gesellschaftliche Leben und auf nationale sowie internationale Konflikte. Obwohl Lehrkräfte zu politischen Themen keine Stellung beziehen, behandeln sie diese im Unterricht mit dem Ziel, zu informieren und dabei den Pluralismus zu wahren. Dadurch können alle Schüler:innen ihren eigenen Weg als Bürger:in gestalten. Auch in Vereinen werden diese Themen behandelt, mit dem Ziel, einen Beitrag als Bürger:in zu leisten, insbesondere durch Solidaritätsaktionen für schutzbedürftige oder bedürftige Menschen.

Wie haben die jüngsten Ereignisse (seit den 2000er Jahren) die Entwicklung der politischen Bildung in Deutschland und der *éducation citoyenne* in Frankreich beeinflusst?

Helle Becker: Zunächst sei vorausgeschickt, dass die non-formale politische Jugend- und Erwachsenenbildung in Deutschland sehr schnell auf politische und gesellschaftliche Entwicklungen reagiert. Dazu zählen auch Entwicklun-

gen, die eine fachliche oder strukturelle Weiterentwicklung der politischen Bildungspraxis nach sich zogen. Hier nur einige Beispiele:

Nach 2000 nahm der Einfluss der bildungs- und jugendpolitischen Debatten in der Europäischen Union (EU) zu. Dabei ging es vor allem um die bildungspolitische Ausrichtung beschäftigungspolitischer Anstrengungen. Unter dem Einfluss neoliberaler Trends in den Politiken in Europa und unter dem Stichwort „Employability“ der EU gab es einen bildungspolitischen und bildungstheoretischen Perspektivwechsel von der Input- und Prozessorientierung zu Output- und Outcome-Orientierung. Als Konsequenz gab es politische Forderungen nach einer deutlicheren Zweckbestimmung und Fragen nach Wirkung und Nützlichkeit von Bildungsmaßnahmen, auch von politischer Bildung. In diesem Zusammenhang wurden in Deutschland größere Debatten um die Einführung von Qualitätssteuerungsmodellen, Evaluation und die Einführung bzw. Anwendung von Kompetenzmodellen (für die Schule und in Teilen für die Erwachsenenbildung) geführt – alles Tendenzen, die von Akteuren non-formaler politischer Bildung deutlich kritisiert und abgewehrt wurden. Dennoch führte die Entwicklung zu einem teilweise einschneidenden Umbau in der Organisation politischer Bildung. So wurden in den letzten 15 Jahren flächendeckend Qualitätssicherungsinstrumente und unterschiedliche Berichtswesen eingeführt, die eine regelmäßige Evaluation der Bildungsarbeit beinhaltet. Die Debatte, vor allem um wissenschaftliche Evaluationsformate, die politischer Bildungspraxis angemessen wären, hält jedoch bis heute an. Aktuell wird diese Frage in Zusammenarbeit von Wissenschaft und Praxis neu bearbeitet.

Die zunehmende Diversifizierung der Gesellschaft fordert die non-formale politische Jugend- und Erwachsenenbildung

heraus. Es wird diskutiert, ob bzw. wie diese gut aufgestellt ist, um auf Bedarfe verschiedener Bevölkerungsgruppen und vielfältige Perspektiven in gesellschaftlichen Transformationsprozessen adäquat reagieren zu können. Die Debatte dreht sich um die Frage von Inklusion und Exklusion, sowohl von (potenziellen) Zielgruppen, als auch von Organisationen, von der vorherrschenden Bildungspraxis und deren Vertretungsstrukturen. So sind neben den so genannten etablierten Trägern politischer Bildung viele neue Initiativen, Vereine und auch Verbände entstanden, die bestimmte Themen besetzen (Migration, Islam, Diskriminierung, Rassismus, Antisemitismus, Empowerment, postkoloniale Ansätze etc.). Sie sind jedoch noch zu wenig in die Vertretungsstrukturen und Fachdebatten politischer Bildung einbezogen.

Ein besonderes Thema sind in dem Zusammenhang die immer noch unterschiedlichen Lebensverhältnisse und politischen Bildungsmöglichkeiten in Ostdeutschland (ehemals DDR) nach der Wiedervereinigung. Soziologische Untersuchungen zeigen eine objektive Benachteiligung und ein starkes Gefühl der Deprivation in der Bevölkerung der östlichen Bundesländer. Auch die Infrastruktur und Finanzierung für politische Bildungsangebote ist durchschnittlich schlechter als in den westlichen Bundesländern.

Dieses Thema ist stark verwoben mit der Frage, ob bzw. warum rechtsextremistische Tendenzen gerade in Ostdeutschland so erfolgreich sind, zuletzt bei der Bundestagswahl im Februar 2025. Die Sorgen in Bezug auf Populismus, Autoritarismus, Extremismus und die darauf reagierende Förderung von Präventionsarbeit dominieren seit etwa 10 Jahren die bildungspolitische Diskussion und die Förderpolitik. So wurde 2015 das Förderprogramm „Demokratie leben!“ eingerichtet, dessen Schwerpunkt Präventionsarbeit und Demokratieförderung war und ist. Die andauernde Kritik am

Programm bezieht sich a) auf die Tatsache, dass politische Bildung hierbei eine untergeordnete Rolle spielt, b) dass das Programm Parallelstrukturen zu bisherigen Strukturen politischer Bildung fördert, c) dass die finanzielle Ausstattung des Programms alle anderen Fördermöglichkeiten politischer Bildung bei weitem übersteigt (2023 betrug das Gesamtbudget 182 Millionen Euro). Mit Bezug auf die politische Debatte und die Kritik am Programm gab und gibt es fachliche Auseinandersetzungen zum Verhältnis von politischer Bildung und Präventionsarbeit.

Nicht zuletzt seit der Corona-Krise ist das Thema Digitalisierung in mehrfacher Weise relevant. Einmal haben die Restriktionen während der Höhepunkte der Pandemie die politischen Bildungsträger gezwungen, neue digitale Vermittlungsformen zu erproben. Dabei wurden technische und fachliche (didaktische) Neuerungen entwickelt, die bis heute genutzt werden. Formen politischer Bildung haben sich dadurch teilweise stark verändert. Gleichzeitig geht die Digitalisierung mit großen Veränderungen der Öffentlichkeit bzw. öffentlicher Auseinandersetzungen einher. So rücken medienpädagogische Konzepte in den Vordergrund, mit denen Hass und Hetze, Fake News und Aktivierung im Netz begegnet werden soll.

Sylvie Condette: Seit den 2000er Jahren hat sich die *éducation à la citoyenneté* weiterentwickelt und sich dabei an die Veränderungen in der Gesellschaft und der Welt angepasst

Die *éducation à la citoyenneté* hat mit der Entwicklung von Räumen für Meinungsäußerung laufend an Bedeutung gewonnen. Dazu zählen etwa Jugendräte in der formalen und non-formalen Bildung, Bildungsprojekte, die junge Menschen in Konzeption und Umsetzung einbeziehen, ganz zu schweigen von den neuen Formen jugendlicher Soziabilität,

die über Soziale Medien immer mehr zunehmen. Obwohl formale und non-formale Bildung teilweise unter der aufmerksamen Beobachtung von Erwachsenen stehen, fällt auf, dass sich soziale Netzwerke ihrem Blick und ihrer Präsenz entziehen. Das ist eine große Veränderung, die Auswirkungen auf die Qualität der Beziehungen und die Qualität der weitergegebenen Informationen hat.

Soziale Medien haben die sozialen Beziehungen grundlegend verändert. Junge Menschen interagieren dadurch mehr miteinander. Es hat auch den Bezugsrahmen erweitert, da es viel einfacher geworden ist, sich zu informieren und mit Personen oder Gruppen zu kommunizieren, die geografisch weit entfernt sind. Dadurch verändert sich die demokratische Diskussionsrunde je nach den gewählten Modalitäten: Bei einer Präsenzveranstaltung behält die Diskussionsrunde ihre traditionelle Form, in der Ideen ausgetauscht, Meinungen diskutiert und miteinander konfrontiert werden. Aus der Ferne kann die Diskussionsrunde eine unerwartete Form annehmen, da zahlreiche Teilnehmende eher reagieren (etwa mit „Likes“) als Ideen auszutauschen. In diesem Zusammenhang lässt sich beobachten, dass einige ihre Positionen mit nicht immer ausreichend fundierten Argumenten durchsetzen, die jedoch als Wahrheiten präsentiert werden. Die Diskussion wird dabei zu einer Tribüne und einige teils selbsternannte Anführer nehmen den übrigen Teilnehmenden die Möglichkeit, sich zu äußern oder alternative Sichtweisen einzubringen. Pluralismus wird dadurch ausgeblendet und potenziell abweichende Meinungen werden als Angriff auf die Ideen dieser Anführer angesehen. In diesem Zusammenhang gibt es weder Erziehung noch Bürgerschaft. Die Befürworter der *éducation à la citoyenneté* müssen diese Veränderungen berücksichtigen, um respektvolle Beziehungen auf der Grundlage ethischer Grundsätze wiederherzustellen (Condette, 2025c).

Eine andere Entwicklung ist ebenfalls zu berücksichtigen: Neue politische Strategien (New Public Management – NPM) haben die Arbeitsweise in der politischen Bildung neu ausgerichtet. Die neuen politischen Strategien legen den Schwerpunkt auf Leistung und die optimale Nutzung der bereitgestellten finanziellen Mittel. Die Mittelverwendung orientiert sich an den zu erzielenden Ergebnissen. In dieser Hinsicht wird politische Bildung neu definiert, um Antworten, wenn nicht sogar Lösungen zu bieten. Dies gilt beispielsweise für die Bekämpfung von Mobbing an Schulen, die mit dem groß angelegten pHARe-Programm zu einer nationalen Angelegenheit geworden ist (Condette, 2025a, 2025b). Die für *éducation à la citoyenneté* vorgesehene Zeit wird zum Teil für Themen genutzt, die sofort umgesetzt werden können: Gesundheit, Sicherheit, Gefühlsleben, Umweltschutz usw.

Diese Entscheidungen haben sich während der Corona-Krise noch verstärkt. Internationale medizinische Studien zeigen deutlich: Diese Krise hat bei jungen Menschen Spuren hinterlassen, wie etwa langfristig anhaltende Belastungen und ein Gefühl der Perspektivlosigkeit. Die internationale Lage (Klimakrise, Kriege, Migration etc.) hat dieses Phänomen noch verstärkt. Mentale Gesundheit wird somit zu einem zentralen Thema. Die *éducation à la citoyenneté* kann durch ihren pädagogischen und zukunftsorientierten Ansatz zu einem besseren sozialen Klima beitragen und Impulse für ein besseres Zusammenleben geben, zu denen junge Menschen einen wertvollen Beitrag leisten können.

Identität und Grundsätze

Inwiefern ist politische Bildung und *éducation citoyenne* normativ?

Sylvie Condette: Die *éducation à la citoyenneté* ist insofern normativ, als sie darauf abzielt, sich eine Reihe von Regeln anzueignen, die das Zusammenleben fördern. Diese gesetzlich vorgeschriebenen Regeln sind nicht verhandelbar und gelten gleichermaßen für junge wie erwachsene Menschen. In der formalen Bildung legen die internen Vorschriften jeder Schule fest, was erlaubt und was verboten ist. Auch in Vereinen können sich Jugendliche und Erwachsene anhand der Vorschriften orientieren und erfahren, was erlaubt und was verboten ist.

Dank klar veröffentlichter und erläuterter Vorschriften können alle ihr Verhalten entsprechend der geltenden Regeln anpassen.

Der normative Prozess ist jedoch kein Dressur- oder Formierungsprozess. Er fördert die Einhaltung der Gesetze nicht durch Zwang, sondern durch (oft langwierige) Bildungsarbeit, die zu Verständnis und Umsetzung der Regeln führt, weil diese von Jugendlichen und Erwachsenen als gerecht angesehen werden. Die Rolle der Pädagog:innen ist in diesem Bereich sehr wichtig, denn sie erklären und geben Beispiele. Dadurch können junge Menschen die Regeln testen und gemeinsam über deren Sinn nachdenken.

Helle Becker: Politische Bildung ist nicht „neutral“, sondern demokratischen Werten, dem Grundgesetz und den Menschenrechten verpflichtet. Dies kann man als normative Grundlagen politischer Bildung in Deutschland verstehen. Gleichzeitig versteht sich non-formale politische Bildung

als Anbieter von (Bildungs-)Gelegenheiten, in denen sich Menschen eine unabhängige, kritische politische Meinung bilden und danach handeln können. Menschen sollen nicht im Sinne bestimmter Einstellungen oder Meinungen manipuliert oder „erzogen“ werden.

In der (außerschulischen, non-formalen) politischen Jugendbildung und der Jugendarbeit kommen weitere Merkmale hinzu: Strukturprinzipien wie Freiwilligkeit der Teilnahme und Partizipation an Planung und Nutzung der Bildungsgelegenheiten sowie Leitprinzipien wie Offenheit für alle Interessierten, Subjekt- und Prozessorientierung. Politische Bildung bietet Räume, um öffentliche Angelegenheiten zu erkennen, kritisch zu reflektieren, kontrovers zu diskutieren und um politische Meinungsprozesse und Handlungsoptionen anzuregen. Es geht also weder um Belehrung noch um die Übernahme vorgegebener politisch intendierter Positionen. Die Aufzählung kann man den drei Regeln im Beutelsbacher Konsens zuordnen, dem Kontroversitätsgebot, dem Überwältigungsverbot und der Ermöglichung, „eine politische Situation und seine eigene Interessenlage zu analysieren“ (siehe oben).

Im Gegensatz zu non-formaler politischer Bildung oder Demokratie-Bildung, beides Konzepte mit gemeinsamen bildungstheoretischen Grundannahmen wie u. a. der „Selbstbildung“, wird Demokratie-„Erziehung“ als normativ kritisiert. Ihr wird zugeschrieben, dass sie darauf einwirken will, bestimmte Einstellungen und Meinungen zu erzeugen. Dieser Vorwurf wird auch gegen Präventionsarbeit vorgebracht. Deren Ziel- bzw. Outcome-Orientierung wird als maßgeblicher Unterschied zur Offenheit und Kritikfreiheit politischer Bildung angesehen.

Wie gehen politische Bildung und *éducation citoyenne* auf Pluralität in einer Demokratie ein?

Sylvie Condette: Wer sich mit Pluralität auseinandersetzt, erkennt und akzeptiert eine Vielfalt an Standpunkten und Ansätzen an.

Das bedeutet auch, einen Raum zu schaffen, in dem diese Vielfalt zum Ausdruck kommen kann, und zwar innerhalb eines vorgegebenen Rahmens: Respekt vor den Worten anderer, kein Urteilen, Zuhören und Bemühen um Verständnis für andere, Empathie. Das sind soziale Kompetenzen, die nicht angeboren sind, sondern von klein auf gefördert werden müssen.

Das Erlernen von sozialen Kompetenzen erfolgt zunächst durch Erkenntnisse (z. B. das Erkennen eines Gefühls), wird aber insbesondere bei praktischen Übungen konkret erfahrbar. Diese Methoden werden Jugendlichen unter Anleitung qualifizierter Erwachsener angeboten (Condette, 2022). Praktische Übungen haben viele Vorteile: Bildungsbezogene Situationen, die ausgebildete Erwachsene vorbereitet haben, können getestet werden. So können sich junge Menschen ausprobieren und nicht Gefahr laufen, Schaden anzurichten. Die erlebte Handlung wird von Erwachsenen angeleitet und anschließend gemeinsam analysiert (durch Jugendliche und Erwachsene): die Ziele der Handlung, der Inhalt, die Art und Weise, wie diese Handlung empfunden wurde, ihre Beiträge, ihre Schwierigkeiten, ihre Perspektiven. Bei der Analyse lernen junge Menschen, sich in Bezug auf die Wahl ihrer Handlungen und die Werte, die sie verkörpern und verteidigen möchten, zu positionieren. Dieser reflexive Ansatz ist auf sich selbst gerichtet und stellt einen ersten Schritt dar. Der darauffolgende zweite Schritt bezieht die Gruppe ein.

Die Fähigkeit zur Selbstreflexion soll gefördert werden: Lernen, eine kritische Distanz zum behandelten Thema und zu den erfolgten Interaktionen einzunehmen (lernen, seine Emotionen in Worte zu fassen). Lernen, sich (innerhalb einer Gruppe) zu positionieren und seine Erfahrungen zu bereichern (mit dem Ziel der Zusammenarbeit und kollektiven Intelligenz). Diese Selbstreflexion erfordert die Anwesenheit und Begleitung ausgebildeter Erwachsener.

Dieses Bewusstsein sollte sich in bürgerschaftlichem Handeln widerspiegeln, das zugleich zahlreiche Möglichkeiten bietet, gemeinsam den gesellschaftlichen Pluralismus aktiv mitzugestalten.

Politische Bildung kann also daraus bestehen, Diskussionsrunden zu kontroversen Themen zu organisieren – beispielsweise philosophische Diskussionsrunden, die für alle Altersgruppen, auch für Kleinkinder, durchgeführt werden können.

Politische Bildung kann durch eine Einführung in kontroverse Themen gefördert werden: So kann man lernen, eine Argumentation aufzubauen und zu verteidigen, während man den Argumenten der anderen zuhört. Man sollte in der Lage sein, Argumente umzuformulieren und eine Zusammenfassung zu erstellen. Dies sensibilisiert auch für Pluralismus und Meinungsvielfalt in der Gesellschaft. Gleichzeitig lässt sich so der Wortschatz erweitern und die eigene Fähigkeit, seine Ideen mitzuteilen, verbessern. Von diesem Ausgangspunkt aus lässt sich am Prinzip der Kompromissfindung arbeiten: Man lernt, wie man sich zumindest auf Elemente einigen kann, die übereinstimmend sind (übereinstimmend, weil sie für die Teilnehmenden akzeptabel und sinnvoll sind).

Schulung in gewaltfreier Kommunikation ist eine wichtige Stütze der politischen Bildung: Dadurch kann man anderen in einem konfliktfreien Kommunikationsraum begegnen (verbale und non-verbale Kommunikation).

Auch Mediation ist ein sehr nützlicher Ansatz, um in *éducation à la citoyenneté* einzuführen. Mediation bedeutet, eine dritte, nicht in den Konflikt involvierte Person zu befragen. Sie kann den Konfliktparteien dabei helfen, die Situation zu analysieren, gemeinsam Lösungen zu finden und sich möglicherweise zu vertragen.

Vorschläge zur Förderung der *éducation à la citoyenneté* gibt es genug. Nun gilt es, sie für junge Menschen umzusetzen.

Helle Becker: Die Stärke non-formaler politischer Bildung in Deutschland liegt in der Vielfalt der Träger, die mit ihren verschiedenen konfessionell/religiösen, politischen und humanistisch-weltanschaulichen Werte- und Interessensorientierungen das plurale Grundverständnis unserer Demokratie repräsentieren. Die Vielfalt spiegelt sich auch in Einrichtungs- und Organisationsformen (neben Bildungsstätten, Akademien, Instituten und Bildungswerken oder Volkshochschulen unzählige einzelne Organisationen mit verschiedenen thematischen oder methodischen Ausrichtungen) sowie themen- und handlungsbereichsspezifischen Schwerpunkten wider. Aus Wertorientierungen und Organisationsformen werden programmatische, z. B. gesellschaftliche oder politische Schwerpunkte, pädagogische Intentionen, bildungstheoretische Vorannahmen und spezifische Themen für politische Bildungsangebote oder -gelegenheiten abgeleitet. Damit richtet man sich an eine Vielzahl unterschiedlicher Bevölkerungsgruppen. Das ist besonders relevant, weil die Teilnehmenden die Bildungsgelegenheiten

freiwillig wahrnehmen – sowohl hinsichtlich der Entscheidung, sie zu nutzen, als auch in Bezug auf die individuelle Einschätzung des eigenen Bildungsgewinns. Die „Abstimmung mit den Füßen“ entscheidet, ob Bildungsinhalte und -formen dem entsprechen, was Menschen in unserer Demokratie bewegt und wozu sie sich bilden möchten.

Die Frage, ob und wie tatsächlich alle Menschen erreicht werden können bzw. wie sich deren Bedarfe in den vorhandenen Bildungsangeboten und -gelegenheiten widerspiegelt, ist eine Dauerfrage der politischen Bildung. Die damit zusammenhängende Notwendigkeit, Ziele, Bildungsgegenstände, Orte, Formate und Methoden politischer Bildung vielfältig umzusetzen und immer wieder neu zu reflektieren, kann als Stärke angesehen werden, weil so auf aktuelle Bedarfe und Perspektiven von potenziellen Teilnehmenden reagiert werden kann bzw. könnte. Als Schwäche gilt eine zu beobachtende Hierarchisierung bzw. Marginalisierung von bestimmten Trägern und Themen sowie eine institutionelle und organisatorische Trägheit, die Innovationen verhindert. Dieser Vorwurf richtet sich unter anderem an die Politik, die strenge und oft unflexible Vorgaben für die finanzielle Förderung politischer Bildungsangebote macht.

Zielen politische Bildung und *éducation citoyenne* in erster Linie auf die Entwicklung von Selbstständigkeit und die Verfolgung eigener Interessen, auf Verantwortung und Beziehungen zur Gemeinschaft oder auf die Fähigkeit zu kritischem Urteilsvermögen sowie zum Handeln innerhalb des bestehenden Systems ab?

Helle Becker: Wie oben beschrieben sind die Gelegenheiten non-formaler politischer Bildung so vielfältig, dass immer alle drei Intentionen mit unterschiedlicher Schwerpunktsetzung eine Rolle spielen – abhängig von Thema, Zielgrup-

pe, Bildungsinteressen der Akteure etc. Die Frage ist daher nicht allgemein zu beantworten. Ein Ranking im Sinne einer fachlichen oder didaktischen Hierarchie gibt es in der non-formalen politischen Bildung nicht.

Sylvie Condette: Politische Bildung zielt sowohl auf die Entwicklung von Selbstständigkeit als auch auf die Förderung des Gemeinwohls ab. Das mag widersprüchlich oder sogar unvereinbar erscheinen.

Darin liegt genau die Aufgabe von Pädagog:innen, nämlich zu erklären und zu zeigen, dass man selbstständig werden kann und in der Lage ist, sich selbst zu lenken und Entscheidungen zu treffen. Gleichzeitig soll man dabei aber anderen gegenüber respektvoll bleiben, das Gemeinwohl als persönliches Hauptziel im Auge behalten und nicht versuchen, seinen Standpunkt oder seine Argumente durchzusetzen, auch nicht mithilfe von List oder Gewalt.

Die Aufgabe von Pädagog:innen besteht darin, den jungen Menschen zu unterstützen, diesen scheinbaren Widerspruch zu überwinden, und ihm die notwendigen Werkzeuge an die Hand zu geben, damit er sowohl zu einem erwachsenen und selbstständigen Menschen als auch zu einem aktiven Bürger im Dienste der Gemeinschaft werden kann.

Wie lässt sich Indoktrination vermeiden?

Sylvie Condette: Eine gründliche und kontinuierliche Arbeit am kritischen Denken ist unerlässlich. Das setzt eine solide Ausbildung der Pädagog:innen voraus.

Dies spiegelt sich auch in Experimenten wider, die zeigen, wie eine Botschaft oder eine Information entsteht und wie sie böswillig (Fake News, Propaganda) oder ohne besondere

Absicht (z. B. aufgrund einer Fehleinschätzung, eines Missverständnisses von Wörtern oder Situationen) verzerrt werden kann.

Hier sind einige nützliche Ressourcen, um sich weiterzubilden: das Selbstlernmodul MOOC („*lutter contre les Fake News avec discernement et esprit critique*“ / mit Urteilsvermögen und kritischem Geist gegen Fake News vorgehen). Ich war an dessen Erstellung und Verbreitung beteiligt. Damit sollen Pädagog:innen im Aufbau von Informationen geschult werden. Ziel von MOOC ist es, die Mechanismen von Information und Desinformation zu verstehen. Anhand des Moduls werden Kompetenzen wie Auffassungsvermögen und die Entwicklung des kritischen Denkens vermittelt.

Es geht also darum, Informationen in ihrer Entstehung und in ihrer Weitergabe zu verstehen, Wachsamkeit zu entwickeln und kritisches Denken zu stärken. So lassen sich Formen der Manipulation, die bei Fake News zum Tragen kommen, begrenzen.

Die Website des CLEMI (*Centre de Liaison de l'Enseignement et des Médias d'Information*) verfügt über sehr interessante Ressourcen zur Medienerziehung (mit Schwerpunkt auf dem engen Zusammenhang mit *éducation à la citoyenneté*).

Bei Jugendbegegnungen wie den DFJW-Projekten können junge Menschen für Vielfalt sensibilisiert werden. Die Pädagog:innen müssen daher in interkulturellen Kompetenzen geschult werden, um die jungen Menschen beim Lernen zu begleiten.

Helle Becker: Indoktrination ist nach dem Verständnis der politischen Bildung in Deutschland geradezu deren Gegen-

teil. Vor allem aufgrund der Erfahrungen mit dem Nationalsozialismus setzt sich die politische Bildung deutlich von jeder einseitigen Beeinflussung oder gar Manipulation ab. Dies besagt auch der erste Satz des Beutelsbacher Konsenses (siehe oben).

In der non-formalen Bildung geht man davon aus, dass die Vielfalt der Träger und Angebote, die sich nach Zielgruppen, weltanschaulichen, politischen und religiösen Bezügen sowie Themen unterscheiden, eine große Auswahl darstellen, unter denen Interessierte auswählen können. Durch die Verpflichtung auf gemeinsame Werte (Demokratie und Menschenrechte, Solidarität, Gerechtigkeit etc.), und fachliche Leitprinzipien (wie Subjektorientierung, Partizipation, Offenheit und Kritik oder auch den der „Beutelsbacher Konsens“) gilt Indoktrination als ausgeschlossen bzw. als nicht den Fachstandards entsprechend.

Auch deswegen werden immer wieder machtkritische Fragen an das pädagogische Verhältnis und dessen Einfluss auf die Bildungsprozesse von Schüler:innen bzw. Teilnehmenden gestellt. Diese Fragen stehen aktuell häufig im Zusammenhang der Auseinandersetzung der non-formalen politischen Bildung mit Präventionsarbeit. Politische Bildung ist nach dieser Argumentation keine „Verhinderungspädagogik“, sondern Ermöglichung von Selbstbildung. Auch andere Bildungskonzepte, die Veränderungen von Einstellungen und Meinungen zum Ziel haben („Demokratieerziehung“), werden in der Fachszene kritisiert bzw. kontrovers diskutiert.

Die Frage nach Indoktrination wird in Deutschland aktuell anders geführt: Rechtsextreme Akteure, vor allem der Alternative für Deutschland (AfD), greifen Akteure in Schulen, Hochschulen und Jugendarbeit mit dem Argument an, politische Bildung müsse „neutral“ sein. Ist sie das ihrer Ansicht nach

nicht, ist sie „indoktrinierend“. Damit soll jegliche Kritik, besonders an der Partei AfD, unterbunden werden. So wurden zum Beispiel in einigen Bundesländern „Meldeportale“ im Internet eingerichtet, auf denen Schüler:innen melden sollten, wenn eine Lehrkraft sich zu „woke“ oder kritisch zur AfD geäußert hatte. In Landesparlamenten wird auch der staatlichen politischen Bildung (Landeszentralen für politische Bildung) sowie zivilgesellschaftlichen Bildungsträgern regelmäßig vorgeworfen, diese „indoktrinierten“, weil und wenn sie sich für das Grundgesetz, Demokratie, Rechtsstaatlichkeit, Vielfalt und Kritik einsetzen. Ähnliches gilt erst recht für zivilgesellschaftliche Akteure, die sich speziell gegen Diskriminierung, Antisemitismus, Rassismus etc. engagieren. Es betrifft auch die so genannte Erinnerungsarbeit („Nie wieder Faschismus!“) wie etwa die Arbeit von Mahn- und Gedenkstätten.

Zu den Folgen zählen unter anderem die wiederkehrende Notwendigkeit, sich gegen diese Vorwürfe zu wehren, sowie die Aufgabe, (verängstigte) politische Bildner:innen in Schule und Jugendarbeit darüber aufzuklären, dass „Neutralität“ nicht mit Nicht-Positionierung gleichzusetzen ist. Vielmehr sind sie gehalten, das Grundgesetz und die Menschenrechte zu verteidigen – was keineswegs mit Indoktrination gleichzusetzen ist.

Strukturen der politischen Bildung

Welcher Teil der politischen Bildung und der *éducation citoyenne* fällt in den schulischen Bereich und welcher Teil in den außerschulischen Bereich?

Helle Becker: Es gibt keine fachliche oder thematische Aufteilung zwischen schulischer und non-formaler politischer Bildung. Allerdings sind die Struktur- und Fachprinzipien der beiden Felder sehr unterschiedlich. So gelten in der Schule

das Schulrecht mit dezidierten Funktions- bzw. Aufgabenbestimmungen, Lehrpläne mit vorgegebenen Inhalten und didaktischen Prinzipien sowie ein verpflichtender Unterricht, auf dessen Grundlage Leistungen der Schüler:innen testiert werden. Damit hat die Wissensvermittlung tendenziell einen stärkeren Anteil. Offene, handlungsorientierte Ansätze sind in der Schule wenig präsent.

Das Schulsetting unterscheidet sich damit maßgeblich von den Prinzipien der Jugendarbeit und der politischen Jugendbildung, wie sie oben schon beschrieben wurden: Freiwilligkeit, Subjektorientierung, Partizipation, Prozess- und Handlungsorientierung. Jugendbildung und Jugendarbeit haben dadurch auch größere Möglichkeiten, politische Bildung als „aufsuchende“ politische Bildung im Alltag der Jugendlichen – und direkt anknüpfend an deren Interessen – zu ermöglichen. Außerdem kann sie politisches Engagement von Menschen bildungsfördernd begleiten.

Sylvie Condette: Politische Bildung wird in Lehrplänen behandelt, die von Lehrkräften im Unterricht vermittelt werden, in außerschulischen Bildungsaktivitäten und im außerschulischen Bereich, in dem Vereine aktiv sind.

Schulischer Bereich: Aufnahme in den Lehrplan

Die Lehrpläne für das Schulfach *enseignement moral et civique* (EMC), welches mit Ethik und Gesellschaftswissenschaften vergleichbar ist, enthalten Inhalte und Aktivitäten, die zusammen mit den Lehrkräften im Unterricht behandelt werden.

So werden Schüler:innen zu Staatsbürger:innen

Von der Grundschule bis zur weiterführenden Schule – mit einer Progression der Inhalte und Aktivitäten, abgestimmt auf Alter und Reife der Schüler:innen – „zielt der Weg von

Schüler:innen hin zu Staatsbürger:innen darauf ab, dass die Schüler:innen ein moralisches und staatsbürgerliches Urteilsvermögen entwickeln sowie einen kritischen Geist und eine Kultur des Engagements erwerben.“

Dieser Bildungsweg ist im Lehrplan verankert. Alle Schulfächer sollen dazu beitragen.

Der Weg von Schüler:innen hin zu Staatsbürger:innen:

Von der Vor- und Grundschule (Kinder von etwa 3 bis 10 Jahren) bis zum Ende der weiterführenden Schule (Jugendliche von etwa 15 bis 17 Jahren) sollen Schüler:innen entsprechend ihrem Alter und ihrer Reife sowie anhand von Unterricht und pädagogischen Aktivitäten ein moralisches und staatsbürgerliches Urteilsvermögen entwickeln. Ziel ist es, kritisches Denken und eine Kultur des Engagements zu fördern. So soll die aktive Staatsbürgerschaft (mit Rechten, Pflichten und Verantwortlichkeiten) vorbereitet werden.

Das entsprechende Rundschreiben von Eduscol vom 23. Juni 2016 gibt die übergeordneten Ziele sowie die Modalitäten der Steuerung und der Umsetzung an.

Der Weg der politischen Bildung der Schüler:innen ist Teil des gesamten Bildungsprozesses der Schüler:innen. Er richtet sich an angehende Bürger:innen, die sich schrittweise ihrer Rechte, Pflichten und Verantwortlichkeiten bewusst werden.

Der Weg von Schüler:innen hin zu Staatsbürger:innen sorgt für Kohärenz in der Schulbildung über die gesamte Schulzeit hinweg – von der Vor- und Grundschule bis zur Sekundarstufe, aber auch in allen schulischen und außerschulischen Bildungsphasen der Schüler:innen und im Freizeitbereich.

Dabei können zentrale Bereiche der politischen Bildung behandelt werden:

- Vermittlung der republikanischen Werte und des Laizitätsprinzips
- Kultur der Geschlechtergleichheit und des gegenseitigen Respekts
- Bekämpfung aller Formen von Diskriminierung und insbesondere Prävention und Bekämpfung von Rassismus und Antisemitismus, vor allem durch Öffnung gegenüber Europa und der Welt
- Prävention und Bekämpfung von Mobbing
- Bekämpfung von Homophobie
- Umweltbewusstsein und nachhaltige Entwicklung
- Medien- und Informationskompetenz
- Sensibilisierung für Verteidigungsfragen

Der Weg von Schüler:innen hin zu Staatsbürger:innen basiert auf:

- dem Erwerb von Wissen und Kompetenzen im Unterricht,
- der Begegnung mit Akteur:innen oder Institutionen mit staatsbürgerlicher Ausrichtung,
- dem Engagement in Projekten oder Bildungsinitiativen mit staatsbürgerlichem Schwerpunkt.

Einführung von Politik in der Schule

- Politische Teilhabe wird unter anderem durch die Beteiligung der Schüler:innen an schulischen Wahlen erfahrbar. Sie sind ein Abbild demokratischer Prozesse und zeigen sich etwa in der Wahl von Klassensprecher:innen, in der Mitwirkung in Gremien wie dem Schüler:innenrat der Mittel- und Oberstufe sowie – im Falle einer Wahl – in der Vertretung in der Schulkonferenz und sogar in der Disziplinarkonferenz. Diese Formen der Mit-

wirkung sind komplex. Daher können alle gewählten Klassensprecher:innen eine Fortbildung absolvieren.

Sozialisierende Beteiligung in der Schule

Diese Beteiligung umfasst kulturelle, sportliche und spielerische Aktivitäten sowie Präventionsmaßnahmen (Aufklärung). Es werden Informations- und Präventionsmaßnahmen für Gesundheit, Sexualität, Verkehrssicherheit, Nachhaltigkeit etc. angeboten.

Diese Beteiligung ist eine Antwort auf gesellschaftliche Probleme wie etwa die Auswirkungen des Klimawandels (Umweltdelegierte) oder die Bekämpfung von Mobbing in der Schule (Anti-Mobbing-Botschafter:innen).

Ziel ist es, ein Bewusstsein für schwerwiegende Probleme zu schaffen und das Verhalten junger Menschen zu beeinflussen.

Diese Aktivitäten können während des Unterrichts (mit den Lehrkräften), anstelle des geplanten Unterrichts (zum Beispiel mit externen Referent:innen) oder außerhalb des Unterrichts (in der Mittagspause oder am Abend) stattfinden.

Politische Bildung in Vereinen

- Politische Bildung gehört oft zu den Zielen, die Vereine in ihren Bildungs- (und pädagogischen) Projekten verfolgen: Jeder Verein, der beim Bildungsministerium eine Zulassung beantragt hat, muss eine Bilanz seiner Tätigkeit sowie ein Projekt mit Bildungszielen vorlegen.
- Vereine vertreten humanistische Werte und fördern in ihrem Programm bürgerschaftliches Verhalten (zum Beispiel wird im Sport daran gearbeitet, den Gegner zu respektieren und zu vermitteln, dass der Wettkampf nicht dazu da ist, bestimmte Teilnehmer zu demütigen).

- In Frankreich sind bestimmte Vereine als „Ergänzung zur Schule“ anerkannt. Mit der Vereinszulassung können sie in Schulen tätig werden und in Absprache mit der Schulleitung und den Lehrkräften pädagogische Aktivitäten anbieten.

Eine Ergänzung zur Schule zu sein, bedeutet, dass das Bildungsministerium (oder das Rektorat für eine akademische/lokale Zulassung) anerkennt, dass der Verein die Werte der Schule teilt. Es findet keine Missionierung statt. Die bereitgestellten Bildungsinhalte sollen junge Menschen bei ihrer persönlichen Entwicklung und ihrer Sozialisierung mit Gleichaltrigen unterstützen. Mit der Anerkennung ist eine Genehmigung verbunden. Sie ist für fünf Jahre gültig und kann erneuert werden.

Die pädagogischen bzw. bildungsbezogenen Programme der Vereine zielen darauf ab, Werte zu vermitteln, den respektvollen Umgang miteinander zu fördern und das Zusammenleben zu verbessern. Die in den Vereinen tätigen Teamer:innen werden darauf vorbereitet, pädagogische Gruppenaktivitäten zu leiten und die Integration jedes Jugendlichen in die Gruppe zu ermöglichen.

Die behandelten Themen sind für die Förderung des Zusammenlebens von zentraler Bedeutung: Bürgerschaft, nachhaltige Entwicklung, Medien- und Informationskompetenz, Ausbildung von Schülervertreter:innen, Konfliktbewältigung sowie die Prävention von Mobbing.

Dieser Ansatz ist besonders relevant, da politische Bildung nicht allein auf die Schule beschränkt ist – Bürgerschaft betrifft alle Aspekte des sozialen Lebens.

Welche Initiativen außerhalb der Schule können diese Instanzen (Jugendräte, Freiwilligenprogramme, religiöse Einrichtungen, Stiftungen, Förderprogramme etc.) vermitteln?

Sylvie Condette: Es gibt zahlreiche Initiativen zur Förderung der Bürgerschaft. Hier sind einige Beispiele:

Jugendgemeinderat (eine Initiative der Stadt)

Dieser Rat wurde gegründet, damit junge Menschen das politische Leben und bürgerschaftliches Engagement kennenlernen können.

Auch wenn sich nicht alle jungen Menschen für Politik interessieren, kandidieren jedes Jahr Kinder und Jugendliche für die Wahlen zum Jugendgemeinderat und setzen sich aktiv für ihre Stadt ein. Etwa 2.500 Gemeinden (kleine, mittlere und bevölkerungsreiche Städte) haben solche Räte eingerichtet.

Junge Menschen, die sich für dieses Angebot interessieren, reichen ihre Bewerbung im Rathaus ein und führen Wahlkampf, um gewählt zu werden.

Die jungen Mandatsträger:innen treffen sich in themenbezogenen Gruppen und dann im Plenum. Sie erarbeiten Vorschläge, die von den kommunalen Mandatsträgern geprüft werden.

Es ist also eine Einführung in das politische Leben und in Wahlverfahren, um ein Mandat als gewählte Vertretung zu erlangen.

Freiwilligendienst

Es handelt sich um ein bürgerschaftliches Engagement im Dienst der Gesellschaft (in Frankreich, Europa und im Ausland) und umfasst zahlreiche Maßnahmen. Junge Menschen zwischen 18 und 25 Jahren (bis zu 30 Jahren für junge Menschen mit Behinderung) können sich ohne einen bestimmten Abschluss auf Angebote bewerben.

Einige Beispiele für Einsatzfelder:

- Menschen mit Behinderung unterstützen
- Gefängnisinsassen im Umgang mit Computern einführen oder schulen, um die Wiedereingliederung in die Gesellschaft zu erleichtern
- Regelmäßige körperliche und sportliche Aktivitäten für alle fördern und deren Vorteile vermitteln
- Zeitgenössische Kunst fördern und aufwerten
- Für Gewalt gegen Frauen sensibilisieren, Opfer beraten und begleiten

Freiwilligendienst im Bildungswesen

Für das Schuljahr 2024/2025 hat die französische Freiwilligenagentur dem französischen Bildungsministerium ein Kontingent von 17.400 Freiwilligen zugewiesen.

Der Freiwilligendienst des Bildungsministeriums richtet sich an alle jungen Menschen zwischen 18 und 25 Jahren. Es handelt sich um ein freiwilliges Engagement im Bildungsbereich (einschließlich politischer Bildung), das durchschnittlich 8 Monate dauert. Die Schulleitungen legen diese Aufgaben nach den festgestellten Bedürfnissen fest.

Ehrenamtliche Tätigkeit in Vereinen

Ehrenamtliche Tätigkeiten in Vereinen sind weitere Formen des Freiwilligendienstes. Sie können in den Bereichen Bildung, Umwelt, humanitäre Hilfe, Sport etc. absolviert wer-

den. Bewerben können sich junge Menschen ab 25 Jahren. Die von ihnen übernommenen Aufgaben werden finanziell vergütet.

Helle Becker: Die Praxisfelder politischer Bildung in Deutschland kann man in der Topografie der Praxis politischer Bildung der Fachstelle politische Bildung von Transfer für Bildung e. V. nachsehen (siehe nachfolgendes Schema). In allen Feldern gibt es eine kaum überschaubare Vielzahl an Akteuren.

Fördermöglichkeiten gibt es auf Bundesebene, Landesebene und kommunaler Ebene. Fördergeber sind öffentliche Stellen (Behörden), internationale Organisationen (wie die Jugendwerke, Europäische Union) und Stiftungen. Hierbei wechseln immer wieder die Ziele und Förderbedingungen vieler Programme. Die Förderstrukturen für politische Bildung in Deutschland sind so zahlreich und komplex, dass sie hier nicht im Einzelnen dargestellt werden können. Sie entsprechen jedoch den jeweiligen Zuständigkeiten, die in der interaktiven Fassung „Topografie der Praxis politischer Bildung“ (siehe nachfolgend) abrufbar sind.

Pädagogische Praxis

Verfolgen politische Bildung und *éducation citoyenne* vorrangig das Ziel, Kenntnisse zu vermitteln oder Kompetenzen, Werte und Handlungsfähigkeit zu erwerben?

Helle Becker: Es geht vornehmlich um die Stärkung von Kompetenzen, Werten, Handlungsfähigkeit. Dazu benötigt man Wissen. Wissen und Wissensaneignung gilt damit als funktional, das heißt es spielt anwendungsbezogen als Orientierungs- und Handlungswissen eine Rolle, nicht als Akkumulation von Wissensbeständen.

Sylvie Condette: Die *éducation à la citoyenneté* verfolgt das Ziel, sowohl Kenntnisse als auch Werte zu vermitteln, durch die soziale Kompetenzen aufgebaut und die Handlungsfähigkeit gefördert werden kann.

In der Praxis werden diese Ziele nicht immer erreicht, da nur wenig Zeit für die Arbeit an den erworbenen Kompetenzen zur Verfügung steht. Oftmals findet nach Abschluss der Aktivität keine Bewertung statt.

Wenn junge Menschen an Aktivitäten teilnehmen und diese beendet sind, werden sie selten gefragt, was sie erlebt und empfunden haben. Das gilt insbesondere für die Frage, wie sie das Erlebte in das soziale Leben einbringen könnten, um zum Gemeinwohl beizutragen. Daher findet die Bewusstwerdung, auch wenn sie uns unverzichtbar erscheint, nicht immer statt.

Hier sind einige Vorschläge, die die Bewusstwerdung schärfen und die Entwicklung von kritischem Denken fördern würden:

- Bilanz der Aktivitäten und Nachbesprechungen während der Aktivität mit den jungen Menschen, die speziell für diese Zielgruppe (je nach Alter) organisiert und dann nach und nach von ihnen eigenständig organisiert werden.
- Die Pädagogik der Diskussion entwickeln: lernen, seine Meinung zu äußern und ein Argument aufzubauen.
- Menschen kennenlernen, die anders sind als man selbst (an interkulturelle Begegnungen herangeführt werden und Austauschrunden über die Werte sowie Traditionen jedes Einzelnen organisieren etc.).

Mit welchen Mitteln gewährleisten politische Bildung und *éducation citoyenne* die Inklusion aller jungen Menschen, unabhängig von ihrer Herkunft?

Sylvie Condette: Die *éducation à la citoyenneté* garantiert theoretisch die Einbeziehung aller jungen Menschen, denn in der Schule besteht Schulpflicht. In Vereinen ist die Mitgliedschaft zwar freiwillig, kann aber von Familie, Freunden etc. gefördert werden.

Allerdings ist festzustellen, dass nicht alle jungen Menschen teilnehmen. Nicht alle haben Zugang zu denselben Informationen oder werden dazu angeregt, am Gemeinschaftsleben teilzunehmen. Dadurch bleibt ihnen eine bereichernde Erfahrung vorenthalten, die ihnen persönlich und der Gemeinschaft zugutekommen könnte.

Es werden Initiativen zur Förderung der Teilhabe junger Menschen ergriffen (wie zum Beispiel die Projekte des DFJW). Diese müssen jedoch in den Medien bekannter gemacht werden, um Zielgruppen zu erreichen, die wenig oder keinen Zugang zu kulturellen Angeboten oder Informationen über Projekte und Programme haben, die eigentlich für sie bestimmt sind.

Helle Becker: Es gibt den Selbstanspruch der Träger non-formaler politischer Bildung und zugleich die Vorgabe des Sozialgesetzbuchs VIII (die gesetzliche Grundlage für die Jugendarbeit in Deutschland), Angebote für alle jungen Menschen zu machen – ohne Ausnahme. In den letzten 30 Jahren gab es zahlreiche Förderprogramme auf Bundes-, Landes- und kommunaler Ebene, mit denen politische Bildungsangebote für bestimmte – bisher wenig erreichte – Zielgruppen konzipiert und umgesetzt wurden.

Die Frage, welche Kinder und Jugendlichen politische Bildungsgelegenheiten wahrnehmen, ist dennoch nicht leicht zu beantworten, denn es gibt keine Statistiken dazu. Es ist anzunehmen, dass tendenziell eher bereits interessierte Jugendliche politische Bildungsangebote wahrnehmen – schon deshalb, weil sie dies freiwillig tun. Andererseits gibt es eine Vielzahl von Trägern, die sich jeweils an sehr unterschiedliche Zielgruppen richten, viele davon gezielt an so genannte benachteiligte Jugendliche.

Eine unterrepräsentative Beteiligung bestimmter Gruppen von Kindern und Jugendlichen ist eher auf fehlende Zugänge zu Angeboten zurückzuführen, nicht auf ein mangelndes Interesse der Kinder und Jugendlichen an politischen Themen. Diese Annahme legen mehrere Erkenntnisse nahe:

- a) Regelmäßige Umfragen belegen, dass sich Kinder und Jugendliche für Politik interessieren.
- b) Praxiserfahrungen legen dies ebenfalls nahe, sobald die Themen von Kindern und Jugendlichen auf ihre „politische Dimension“ hin befragt werden – wobei viele junge Menschen ihre Themen nicht immer als politische Fragen erkennen.
- c) Die Zugangsstudie, eine repräsentative Untersuchung zur Teilnahme an Angeboten Internationaler Jugendarbeit in Deutschland, kommt zu dem Schluss, dass ein großes Interesse bei Jugendlichen besteht, es aber unterschiedliche Zugangshindernisse gibt: fehlende Informationen, Kosten, Sorgen und Vorurteile, einhergehend mit mangelnder Unterstützung von Elternhaus und anderen Erwachsenen etc.

In den letzten Jahren wird darüber geforscht und diskutiert, in welchen Feldern der Jugendarbeit es, neben dem spezialisierten Feld der politischen Jugendbildung, politische Bildungsgelegenheiten gibt, wie sie erkannt und genutzt

werden können. Der 16. Kinder- und Jugendbericht der Bundesregierung, der von einer Sachverständigenkommission erstellt wurde, kam zu dem Schluss, dass politische Bildung in allen Feldern der Jugendarbeit vorkommen kann. Die Erkenntnis birgt das Potenzial, junge Menschen, die bisher keinen Kontakt mit politischen Bildungsangeboten hatten, besser zu erreichen. In der Folge gab und gibt es verschiedene Projekte und Kooperationen zwischen den Feldern sowie wissenschaftliche Forschungsprojekte, die dieser These nachgehen.

Dass politische Bildung in verschiedenen Feldern der Jugendarbeit vorkommt, gilt auch für die Internationale Jugendarbeit, wobei diese eine Sonderstellung hat. Denn Internationale Jugendarbeit ist ein Querschnittsfeld, an dem auch Träger der politischen Jugendbildung beteiligt sind. In diesem Feld wird schon länger darüber nachgedacht, inwieweit Internationale Jugendarbeit Gelegenheiten zur politischen Bildung bietet.

In den letzten Jahren werden außerdem Formen aufsuchender politischer Bildung erprobt. Dabei werden Settings genutzt, die (eigentlich) einen anderen Zweck haben: der Ausbildungs- oder Arbeitsplatz, Freizeitaktivitäten, der Stadtteil oder der Jugendtreff. „Aufsuchend“ bedeutet auch, konsequent die Themen der Kinder und Jugendlichen (und Erwachsenen) aufzunehmen, die sie bewegen – anstatt Themen „mitzubringen“, von denen man meint, dass sie interessant oder wichtig seien.

Dieser letztgenannte Anspruch, der an die These vom 16. Kinder- und Jugendbericht anschließt, ist aus Sicht der Jugendarbeit eigentlich eine Selbstverständlichkeit. Denn während die Schule einen Lehrplan hat, Bildungsziele, Themen und Didaktik also vorherbestimmt sind, sollte Jugendarbeit Kin-

der und Jugendliche darin unterstützen, ihre eigenen politischen Anliegen zu thematisieren und zu bearbeiten und dabei ihre politischen Kompetenzen weiterzuentwickeln. Würde dieser Leitgedanke konsequent umgesetzt, würden wahrscheinlich wesentlich mehr junge Menschen politische Bildungsgelegenheiten wahrnehmen als bisher.

Werden ihre Angebote an unterschiedliche Zielgruppen angepasst? Wenn ja, wie?

Helle Becker: Die politische Bildung in Deutschland versucht, ihre Angebote an den Interessen und Bedarfen der Teilnehmenden auszurichten. Daher ist die Anpassung von Angeboten eine stete Aufgabe und Herausforderung. Sie ist aber schon deswegen erforderlich, weil es eine „Abstimmung mit den Füßen“ gibt, das heißt dass Jugendliche nur dann teilnehmen, wenn sie es freiwillig möchten.

Das Manko einer Angebotspädagogik ist allerdings, dass dafür wichtige Parameter wie Format, Zeit, Gruppengröße und vor allem ein Thema vorab entschieden werden müssen. Meist werden diese Parameter durch die öffentlichen finanziellen Förderungen vorgegeben, so dass es schwierig sein kann, wenn Träger und Kinder/Jugendliche diese selbst festlegen oder erst entwickeln wollen.

Sylvie Condette: In der *éducation à la citoyenneté* sind die Angebote nicht immer auf die Zielgruppen zugeschnitten, wenn Informationen nur schwer verbreitet werden oder gar nicht zugänglich sind. Manchmal sind die Angebote zu zielgerichtet. So ist es naheliegend, dass beispielsweise Studierende von Fremdsprachen an Sprachkursen teilnehmen und Sportstudierende entsprechende Sportangebote wahrnehmen. Das führt jedoch zu Abschottung. Aufgrund dieser Feststellung fühlen sich manche jungen Menschen nicht

legitimiert, an einer Aktivität teilzunehmen, die auf sie zunächst wie ein Angebot für Fachleute wirkt.

Welche Erfahrungen und Empfehlungen gibt es zu den Grundsätzen und Ansätzen zur Integration der *éducation citoyenne* und der politischen Bildung im internationalen Jugendaustausch?

Sylvie Condette:

- Bei einem *éducation à la citoyenneté*-Projekt mit jungen Menschen ohne oder mit geringem Zugang zu kulturellen Angeboten sollten andere Länder, Kulturen und Sprachen schrittweise nähergebracht werden, um Interesse zu wecken, Akzeptanz aufzubauen und schließlich Teilhabe zu ermöglichen.

Die Ausbildungsinhalte müssen überarbeitet werden. Das beginnt bei den Ausbilder:innen, damit sie die Bedeutung von aktiver Bürgerschaft sowie den Sinn des Engagements berücksichtigen und junge Menschen besser auf die Bürgerschaft, ihre Herausforderungen und Vorteile vorbereiten können.

Helle Becker: Wie oben bereits erwähnt, wird der Zusammenhang von Internationaler Jugendarbeit und politischer Bildung schon seit mehreren Jahren untersucht und diskutiert.

Viele wissenschaftliche Arbeiten dazu sind im Netzwerk „Forschung und Praxis im Dialog – Internationale Jugendarbeit (FPD)“ bei transfer e. V. entstanden. FPD ist ein deutschlandweit agierendes Netzwerk, das den interdisziplinären und trägerübergreifenden Austausch zwischen Wissenschaft und Praxis im Handlungsfeld der Internationalen Jugendarbeit und des Kinder- und Jugendreisens unterstützt. Die Ak-

tivitäten des Netzwerks leisten einen wichtigen Beitrag zur fachlichen und professionellen Weiterentwicklung der Internationalen Jugendarbeit. FPD veranstaltet Fachtagungen, Experten-Hearings und führt Forschungsprojekte durch, auch zum Thema politische Bildung und Internationale Jugendarbeit, unter anderem mit der Arbeitsgruppe „Systemische Wirkungen“.

Internationale Jugendarbeit und politische Bildung werden außerdem von der Transferstelle politische Bildung bei Transfer für Bildung e. V. beobachtet. Dort werden wissenschaftliche Studien gesammelt und analysiert.

Abschließend werden noch einige übergreifende Fragen aufgeworfen: Wenn Sie an Deutschland und Frankreich denken, welche Parallelen erkennen Sie darin, wie *éducation citoyenne* und politische Bildung Inhalte, Ziele und Herausforderungen angehen? Und welche Unterschiede oder Besonderheiten ergänzen oder nuancieren Ihrer Meinung nach diese Parallelen?

Helle Becker: Politische Bildung in Deutschland und Frankreich zielt generell darauf ab, mündige Bürger:innen darin zu unterstützen, aktiv an demokratischer politischer Öffentlichkeit und Entscheidungen teilzuhaben. In beiden Ländern bezieht man sich dafür auf zentrale Werte der Demokratie.

Aus meiner Sicht ergeben sich durch die unterschiedlichen historischen Erfahrungen und ideengeschichtlichen Herleitungen in beiden Ländern unterschiedliche Ziel- und Schwerpunktsetzungen. So liegt der Schwerpunkt der non-formalen politischen Bildung in Deutschland meinem Eindruck nach stärker auf der Förderung von Kritikfähigkeit, Urteilsbildung und Interessenvertretung und weniger auf der Vermittlung von Wissen über Staatsformen oder einer

Förderung des sozialen Zusammenhalts. Diese Schwerpunktsetzungen haben Einfluss auf Bildungskonzepte, zum Beispiel der Betonung von Kontroversität und Prozessoffenheit versus Vermittlung von Wissen und Werten in der deutschen non-formalen politischen Bildung.

Außerdem unterscheidet sich die politische Bildung in Deutschland danach, ob es sich um Schulunterricht handelt oder um non-formale politische Bildung, die sich durch eine Vielzahl von zivilgesellschaftlichen Organisationen sowie Konzepten, Positionen und thematischen Schwerpunkten auszeichnet. Der Staat fördert gerade diese Vielfalt und macht – außer dem Verweis auf Grundgesetz und Menschenrechte – nur wenige inhaltliche oder konzeptionelle Vorgaben. Dies steht im Gegensatz zur staatlichen politischen Bildung in der Schule. Ich kann bisher nicht beurteilen, wie stark sich die außerschulische, non-formale politische Bildung in Frankreich an Konzepten oder Vorgaben für die Schule orientiert oder davon absetzt und welchen Einfluss dies auf Konzepte des deutsch-französischen Austauschs hat.

Ein dritter Aspekt, der mögliche Unterschiede ausmacht, ist die starke Diversifizierung und Segmentierung der Praxisfelder politischer Bildung in Deutschland. Hierbei haben sich Professionsverständnisse, also konzeptionelle und inhaltliche Schwerpunkte, herausgebildet. Zusätzlich werden die Bereiche unterschiedlich durch öffentliche Gelder finanziert, was mit jeweiligen Förderanforderungen verbunden sind. Was in diesem Zusammenhang als politische Bildung verstanden wird, ist daher jeweils zu erfragen. Ich habe den Eindruck, dass die „Trägerlandschaft“ in Frankreich weniger ausgeprägt ist.

Sylvie Condette: Die beiden Ansätze treffen sich trotz ihrer Besonderheiten in ihren wesentlichen Zielsetzungen. Es geht darum, im formalen und non-formalen Bereich partizipative Bildungsangebote für junge Menschen zu schaffen. Im Idealfall würden sich die Angebote der formalen und non-formalen Bildung systematisch ergänzen, ganz im Sinne von Kohärenz und Transparenz. Dafür müssten die Regierungen diesen Angeboten grundlegende und unverzichtbare Bedeutung einräumen und sie entsprechend fördern.

Die *éducation à la citoyenneté* in Frankreich und die politische Bildung in Deutschland zielen darauf ab, über das zu gestaltende demokratische Gesellschaftsmodell nachzudenken. Sie stützen sich dabei auf ein gemeinsames Demokratieverständnis: Achtung der Integrität der Bürger:innen, aktives Engagement, gemeinwohlorientierte Projekte. Gleichwohl unterscheiden sie sich in der Umsetzung, was auf die jeweilige Geschichte der beiden Länder zurückzuführen ist. Damit gehen eine bestimmte Politik und Förderungen einher, die von öffentlichen Stellen oder Gebietskörperschaften abhängen, sowie mitunter auch an private Finanzierungen aus gemeinnützigen Stiftungen geknüpft sind. Sowohl im formalen als auch im non-formalen Kontext kommt es auf die Ziele an: Es geht darum, Bürger:innen durch Programme, Maßnahmen und Projekte zu stärken und eine aktive, an humanistischen Werten orientierte Bürgerschaft zu fördern. Wichtig sind außerdem die konkreten Mittel, die jede und jeder Einzelne aufbringen möchte, um diese Ziele zu erreichen: den Willen, sich für das Gemeinwohl einzusetzen, und durch persönliches und gemeinsames Engagement für mehr soziale Gerechtigkeit.

Im binationalen Kontext ist es wichtig, die deutsch-französische Freundschaft hervorzuheben. Sie sollte immer wieder

in Erinnerung gerufen, gestärkt und durch gemeinsame Projekte neu belebt werden.

Ausgewählte Literatur

Becker, H. (2019). *Wir Kellerkinder? Zur Geschichte der „Profession politische Bildung“ in der außerschulischen Jugend- und Erwachsenenbildung*. In K.-P. Hufer & D. Richter (Hrsg.), *Politische Bildung als Profession. Verständnisse und Forschungen* (S. 49–63). Bonn : Bundeszentrale für politische Bildung.

Becker, H., & Thimmel, A. (Hrsg.). (2019). *Die Zugangsstudie zum internationalen Jugendaustausch. Zugänge und Barrieren*. Wochenschau Verlag. Informationen durch Forschung und Praxis im Dialog.

Bundesministerium für Familie, Senioren, Frauen und Jugend (BMFSFJ). (o.J.). *16. Kinder- und Jugendbericht. Förderung demokratischer Bildung im Kindes- und Jugendalter*. Online verfügbar.

Bundeszentrale für politische Bildung. (o.J.). *Beutelsbacher Konsens*. Online verfügbar.

CLEMI (Centre de Liaison de l'Enseignement et des Médias d'Information). (s.d.). Disponible en ligne.

Condette, S. (2020). Conceptions et perceptions de la citoyenneté à l'école. Une approche comparée franco-anglaise. In R. Malet & B. Garnier (dir.), *Éducation, Mondialisation et Citoyenneté* (p. 133–157). Berne : Peter Lang.

Condette, S. (2022). *L'expérimentation comme modalité d'un travail collaboratif en établissement scolaire. Le cas*

de la médiation par les pairs. Bordeaux : Presses universitaires de Bordeaux.

Condette, S. (2025a). La médiation par les pairs au service de la prévention du harcèlement en milieu scolaire. *Enfances & Psy*, 103(2), 99–110.

Condette, S. (2025b). Prévenir les situations de harcèlement et accompagner l'ensemble des acteurs scolaires. In E. Gallardo (dir.), *Le harcèlement scolaire. Comprendre pour agir* (p. 29–41). Aix-en-Provence : Presses Universitaires d'Aix-Marseille – PUAM.

Condette, S. (2025c). Des principes éthiques pour éduquer aux médias et à l'information et limiter les situations de harcèlement. *Communication, Technologies et Développement*, 19.

Condette, S. (s.d.). *MOOC : Lutter contre les fake news avec discernement et esprit critique*. FUN-MOOC. Disponible en ligne.

Conseil de l'Europe. (2018). *Tous différents, tous égaux. Kit pédagogique. Idées, ressources, méthodes et activités pour l'éducation interculturelle informelle avec des adultes et des jeunes*. Disponible en ligne.

Conseil de l'Europe. (s.d.). European Space for Citizenship Education. Disponible en ligne.

Conseil de l'Union européenne. (s.d.). *European Peace Facility*. Disponible en ligne.

Council of Europe. (2024, August). *Reference Framework of Competences for Democratic Culture (RFCDC). Guid-*

ance document for vocational education and training.
Online verfügbar.

Durkheim, E. (1938). *Éducation et sociologie*. Paris : Éditions Alcan.

Forschung und Praxis im Dialog. (o.J.). Online verfügbar.

Landeszentrale für politische Bildung Baden-Württemberg.
(o.J.). *Beutelsbacher Konsens*. Online verfügbar.

Luc, J.-N., Condette, J.-F., & Verneuil, Y. (2026). *Histoire de l'enseignement en France – XIX^e-XXI^e siècle* (2e éd.). Paris : Armand Colin.

Ministère de l'Éducation nationale. (s.d.). *Le parcours citoyen de l'élève*. Disponible en ligne.

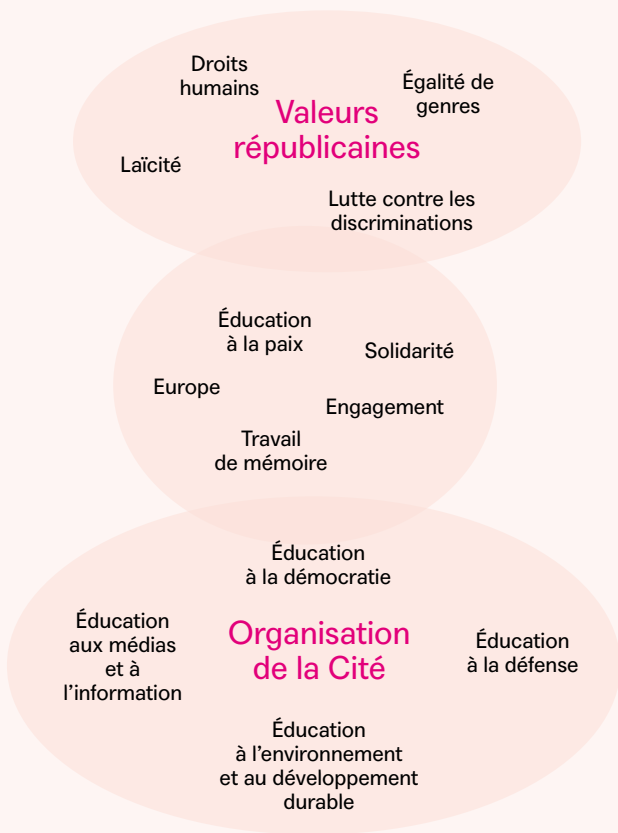
Ministère de l'Éducation nationale. (s.d.). *Les programmes d'enseignement moral et civique (EMC)*. Disponible en ligne.

Transfer Politische Bildung e.V. und die *Topografie der Praxis politischer Bildung* (o.J.). Online verfügbar.

L'éducation citoyenne en France : acteurs et dispositifs analysés lors de la conception du glossaire

Domaines	Acteurs	Dispositifs
Politique/ Participation	Municipalités	Conseils municipaux des jeunes / des enfants
Défense	Centres du service national et de la jeunesse	Journée Défense et Citoyenneté (JDC)
Justice	Protection judiciaire de la jeunesse (PJJ)	Stages de citoyenneté
Éducation non formelle	Associations et fédérations d'éducation populaire Associations thématiques (lutte contre les discriminations, environnement, etc.) Mémoriaux	Ateliers Animations Rencontres Service civique : formations civiques et citoyennes
Éducation formelle	Écoles élémentaires Collèges Lycées	Parcours citoyen de l'élève Enseignement moral et civique (EMC)

**Principaux champs thématiques
mis en avant dans les programmes et les référentiels**



Graphique : 2ème version retravaillée © Transfer für Bildung e. V. 2023

Die Topografie befindet sich als interaktive Version auf der Website der Fachstelle (scannen Sie den nachfolgenden QR-Code).

La topographie est disponible en version interactive sur le site internet de la Fachstelle politische Bildung (scannez le QR code ci-dessous).



Les conseils d'enfants et de jeunes en France

Par l'Anacej*

**L'Association nationale citoyenneté enfance jeunesse rassemble des collectivités territoriales et des associations d'éducation populaire qui sont engagées dans la participation des enfants et des jeunes. Historiquement, elle est directement issue du mouvement de la participation qui s'est développé dans les années quatre-vingt. Elle a été créée par des villes comme Schiltigheim pour fédérer les initiatives locales et partager ainsi les expérimentations menées. Soutenue par l'État, elle a pour mission de développer la participation des enfants et des jeunes l'ensemble du territoire français.*

Schiltigheim, le conseil modèle

En 1979, la France découvre à la télévision un tout nouveau dispositif pour les enfants : le conseil municipal d'enfants. Le tout premier d'une longue liste est installé en Alsace, dans une commune de 30 000 habitantes et habitants proche de Strasbourg : Schiltigheim. Une petite équipe autour du maire de la ville, convaincue que les enfants, avec leur propre regard sur la ville, ont des choses à apporter aux élus et élues, décide d'aller à leur rencontre. Enthousiasmés, mais aussi frustrés par le trop peu de temps passé ensemble, le maire et son équipe décident alors, pour produire un vrai travail avec eux, de les rencontrer plus régulièrement et d'officialiser ces temps en créant un conseil municipal des enfants. S'il est inspiré du conseil adulte par son nom ou encore par certains aspects de son fonctionnement, il est avant tout un espace de dialogue, adapté aux enfants où l'animation de ce dernier est confiée à une professionnelle de l'enfance. C'est, tout d'abord, un espace où les enfants débattent entre eux, décident des projets à mener dans la ville, puis vient le temps

d'échange avec le maire pour discuter de la faisabilité des projets. Ces temps de « plénière » étaient particulièrement réussis, car le maire savait écouter, faire débattre les enfants entre eux et intervenir au moment opportun.

S'il a fait école dans les années quatre-vingt, ce n'est pas seulement parce qu'il a été fortement médiatisé, mais parce qu'il inventait une forme innovante de dialogue entre les enfants et les élus et élus locaux, où la parole des enfants était réellement prise au sérieux.

Le droit de participer, clé de voute des conseils

Le conseil d'enfants ou de jeunes est une application concrète de la Convention internationale des droits de l'enfant¹, que la France a ratifiée en 1990. Ce texte, qui reconnaît à l'enfant un ensemble de droits, consacre le droit de participation. L'enfant a le droit de s'exprimer, de parler, de donner son avis (art. 12, 13, 14), d'être écouté et entendu (art. 12, 14), d'être pris en compte (art. 12) et de participer au processus de décision et de sa mise en œuvre (art. 12, 15, 17). Pour la première fois, les enfants sont reconnus comme acteurs à part entière et leur droit d'être entendu s'impose en toute circonstance aux adultes : un droit pour les enfants, un devoir pour les adultes.

En application de la CIDE, les enfants et les jeunes dans un conseil ont la possibilité d'exprimer leur voix et de la voir entendue. Sans les restreindre aux sujets dits d'enfants ou de jeunes, ils sont au même titre que les adultes, des habitants du territoire, usagers des services publics. Dès lors, ils expriment leurs besoins et travaillent à des propositions d'amélioration avec les élus.

1 <https://www.unicef.fr/wp-content/uploads/2022/07/convention-des-droits-de-lenfant.pdf>

Une volonté, aucune obligation légale

Si la CIDE s'impose à la France, aucune loi n'oblige l'État et les collectivités locales à créer des conseils d'enfants ou de jeunes ou toute forme de participation des enfants et des jeunes à la vie publique. Il aura fallu attendre 2017 pour que le législateur mentionne enfin les conseils de jeunes dans la loi. Il s'agit de l'article 55 de la loi du 27 janvier 2017 relative à l'égalité et la citoyenneté,² qui dispose qu'«une collectivité territoriale ou un établissement public de coopération intercommunale peut créer un conseil de jeunes pour émettre un avis sur les décisions relevant notamment de la politique de jeunesse. Cette instance peut formuler des propositions d'actions». Ce texte reconnaît enfin l'existence des conseils de jeunes, mais elle ne crée pas pour autant d'obligation. Il ne donne pas non plus de mode d'emploi pour en créer un, laissant là les collectivités locales³ libres d'imaginer un mode de fonctionnement qui leur est propre; seule la parité s'impose à elles. Il correspond à la réalité des conseils, différents d'un territoire à l'autre.

Éducation à la citoyenneté versus participation citoyenne ?

En étudiant les documents structurant des conseils, comme les chartes de fonctionnement, par exemple, il apparaît que ces instances s'appuient sur deux piliers qui peuvent paraître antagonistes : l'éducation à la citoyenneté et l'association des enfants et des jeunes aux décisions publiques. Le premier pilier s'inscrit dans la volonté d'éduquer la future citoyenne ou le futur citoyen, tandis que le second renvoie plutôt à l'idée que l'enfant ou le jeune serait déjà prêt à agir, donc déjà membre de la citoyenneté. C'est pourquoi l'on parle souvent d'école de la citoyenneté active, en complément de l'école,

2 <https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFARTI000033935019>

3 Une collectivité locale ou territoriale est une autorité publique distincte de l'État. Chaque collectivité est dotée d'un exécutif et d'une assemblée délibérante élue au suffrage universel.

pour développer des compétences «citoyennes», comme débattre, s'approprier les valeurs de la République ou encore comprendre le fonctionnement des institutions. La traduction concrète de ce parcours citoyen est la mise en œuvre de projets par les enfants et les jeunes approuvés par les élus. Le second pilier invite les élus à associer les enfants et les jeunes à leurs propres projets, aux politiques publiques. Si on considère ces jeunes comme des citoyennes et citoyens à part entière, leur avis est précieux et peut éclairer les responsables politiques. Comment améliorer la santé mentale des jeunes sans travailler avec la jeunesse sur le sujet ? C'est un exemple du «faire avec» au lieu du «faire à leur place». La contradiction entre ces objectifs s'efface finalement si l'on estime que c'est en participant que l'enfant ou le jeune fait l'expérience de sa citoyenneté. Autrement dit, les deux piliers ne sont pas contradictoires, car, si l'on manque d'ambition dans la participation, on risque d'amoindrir les effets d'une citoyenneté qui se construit. Le droit de participer est intimement lié au droit d'être éduqué à la citoyenneté : l'un ne va pas sans l'autre. Comme le rappelle le Conseil de l'Europe dans le préambule de sa charte⁴ : «la participation active des jeunes aux décisions et actions aux niveaux local et régional est essentielle si nous voulons bâtir des sociétés plus démocratiques, plus solidaires et plus prospères. Participer à la vie démocratique d'une communauté, quelle qu'elle soit, ce n'est pas seulement voter ou se présenter à des élections, bien qu'il s'agisse là d'éléments importants».

Déjà citoyennes et citoyens

Les jeunes conseillères et conseillers sont de jeunes bénévoles de 7 à 30 ans, venant de toute la France, du territoire

4 <https://rm.coe.int/168071b53c>

hexagonal aux territoires ultra-marins⁵. Leur participation au conseil, à la suite d'une élection ou dans le cadre d'un volontariat⁶, est définie pour une durée fixe (mandat) ou sans engagement de durée. Les jeunes montent des projets pour toute la commune et contribuent à enrichir les projets du conseil des adultes. Les jeunes vivent une citoyenneté à leur image : utile. Ce sont des citoyennes et citoyens à part entière, qui, tout en portant des valeurs fortes, comme la solidarité, le respect, la lutte contre les discriminations ou encore la préservation de la planète, veulent que leur engagement soit porteur de transformations. Pas de blabla, du concret, pas le temps d'attendre ! Et cette aventure collective peut devenir hors du commun si les conditions d'une vraie participation sont réunies. Elle permet de développer des compétences que leurs pairs, au même âge, ne peuvent pas acquérir : gestion de projet, travail en équipe, prise de parole en public, etc.

Le rôle des adultes

Sans adultes qui portent des convictions et un engagement durable, la participation des enfants et des jeunes est un leurre. Elle sous-tend, en effet, la sincère évidence que les enfants et les jeunes doivent être écoutés, que leurs idées sont porteuses d'améliorations et de transformations. Fort de cette conviction, il s'agit alors de s'engager pour faire vivre cette participation. Concevoir des espaces à hauteur d'enfants et de jeunes, former des professionnels à la participation, allouer des moyens et définir une place aux enfants et

5 La République française compte 12 territoires ultra-marins : la Guadeloupe, la Guyane, la Martinique, La Réunion, Mayotte, Saint-Barthélemy, Saint-Martin, Saint-Pierre-et-Miquelon, Wallis-et-Futuna, la Polynésie française, la Nouvelle-Calédonie et les Terres australes et antarctiques françaises.

6 On peut s'engager dans un conseil en se présentant à des élections entre pairs ou en répondant à un appel au volontariat. Si le nombre des volontaires est important, il est d'usage de recourir au tirage au sort.

aux jeunes dans le processus de décision nécessite un engagement fort. Au sein de ces conseils, des responsables politiques et des membres du monde professionnel, chacune et chacun dans leur rôle, ont la responsabilité de faire vivre le droit de participation. Toute une organisation est alors mise en place, car il ne suffit pas de réunir un groupe d'enfants ou de jeunes pour que la participation soit effective.

On n'oubliera pas que prendre en compte la parole des enfants et des jeunes s'impose tout particulièrement aux personnalités élues. Au nom du principe de redevabilité, celles-ci doivent rendre compte des décisions qui ont été prises.

Les grandes évolutions

Avec le premier conseil municipal des enfants de Schiltigheim en 1979, la participation des enfants prenait forme au niveau local. Fortement médiatisé, ce conseil inspirait alors d'autres collectivités locales qui, à leur tour, se lançaient dans l'aventure. Il s'est depuis étendu à tous les échelons territoriaux (régions, départements, intercommunalités, communes) et à toutes les tranches d'âge, de l'enfance à la jeunesse (7-30 ans). Certaines collectivités ont parfois plusieurs conseils pour répondre aux différentes tranches d'âge. Les modalités de fonctionnement sont ainsi variables d'un conseil à l'autre; leur nom également (conseil, comité, assemblée...). Depuis les années 80, le conseil a su évoluer et prendre place dans le paysage institutionnel français. On notera, tout d'abord, qu'avec des tranches d'âge plus âgées, la souplesse dans le mode de fonctionnement s'est imposée. À titre d'exemple, les élections disparaissent au profit d'un engagement volontaire avec une durée de mandat qui s'adapte aux plus âgés. Les actions menées sont sans limite, touchent à tous les domaines sans exception. L'évolution c'est aussi le renforcement de la place des enfants et des jeunes dans les processus de décision locaux. Autrement

dit, les enfants et les jeunes sont de plus en plus associés à la construction des politiques publiques. Certains conseils sont directement saisis par le chef de l'exécutif⁷ comme un organe consultatif sur un projet précis, tandis que, dans certains cas, les jeunes conseillères et conseillers participent en direct aux travaux des élues et élus. Cette tendance d'associer davantage les enfants et les jeunes au-delà de leurs propres projets se traduit également par d'autres formes de participation, souvent plus ponctuelles, comme des assises de la jeunesse ou les budgets participatifs.

Et au niveau national ?

Si la participation des enfants et des jeunes a pris sa place au niveau local, elle est balbutiante au niveau national. Il faut revenir à la période 1998-2002 pendant laquelle une expérimentation est menée grâce à l'impulsion de la ministre de la Jeunesse de l'époque, Marie-George BUFFET. Des conseils départementaux de jeunes de 16 à 26 ans étaient lancés dans les départements avec une représentation nationale : le Conseil national de la jeunesse. La ministre souhaite alors un dialogue régulier avec les jeunes et attend avis et propositions de leur part. Avec un changement politique en 2002, cette expérimentation n'a pas été poursuivie. En 2012, une nouvelle instance, le Forum français de la jeunesse, regroupant les organisations de jeunes en quatre collèges (lycéen, étudiant, partisan et associatif), voit le jour. C'est une assemblée indépendante du pouvoir public, censée renforcer la représentation des jeunes en rassemblant leurs différentes organisations. Il n'est pas pour autant un interlocuteur privilégié de l'État au sens d'un conseil national représentatif des jeunes.

7 Dans une commune, le chef de l'exécutif est le maire, tandis que, dans les conseils régionaux, départementaux et intercommunaux, les chefs des exécutifs sont des présidents.

S'il n'existe pas d'assemblée des jeunes au niveau national, des expérimentations particulièrement intéressantes voient le jour depuis une décennie. Le Haut Conseil de la famille, de l'enfance et de l'âge, qui est une instance consultative auprès du Premier ministre, comprend un collège Enfance⁸ où une dizaine d'enfants contribuent au même titre que les membres éminents du Haut Conseil. Ce « conseil » participe pleinement aux travaux de l'instance et l'avis des enfants est très sérieusement pris en compte. Un autre organe consultatif auprès du Premier ministre, le Conseil d'Orientation des politiques de jeunesse, comprend une vingtaine de jeunes issus des régions⁹. Enfin, on soulignera les démarches participatives engagées par l'État, comme la première convention citoyenne sur le climat en 2019, où des jeunes de 16 ans ont participé au même titre que les adultes.

Aller encore plus loin (conclusion)

Le conseil municipal des enfants de 1979 a montré le chemin, celui de faire participer les enfants et les jeunes à la vie publique. Depuis, la participation des enfants et des jeunes prend de multiples formes, considérant toujours que les enfants ou les jeunes sont des partenaires indispensables à prendre en compte dans les politiques publiques. Déjà dans la citoyenneté, ils apprennent à la vivre par l'action et non pas à devenir les adultes de demain. Il appartient aux adultes de leur donner les moyens de vivre pleinement cette citoyenneté en les considérant d'égal à égal. Si cette forme d'éducation à la citoyenneté se borne à « éduquer la citoyenne ou le citoyen de demain », on fait fausse route et on s'égare du chemin déjà montré par Schiltigheim. Comme l'adulte se doit de changer de posture, il convient plus que jamais de l'accompagner, de le former et donc de l'éduquer. Tout est possible si les organisations changent à leur tour de posture,

8 <https://www.hcfea.fr/>

9 <https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000051296524>

acceptent de nouvelles règles du jeu où tout le monde aurait sa place et son mot à dire, enfant, jeune et adulte, et où l'infantisme¹⁰ en serait définitivement banni.

¹⁰ Concept théorisé aux États-Unis dans les années 1970 (childism), il désigne la discrimination systémique envers les enfants et les adolescents et questionne notre capacité à les considérer comme des sujets de droit à part entière.

Die Kinder- und Jugendräte in Frankreich

von: Anacej*

**Im Verband Association nationale des citoyen·neté enfance jeunesse haben sich Gebietskörperschaften und Vereine der außerschulischen Jugend- und Erwachsenenbildung (Éducation populaire) zusammengeschlossen, die sich für die Partizipation von Kindern und Jugendlichen einsetzen. Historisch gesehen ist der Verband direkt aus der Partizipationsbewegung hervorgegangen, die in den Achtzigerjahren entstanden war. Er wurde von Städten wie Schiltigheim gegründet, um lokale Initiativen in einem Dachverband zusammenzuschließen und so einen Erfahrungsaustausch zwischen ihnen zu ermöglichen. Aufgabe des staatlich unterstützten Verbands ist es, die Partizipation von Kindern und Jugendlichen im gesamten französischen Staatsgebiet zu fördern.*

Schiltigheim, das Vorbild

1979 lernt Frankreich im Fernsehen ein vollkommen neues Gremium für Kinder kennen: den Kindergemeinderat. Dieser allererste derartige Rat, auf den später viele weitere folgen sollten, entstand im Elsass, in einer kleinen Gemeinde mit 30.000 Einwohner:innen bei Straßburg: in Schiltigheim. Dort war ein kleines Team gemeinsam mit dem Bürgermeister der Stadt überzeugt davon, dass Kinder mit dem ihnen eigenen Blick auf die Stadt den Abgeordneten viel vermitteln können, und entschied daher, sich mit ihnen zu treffen. Voller Elan, aber gleichzeitig frustriert darüber, dass die gemeinsame Zeit zu kurz war, beschlossen der Bürgermeister und sein Team, eine echte Zusammenarbeit mit den Kindern aufzunehmen, sie regelmäßiger zu treffen und diesen Treffen einen offiziellen Rahmen zu geben, indem sie einen Kindergemeinderat schufen. Zwar orientierte sich seine Be-

zeichnung an der Bezeichnung des Gremiums der Erwachsenen, dem Gemeinderat, und auch bestimmte Aspekte seiner Funktionsweise ähnelten diesem, doch stellte der Kinderrat vor allem ein an die Kinder angepasstes Gesprächsformat dar, das von einer pädagogischen Fachkraft begleitet wurde. Es handelte sich in erster Linie um einen Raum, in dem die Kinder untereinander diskutieren und entscheiden konnten, welche Projekte in der Stadt durchgeführt werden sollten. Dann folgte die Zeit des Austausches mit dem Bürgermeister, um über die Machbarkeit der Projekte zu sprechen. Die Zeiten des „Plenums“ waren besonders erfolgreich, da der Bürgermeister zuhören und die Kinder animieren konnte, untereinander zu diskutieren, und im geeigneten Moment selbst in die Diskussion eingriff.

Dieses Modell machte in den Achtzigerjahren Schule, und das lag nicht nur daran, dass das Projekt große mediale Aufmerksamkeit erhielt, sondern auch daran, dass hier eine innovative Form des Dialogs zwischen Kindern und kommunalen Abgeordneten geschaffen wurde, bei der die Meinung der Kinder wirklich zählte.

Das Recht auf Beteiligung – zentrales Element der Kinder- und Jugendräte

Der Kinder- oder Jugendrat ist eine konkrete Anwendung des internationalen Übereinkommens über die Rechte des Kindes¹, das Frankreich 1990 ratifiziert hat. Durch diesen Text, der den Kindern eine ganze Reihe von Rechten zuerkennt, wird ihr Recht auf Partizipation festgeschrieben. Das Kind hat das Recht, sich auszudrücken, zu sprechen, seine Meinung zu äußern (Art. 12, 13, 14), angehört und gehört zu werden (Art. 12, 14), berücksichtigt zu werden (Art. 12) und sich an dem Entscheidungsprozess und seiner Umsetzung zu betei-

¹ <https://www.unicef.fr/wp-content/uploads/2022/07/convention-des-droits-de-lenfant.pdf>

ligen (Art. 12, 15, 17). Zum ersten Mal werden Kinder als vollwertige Akteure anerkannt und ihr Recht gehört zu werden, ist für die Erwachsenen eine Verpflichtung: ein Recht für die Kinder, eine Pflicht für die Erwachsenen.

In Umsetzung des Übereinkommens über die Rechte des Kindes haben die Kinder und Jugendlichen in einem Rat die Möglichkeit, ihre Meinung zu äußern und gehört zu werden. Ohne sie auf Themen zu beschränken, die als Kinder- oder Jugendthemen bezeichnet werden, sind sie gleichberechtigt mit den Erwachsenen Einwohner:innen ihrer Gegend und Nutznießer:innen der öffentlichen Dienste. Daher äußern sie ihre Bedürfnisse und arbeiten gemeinsam mit den Abgeordneten an Verbesserungsvorschlägen.

Ein Wille – keine gesetzliche Verpflichtung

Zwar ist das Übereinkommen für Frankreich bindend, doch gibt es kein Gesetz, das den Staat und die kommunalen Gebietskörperschaften dazu verpflichten würde, Kinder- oder Jugendräte einzurichten oder irgendeine Form der Beteiligung der Kinder und Jugendlichen am öffentlichen Leben vorzusehen. Erst 2017 wurden die Jugendräte erstmalig durch den Gesetzgeber in einem Gesetz erwähnt. Es handelt sich um Artikel 55 des Gesetzes vom 27. Januar 2017 über die Gleichberechtigung und die Staatsbürgerschaft (*loi du 27 janvier 2017 relative à l'égalité et la citoyenneté*)², der vorsieht, dass „eine Gebietskörperschaft oder eine öffentliche Einrichtung der interkommunalen Zusammenarbeit einen Jugendrat einrichten kann, der sich zu Entscheidungen äußern kann, die insbesondere die Jugendpolitik betreffen. Dieses Gremium kann Handlungsvorschläge formulieren.“ Durch diesen Text wird endlich die Existenz der Jugendräte anerkannt; eine Verpflichtung wird jedoch nicht festgeschrieben. Auch gibt es keine „Gebrauchsanweisung“

2 <https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFARTI000033935019>

zur Einrichtung solcher Gremien und es bleibt den kommunalen Gebietskörperschaften³ überlassen, sich eine Funktionsweise für die Räte auszudenken; nur die Parität ist für sie verbindlich. Dies entspricht der Realität der Kinder- und Jugendräte, die sich von Gegend zu Gegend unterscheiden.

Politische Bildung (*Éducation à la citoyenneté*) versus staatsbürgerliche Beteiligung (*participation citoyenne*)?

Sieht man sich die Dokumente zur Struktur der Räte wie beispielsweise ihre Satzungen näher an, wird deutlich, dass sich diese Gremien auf zwei Pfeiler stützen, die auf den ersten Blick gegensätzlich wirken können: einerseits die politische Bildung und andererseits die Beteiligung von Kindern und Jugendlichen an öffentlichen Entscheidungen. Der erste Pfeiler ist Teil des Willens, für die politische Bildung der Staatsbürger:innen in spe zu sorgen, während der zweite eher auf der Vorstellung beruht, dass die Kinder oder Jugendlichen schon bereit sind zu handeln, also bereits *citoyens* („Staatsbürger:innen“) sind. Daher spricht man oft von der *école de la citoyenneté active* („Schule der aktiven Staatsbürgerschaft“), in der man ergänzend zur Schule „staatsbürgerliche Fähigkeiten“ erlernt, wie etwa diskutieren, die Werte der Republik übernehmen oder aber die Funktionsweise der Institutionen verstehen. Konkret nimmt dieses staatsbürgerliche Engagement durch Projekte Gestalt an, die durch die Kinder und Jugendlichen nach Zustimmung der Abgeordneten umgesetzt werden. Beim zweiten Pfeiler werden die Abgeordneten aufgefordert, die Kinder und Jugendlichen an ihren eigenen Projekten, an der öffentlichen Politik zu beteiligen. Hier werden sie als gleichberechtigte Staatsbürger:innen betrachtet; ihre Meinung ist wertvoll und kann für die Abgeordneten hilfreich sein. Wie könnte

3 Eine kommunale oder territoriale Gebietskörperschaft ist eine vom Staat zu unterscheidende öffentliche Einrichtung. Jede Gebietskörperschaft verfügt über eine Exekutive und eine beschlussfassende Versammlung, die nach dem Grundsatz der allgemeinen Wahl gewählt wird.

man die mentale Gesundheit von Jugendlichen verbessern, ohne mit ihnen bei dem Thema zusammenzuarbeiten? Dies ist ein Beispiel für den Ansatz „mit ihnen gemeinsam“ anstatt „an ihrer Stelle“. Der scheinbare Widerspruch zwischen diesen Zielen löst sich auf, wenn man davon ausgeht, dass die Kinder oder Jugendlichen durch die Partizipation erfahren, was ihre Staatsbürgerschaft bedeutet. Anders ausgedrückt: Die beiden Pfeiler sind kein Widerspruch: Setzt man sich zu wenig für Partizipation ein, birgt dies das Risiko, die Wirkung einer Staatsbürgerschaft zu verringern, die sich gerade erst entfaltet. Das Recht auf Beteiligung ist eng verknüpft mit dem Recht auf politische Bildung – sie bedingen sich gegenseitig. So wie der Europarat in der Präambel seiner Charta⁴ daran erinnert, dass „die aktive Mitwirkung der Jugend an Entscheidungen und am Handeln auf kommunaler und regionaler Ebene [...] unerlässlich [ist], wenn wir mehr Demokratie, Solidarität und Wohlstand in der Gesellschaft erreichen wollen. Mitwirkung am demokratischen Leben einer jeden Gemeinschaft heißt nicht nur wählen oder sich zur Wahl stellen, auch wenn dies natürlich wichtig ist.“

Schon jetzt Staatsbürgerinnen und Staatsbürger

Die jungen Ratsmitglieder sind ehrenamtlich engagierte junge Menschen im Alter von 7 bis 30 Jahren. Sie stammen aus ganz Frankreich, vom Festland bis zu den Überseegebieten⁵. Sie sind entweder gewählt oder Freiwillige⁶ und neh-

4 <https://rm.coe.int/CoERMPublicCommonSearchServices/DisplayDCTMContent?documentId=0900000168071b573>

5 Die Französische Republik umfasst 12 Überseegebiete: Guadeloupe, Französisch-Guyana, Martinique, Réunion, Mayotte, Saint-Barthélemy, Saint-Martin, St. Pierre und Miquelon, Wallis und Futuna, Französisch-Polynesien, Neukaledonien und die Französischen Süd- und Antarktisgebiete.

6 Man kann sich in einem Rat durch Wahl unter Gleichaltrigen oder über einen Aufruf für Freiwillige engagieren. Ist die Zahl der Freiwilligen zu hoch, entscheidet üblicherweise das Los.

men am Rat entweder für einen festen Zeitraum (Mandat) oder aber ohne zeitliche Festlegung teil. Sie erarbeiten Projekte für alle Einwohner:innen und bringen ihre Ideen zu den Projekten der Abgeordneten ein. Sie leben ihre Staatsbürgerschaft nach ihrem Vorbild: nützlich. Sie sind vollwertige Staatsbürger:innen, die für starke Werte wie Solidarität, Respekt, Kampf gegen alle Formen der Diskriminierung oder den Erhalt des Planeten eintreten, gleichzeitig aber wollen, dass ihr Engagement zu Veränderung führt. Kein Blabla, Konkretes, keine Zeit zu warten. Sie erleben ein außergewöhnliches kollektives Abenteuer, wenn die Bedingungen für eine echte Beteiligung gegeben sind. Auf diese Weise entwickeln sie Kompetenzen, die andere Jugendliche im gleichen Alter nicht erwerben können: Projektmanagement, Teamarbeit, Sprechen vor Publikum etc.

Die Rolle der Erwachsenen

Ohne überzeugte und engagierte Erwachsene ist die Partizipation der Kinder und Jugendlichen eine Illusion. Grundlage für die Beteiligung ist in der Tat die aufrichtige Überzeugung, dass die Kinder und Jugendlichen gehört werden müssen und dass ihre Ideen zu Verbesserung und Veränderung führen. Ist diese Überzeugung vorhanden, muss man sich engagieren, um diese Beteiligung zur Realität werden zu lassen. An Kinder und Jugendlichen angepasste Räume gestalten, professionelle Kräfte für Partizipation ausbilden, Mittel bereitstellen und einen Platz für Kinder und Jugendliche im Entscheidungsprozess festlegen – all dies erfordert ein starkes Engagement. In diesen Räten haben die Entscheidungsträger:innen und die Profis – in ihrem jeweiligen Zuständigkeitsbereich – die Verantwortung, das Recht auf Beteiligung mit Leben zu füllen. Allerlei organisatorische Maßnahmen sind zu ergreifen, denn es reicht nicht, eine Gruppe Kinder oder Jugendliche zu versammeln, damit eine wirksame Partizipation stattfindet.

Dabei darf nicht vergessen werden, dass es gerade für die Abgeordneten eine Pflicht ist, die Meinung der Kinder und Jugendlichen zu berücksichtigen. Schließlich müssen sie als Abgeordnete Rechenschaft ablegen über die Entscheidungen, die sie treffen.

Die wichtigsten Entwicklungen

Mit dem ersten Kindergemeinderat von Schiltigheim im Jahr 1979 nahm die Partizipation der Kinder auf kommunaler Ebene Gestalt an. In den Medien wurde intensiv über das Projekt berichtet und so diente dieser Rat auch anderen kommunalen Gebietskörperschaften als Vorbild, die sich ihrerseits auf das Abenteuer Partizipation einließen. Seither entstanden Räte auf allen Ebenen der Gebietskörperschaften (Regionen, Departements, Gemeindeverbände, Gemeinden) und für alle Altersgruppen, von Kindern bis zu Jugendlichen und jungen Erwachsenen (im Alter von 7-30 Jahren). Manche Gebietskörperschaften verfügen über mehrere Räte, um den verschiedenen Altersgruppen gerecht zu werden. Die Funktionsweise variiert von einem Rat zum anderen, auch ihre Bezeichnungen sind unterschiedlich (*conseil* („Rat“), *comité* („Ausschuss“), *assemblée* („Versammlung“) etc.). So konnten sich die Kinder- und Jugendräte seit den Achtzigerjahren weiterentwickeln und nehmen inzwischen einen festen Platz im institutionellen Gefüge Frankreichs ein. Dabei ist zunächst festzustellen, dass durch die Ausweitung auf ältere Altersgruppen mehr Flexibilität hinsichtlich der Funktionsweise der Räte erforderlich wurde. So wurden beispielsweise die Wahlen zugunsten eines freiwilligen Engagements aufgegeben und eine besser an die älteren Jugendlichen angepasste Mandatsdauer eingeführt. Hinsichtlich der durchgeführten Maßnahmen gibt es keine Beschränkungen und sie betreffen ausnahmslos alle Bereiche. Die Entwicklung geht ferner dahin, den Platz von Kindern und Jugendlichen im kommunalen Entscheidungsprozess

zu stärken. Anders gesagt, Kinder und Jugendliche werden immer stärker in die Gestaltung der öffentlichen Politik eingebunden. Manche Räte werden von der Leitung der Exekutive⁷ zu einzelnen Projekten als konsultatives Gremium direkt befasst, während manche jungen Ratsmitglieder unmittelbar an der Arbeit der Abgeordneten mitwirken. Dieser Trend, Kinder und Jugendliche immer stärker über ihre eigenen Projekte hinaus zu beteiligen, führt auch zu anderen Formen der Partizipation, oft eher punktueller Art, wie Jugendkonferenzen oder partizipative Budgets.

Und auf nationaler Ebene?

Zwar hat sich die Partizipation von Kindern und Jugendlichen auf kommunaler Ebene etabliert, auf nationaler Ebene steckt sie jedoch noch in den Anfängen. Man muss in den Zeitraum 1998-2002 zurückgehen, in dem dank der Initiative der damaligen Ministerin für Jugend, Marie-Georges Buffet, Ideen auf diesem Gebiet ausprobiert wurden. Damals wurden Jugendräte für Jugendliche im Alter von 16 bis 26 Jahren auf Departements-Ebene mit einer Vertretung auf nationaler Ebene, dem *Conseil national de la jeunesse* („Nationaler Jugendrat“), eingeführt. Die Ministerin wollte einen regelmäßigen Dialog mit den Jugendlichen führen und erwartete von ihnen Stellungnahmen und Vorschläge. Nach dem Regierungswechsel 2002 wurde das Experiment nicht weitergeführt. 2012 wurde ein neues Gremium, das *Forum français de la jeunesse* („Französisches Jugendforum“) ins Leben gerufen, in dem Jugendorganisationen aus vier Bereichen (Gymnasium, Universität, Parteien, Vereine) zusammengeschlossen sind. Es handelt sich um eine vom Staat unabhängige Versammlung, deren Ziel es ist, die Vertretung der Jugendlichen durch den Zusammenschluss ihrer Orga-

7 In einer Gemeinde leitet der Bürgermeister die Exekutive, während in den Räten auf regionaler, departementaler und interkommunaler Ebene die Präsident:innen die Exekutive leiten.

nisationen zu stärken. Allerdings ist das Forum daher auch kein vorrangiger Ansprechpartner des Staates, wie es ein repräsentativer nationaler Rat der Jugendlichen wäre.

Obwohl es keine Jugendversammlung auf nationaler Ebene gibt, werden seit etwa zehn Jahren sehr interessante Gremien ins Leben gerufen und erprobt. Der *Haut Conseil de la famille, de l'enfance et de l'âge* („Hoher Rat der Familie, der Kindheit und des Alters“), der ein beratendes Gremium des Premierministers ist, umfasst ein *collège enfance*⁸ („Kinderat“), in dem ein Dutzend Kinder gleichberechtigt mit den hochrangigen Mitgliedern des *Haut Conseil* beteiligt sind. Dieser „Rat“ nimmt vollumfänglich an der Arbeit des Gremiums teil und die Positionen der Kinder werden auf sehr ernsthafte Weise berücksichtigt. Ein anderes beratendes Gremium des Premierministers, der *Conseil d'Orientation des politiques de jeunesse* (Rat zur Orientierung bezüglich der Jugendpolitik) umfasst etwa 20 Jugendliche, die aus den verschiedenen Regionen stammen⁹. Und nicht zuletzt sollen auch die vom Staat ergriffenen partizipativen Maßnahmen nicht unerwähnt bleiben wie beispielsweise der erste Bürgerrat für das Klima von 2019, an dem Minderjährigen im Alter von 16 Jahren gleichberechtigt mit Erwachsenen beteiligt waren.

Diesen Weg weitergehen (Schlussfolgerung)

Der Kindergemeinderat von 1979 hat den Weg gewiesen: hin zu einer Beteiligung der Kinder und Jugendlichen am öffentlichen Leben. Seither findet die Partizipation in vielfältiger Form statt, immer in der Überzeugung, dass Kinder und Jugendliche unabdingbare Partner sind, die es bei den Maßnahmen der öffentlichen Politik zu berücksichtigen gilt. Sie sind bereits Staatsbürger:innen und lernen so,

8 <https://www.hcfea.fr/>

9 <https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000051296524>

ihre Staatsbürgerschaft durch ihr Handeln zu leben und nicht einfach nur die Erwachsenen von morgen zu werden. Es ist Aufgabe der Erwachsenen, ihnen die Möglichkeit zu geben, ihre Staatsbürgerschaft in umfassender Weise zu leben, indem sie ihnen auf Augenhöhe begegnen. Wenn sich diese Form der politischen Bildung darauf beschränkt, „die Staatsbürger:innen von morgen zu bilden“, wird eine falsche Richtung eingeschlagen und man entfernt sich von dem schon früh durch Schiltigheim gewiesenen Weg. Da es an den Erwachsenen ist, ihre Haltung zu verändern, ist es mehr denn je angezeigt, sie zu begleiten, zu schulen und somit zu bilden. Alles ist möglich, wenn die Organisationen ihrerseits ihre Haltung verändern, neue Spielregeln akzeptieren, bei denen alle ihren Platz haben und mitreden dürfen, Kinder, Jugendliche und Erwachsene und *childism*¹⁰ endgültig keinen Platz mehr hat.

¹⁰ Theoretisches Konzept (*childism*), das in den Vereinigten Staaten in den Siebzigerjahren verbreitet war und die systematische Diskriminierung der Kinder und Jugendlichen festschreibt und unsere Fähigkeit, sie als gleichberechtigte Subjekte zu sehen, in Frage stellt.

Cadre de référence européen pour l'éducation citoyenne dans les échanges franco-allemands de jeunes

Georg Pirker

Les échanges franco-allemands de jeunes se déroulent dans différents cadres de référence européens (Conseil de l'Europe, Union européenne/UE). Ainsi, l'éducation citoyenne des jeunes, l'éducation à la démocratie et aux droits de l'homme sont liées à la politique européenne des droits humains. La Convention européenne des droits de l'homme, la (ou les) Stratégie(s) du Conseil de l'Europe pour les droits de l'enfant, entre autres, constituent le cadre juridique de cette démarche. Il existe également des politiques spécifiques de l'UE et du Conseil de l'Europe dans le domaine de la jeunesse et dans tous les secteurs de l'éducation. En conséquence, on trouve différents cadres de conception de la politique de la jeunesse, ainsi que des programmes et des ressources qui contribuent à un langage commun et à des points de référence technique. Il peut être utile d'y faire référence dans le cadre d'un échange franco-allemand de jeunes.

Instruments de conception des politiques

La Charte sur l'éducation à la citoyenneté et aux droits de l'homme est un instrument du Conseil de l'Europe qui fournit des définitions générales de l'éducation à la citoyenneté, de l'éducation aux droits de l'homme ainsi que de différents domaines de l'éducation et du travail destinés à la jeunesse. Il peut aider à décerner les différents champs d'expertise dans les deux pays et à créer des synergies. De la même manière, la feuille de route européenne pour le travail de jeunesse (*European Youth Work Agenda*) du Conseil de l'Europe et de l'UE décrit un cadre stratégique commun pour le développement des différentes catégories du travail de jeunesse et de

l'animation socio-éducative en Europe. Avec le terme *Youth Work*, l'accent a été mis sur une pratique démocratique, participative et émancipatrice. Ces deux documents peuvent permettre de clarifier (conceptuellement) les contextes de travail et les approches respectives des partenaires impliqués dans les échanges.

Avec le Youth Work Portfolio, le Conseil de l'Europe a en outre développé une ressource qui permet de s'accorder sur les différents domaines de ce travail. En outre, elle doit également aider à rendre leurs approches, leurs objectifs, leur ambition pédagogique et leur logique pédagogique applicables au travail de jeunesse et dans les rencontres. Pour systématiser de telles possibilités d'apprentissage et, en même temps, se mettre d'accord dans les partenariats sur les apports pour la démocratie du travail et des échanges de rencontres, il est intéressant de se référer au *Youth Work Portfolio* du Conseil de l'Europe. Cet outil européen aide à comprendre l'apprentissage non formel – en abordant son approche, ses objectifs ainsi que le rôle et la responsabilité de l'équipe d'encadrement – et à en faire bon usage.

Modèles de compétences pour l'éducation citoyenne

Les rencontres de jeunes et de professionnels sont des lieux d'apprentissage – tant dans le secteur scolaire, extrascolaire, professionnel, que dans le travail en milieu ouvert avec des jeunes, dans des groupes de jeunes autogérés, dans les associations de jeunes ou lors de séjours individuels (échanges, volontariats). La participation sert de base au travail de rencontre. Les rencontres ont souvent pour thème : la démocratie, l'éducation citoyenne, la diversité dans la société, la participation ou encore le travail de mémoire. Ils permettent aux jeunes d'explorer les différents questionnements sur la démocratie.

Le cadre de référence des compétences pour une culture de la démocratie (RFCDC) du Conseil de l'Europe est un modèle de compétences européen. Les modèles de compétences qui y sont décrits aident les professionnels et les membres d'une équipe à réfléchir ensemble sur le thème de la démocratie et à mettre en avant leurs propres connaissances techniques et leurs positionnements personnels. De plus, c'est un bon instrument pour planifier des rencontres de jeunes et développer des programmes dans le sens de l'apprentissage de la démocratie et de l'éducation citoyenne. De manière similaire au RFCDC, le modèle de compétences ETS de la Stratégie européenne de formation (UE), développé pour le secteur de la jeunesse, offre une approche systématique pour planifier, concevoir et réfléchir aux rencontres internationales de jeunes. Le modèle ETS se réfère ici aux huit compétences clés de l'apprentissage tout au long de la vie; un accent spécifique est mis sur les situations d'apprentissage interculturelles et la participation des jeunes.

Les deux modèles peuvent être mis à contribution dans tous les domaines éducatifs (éducation formelle, non formelle, activités associatives de jeunesse). Ils offrent des approches et des méthodes pour l'éducation citoyenne dans le contexte franco-allemand. De nombreuses rencontres sont des coopérations entre des organismes scolaires et extrascolaires qui, dans certains cas, ont des prédispositions très différentes sur des sujets comme l'acquisition de compétences ou la notion d'apprentissage et de formation.

Méthodes et ressources

Il existe des manuels de méthodes et des ressources qui font désormais référence dans la pratique des rencontres de jeunes et dans l'éducation citoyenne à l'échelle européenne. Ils offrent une base solide pour le travail de rencontre, afin d'aborder avec les jeunes le sujet de la démocratie et des

droits de l'homme avec une dimension pratique. Il existe une grande variété de thèmes : exclusion, transition numérique, discrimination, travail de mémoire, égalité de genre, inclusion, interculturalité, changement climatique, médias, migration, développement durable, racisme, participation, diversité, etc. Les manuels aident à concevoir des processus d'apprentissage qui s'orientent sur les expériences quotidiennes des jeunes, afin de soutenir un apprentissage de la politique.

L'un des principaux manuels à ce sujet est Repères : Manuel pour l'éducation aux droits de l'homme du Conseil de l'Europe. «Repères» est un guide reconnu à l'échelle européenne pour l'éducation citoyenne et l'éducation aux droits de l'homme. Il existe dans de nombreuses langues.

Les Trainingskits (T-kits) du *Youth Partnership* du Conseil de l'Europe sont des publications méthodologiques destinées aux personnels de formation et d'animation qui travaillent avec des jeunes. Ils ont été rédigés par des équipes spécialisées et expérimentées. Il s'agit de matériels thématiques faciles à utiliser, conçus pour les pratiques d'apprentissage et l'animation avec des groupes de jeunes.

L'outil numérique anglophone Competendo rassemble des ressources pour l'apprentissage par compétences et l'éducation citoyenne. En plus de textes explicatifs et de manuels sur la conception pédagogique, le site propose une multitude de ressources et de méthodes pour l'éducation citoyenne non formelle.

Europäische Bezugsrahmen für politische Bildung im deutsch-französischen Jugendaustausch

Georg Pirker

Deutsch-französischer Jugendaustausch findet auch vor dem Hintergrund verschiedener europäischer Bezugspunkte (des Europarats, der Europäischen Union/EU) statt. So stehen politische Jugendbildung, Demokratie- und Menschenrechtsbildung in einem Bezug zu europäischer Menschenrechtspolitik. Den rechtlichen Rahmen dafür bilden die Europäische Menschenrechtskonvention, die Strategie(n) des Europarats für die Rechte des Kindes und weitere. Auch bestehen spezielle Politiken der EU und des Europarates im Jugendbereich sowie in allen Bildungsbereichen. Entsprechend gibt es jugendpolitische Gestaltungsrahmen, Programme und Ressourcen, die dabei helfen, eine gemeinsame Sprache zu sprechen und fachlich-inhaltliche gemeinsame Bezugspunkte zu schaffen. Einen Bezug hierzu herzustellen, kann für den deutsch-französischen Jugendaustausch durchaus hilfreich sein.

Politische Gestaltungsinstrumente

Die Charta zur Politischen Bildung und Menschenrechtsbildung ist ein Instrument des Europarats, das allgemeine Definitionen politischer Bildung und Menschenrechtsbildung sowie der verschiedenen Bildungs- und Jugendarbeitsfelder liefert. Es kann dabei helfen, sich der verschiedenen Fachfelder in den beiden Ländern zu vergewissern und auf diese Weise Brücken zu bauen. Auf ähnliche Weise beschreibt die Europäische Jugendarbeitsagenda (*European Youth Work Agenda*) des Europarats und der EU einen gemeinsamen strategischen Rahmen für die Entwicklung der verschiedenen Felder von Jugendarbeit und Jugendsozialarbeit

in Europa. Mit dem Begriff *Youth Work* wurde dabei der sprachliche Fokus auf eine demokratische, partizipative und emanzipatorische Praxis gelegt. Beide Dokumente können konzeptionell dazu beitragen, die jeweiligen Arbeitskontexte und Ansätze der in Austauschen beteiligten Partner zu klären.

Mit dem *Youth Work Portfolio* hat der Europarat zudem eine Ressource entwickelt, mit der man sich über die jeweiligen Arbeitsfelder verständigen kann. Darüber hinaus soll sie auch dabei helfen, Ansätze, Ziele, pädagogischen Anspruch und pädagogische Logik der Arbeit mit jungen Menschen für die Jugend- und Begegnungsarbeit umsetzbar zu machen. Um solche Lerngelegenheiten zu systematisieren und sich zugleich in Partnerschaften über die demokratierelevanten Dimensionen von Begegnungsarbeit und -austauschen zu verständigen, bietet es sich an, gemeinsam das *Youth Workers Portfolio* des Europarats heranzuziehen. Dieses europäische Instrument hilft dabei, non-formales Lernen systematisch zu verstehen – hinsichtlich seines Ansatzes, seiner Ziele sowie der Rolle und Verantwortung der Begleitpersonen – und es entsprechend anzuwenden.

Kompetenzmodelle für politische Bildung

Jugend- und Fachkräftebegegnungen sind Lernfelder, egal ob im Bereich der schulischen, außerschulischen, beruflichen Bildung, in der offenen Kinder- und Jugendarbeit, in selbstorganisierten Jugendgruppen, in der Jugendverbandsarbeit oder bei individuellen Aufenthalten (Austausche, Freiwilligendienste). Partizipation ist eine Grundlage von Begegnungsarbeit. Häufig sind Themen von Demokratie, politischer Bildung, gesellschaftlicher Vielfalt, Teilhabe und Erinnerungsarbeit Gegenstand der Begegnungen. Sie bieten jungen Menschen vielfache Gelegenheiten, Demokratie zu lernen.

Der Referenzrahmen zu Kompetenzen für eine demokratische Kultur (RFCDC) des Europarats ist ein europäischer Kompetenzrahmen. Die dort beschriebenen Kompetenzfelder helfen Fachkräften und Teamenden, über Demokratie zu reflektieren und Klarheit über eigenes Fachwissen und persönliche Positionierungen zu erlangen. Zudem ist er ein gutes Instrument, um Jugendbegegnungen zu planen und Programme in Richtung Demokratielernen und politische Bildung zu entwickeln. Ähnlich dem RFCDC bietet das für den Jugendbereich entwickelte ETS Kompetenzmodell der Europäischen Training Strategie (EU) einen systematischen Ansatz, um internationale Jugendbegegnungen zu planen, konzipieren und zu reflektieren. Das ETS Modell bezieht sich dabei auf die acht Schlüsselkompetenzen des Lebenslangen Lernens; ein spezifischer Fokus liegt auf interkulturellen Lernsituationen und der Partizipation junger Menschen.

Beide Modelle sind bereichsübergreifend (formale, non formale Bildung, Jugendverbandsarbeit) einsetzbar. Sie verfügen konkret über Ansätze und Möglichkeiten politischer Bildung im deutsch-französischen Kontext. Viele Begegnungen sind Kooperationen schulischer und außerschulischer Träger, die gegebenenfalls sehr unterschiedliche Dispositionen zu Themen wie Kompetenzerwerb oder zum Lern- Und Bildungsbegriff haben.

Methoden und Ressourcen

Verschiedene Methodenhandbücher und Ressourcen haben sich in der Praxis von Jugendbegegnungsarbeit und politischer Bildung auf europäischer Ebene mittlerweile etabliert. Sie bieten für die Begegnungsarbeit einen guten Fundus, um mit jungen Menschen Fragen von Demokratie und Menschenrechten anwendungsbezogen zu bearbeiten. Dabei gibt es eine große Spannbreite unterschiedlicher Themenbereiche: Ausgrenzung, Digitalisierung, Diskriminie-

rung, Erinnerungsarbeit, Geschlechtergerechtigkeit, Inklusion, Interkulturalität, Klimawandel, Medien, Migration, Nachhaltigkeit, Rassismus, Teilhabe, Vielfalt usw. Die Handbücher helfen dabei, Lernprozesse zu gestalten, die auf den Alltagserfahrungen junger Menschen fußen und politisches Lernen ermöglichen.

Eines der wichtigsten Handbücher hierzu ist der Kompass für Menschenrechtsbildung des Europarats. Der Kompass definiert einen europaweit anerkannten Standard für politische Bildung und Menschenrechtsbildung durch, mit und über Menschenrechte. Es gibt ihn in vielen Sprachen.

Die Trainingskits (T-kits) der EU- Europarat-*Youth Partnership* sind methodische Publikationen für Trainer:innen und Moderator:innen, die mit jungen Menschen arbeiten. Sie wurden von fachlich versierten und erfahrenen Teams verfasst. Es handelt sich um benutzerfreundliche thematische Materialien, die für die Praxis und Moderation von Lernprozessen mit Gruppen junger Menschen konzipiert sind.

Eine Ressourcendatenbank für kompetenzorientiertes Lernen und politische Bildung ist das englischsprachige digitale Tool Competendo. Neben erläuternden Texten und Handbüchern zur pädagogischen Gestaltung von Bildungsprozessen bietet die Website eine Vielzahl von Ressourcen und Methoden zu non-formaler politischer Bildung an.

Politische Bildung / Éducation citoyenne

Deutsch – Französisch
Allemand – Français

5%-Klausel *f* oder **5%-Hürde** *f* règle selon laquelle un parti doit recueillir au moins 5 % des suffrages exprimés pour pouvoir entrer au Bundestag ou au Landtag

A

Abdriften <i>n</i> ins Autoritäre	dérive <i>f</i> autoritaire
Abfallwirtschaft <i>f</i>	gestion <i>f</i> des déchets
Abgeordnete <i>f</i> / Abgeordneter <i>m</i>	députée <i>f</i> / député <i>m</i>
Abkommen <i>n</i> siehe <i>Einigung, Vereinbarung</i> ein Abkommen unterzeichnen internationales Abkommen	accord <i>m</i> signer un accord traité international
Ablauf <i>m</i>	déroulé <i>m</i> , déroulement <i>m</i>
Ablehnung <i>f</i> 1 siehe <i>Zurückweisung</i> 2 siehe <i>Infragestellung</i> , <i>Protest</i> 2	rejet <i>m</i> contestation <i>f</i>
Ableismus <i>m</i>	validisme <i>m</i>
Abschaffung <i>f</i>	abolition <i>f</i>
Abschottung <i>f</i>	repli <i>m</i> sur soi
Absprache <i>f</i>	concertation <i>f</i> [<i>discussion</i>]
offene Abstimmung <i>f</i>	vote <i>m</i> à main levée

abwählen	<i>ne pas voter pour un·e candidat·e afin de l'empêcher de conserver son mandat</i>
von der Norm <i>f</i> abweichen	<i>s'écarter de la norme f, dévier de la norme f</i>
Abweichler <i>m</i> / Abweichlerin <i>f</i>	<i>frondeur m / frondeuse f</i>
AG <i>f</i> siehe <i>Arbeitsgruppe, Arbeitsgemeinschaft, Arbeitskreis</i>	<i>groupe m de travail</i>
Aktivist <i>m</i> / Aktivistin <i>f</i>	<i>militant m / militante f, activiste m/f</i>
Akzeptanz <i>f</i> siehe <i>Annehmbarkeit</i>	<i>acceptabilité f</i>
Akzeptieren <i>n</i> siehe <i>Annahme</i>	<i>acceptation f</i>
Alltagsrelevanz <i>f</i>	<i>pertinence dans le quotidien du public cible</i>
Altersdiskriminierung <i>f</i>	<i>discrimination f liée à l'âge</i>
Ambiguitätstoleranz <i>f</i>	<i>capacité à accepter la complexité</i>
Ampelkoalition <i>f</i>	<i>coalition « feu tricolore », formée par les partis SPD (rouge), FDP (jaune) et Bündnis 90/Die Grünen (vert)</i>
Amt <i>n</i> siehe <i>Amtszeit</i> ein Amt ausüben sein Amt übernehmen	<i>mandat m [durée] exercer des responsabilités prendre ses fonctions</i>
Amtseinführung <i>f</i> [Präsident:in]	<i>investiture f [président·e]</i>

A

Amtsübernahme <i>f</i>	prise <i>f</i> de fonction
Amtszeit <i>f</i> siehe <i>Amt</i> eine zweite Amtszeit anstreben	mandat <i>m</i> [<i>durée</i>] briguer un 2e mandat
Anerkennung <i>f</i>	reconnaissance <i>f</i>
Anfechtung <i>f</i> des Wahlergebnisses	contestation <i>f</i> des résultats de l'élection
Anführer <i>m</i> / Anführerin <i>f</i>	chef <i>m</i> de file / cheffe <i>f</i> de file
Anhänger <i>m</i> / Anhängerin <i>f</i>	partisan <i>m</i> / partisane <i>f</i> [<i>soutien</i>]
Annahme <i>f</i> siehe <i>Akzeptieren</i>	acceptation <i>f</i>
Annehmbarkeit <i>f</i> siehe <i>Akzeptanz</i>	acceptabilité <i>f</i>
Anpassung <i>f</i> an den Klimawandel	adaptation <i>f</i> au changement climatique
anprangern	dénoncer [<i>injustice</i>]
Ansatz <i>m</i> siehe <i>Herangehensweise</i> ganzheitlicher Ansatz	approche <i>f</i> , démarche <i>f</i> approche holistique, approche globale
Anschlag <i>m</i>	attentat <i>m</i> , attaque <i>f</i>
Ansprechpartner <i>m</i> / Ansprechpartnerin <i>f</i> siehe <i>Gesprächspartner</i> / <i>Gesprächspartnerin</i>	interlocuteur <i>m</i> / interlocutrice <i>f</i>

Anspruch <i>m</i>	droit <i>m</i> [accès]
Anspruch an etwas haben	avoir des attentes envers quelque chose
Anspruch auf etwas haben	avoir droit à quelque chose
Anspruch auf Sozialleistungen	droit à des prestations sociales
Anspruchshaltung	<i>attitude de personnes qui pensent que tout leur est dû</i>
einen Prozess <i>m</i> anstoßen	impulser une démarche <i>f</i>
Überlegungen anstoßen	susciter une réflexion
Antidiskriminierungsarbeit <i>f</i>	<i>travail de prévention et de lutte contre les discriminations</i>
antimuslimischer Rassismus <i>m</i> siehe Muslimfeindlichkeit	racisme <i>m</i> anti-musulmans
Antisemitismus <i>m</i> siehe Judenfeindlichkeit	antisémitisme <i>m</i>
Antrittsrede <i>f</i>	discours <i>m</i> d'investiture
Arbeitsgruppe <i>f</i> oder Arbeitsgemeinschaft <i>f</i> oder Arbeitskreis <i>m</i> siehe AG	groupe <i>m</i> de travail
Argumentation <i>f</i>	argumentation <i>f</i> , raisonnement <i>m</i>
Argumentationshilfe	<i>argumentaire et outils de plaidoyer</i>
Armut <i>f</i>	pauvreté <i>f</i>
Artensterben <i>n</i>	extinction <i>f</i> des espèces
Artikel <i>m</i> 16 GG	<i>article de la Constitution allemande relatif au droit d'asile</i>
Atomausstieg <i>m</i>	sortie <i>f</i> du nucléaire

A

Aufarbeitung <i>f</i>	<i>travail d'analyse d'événements passés en vue de les assumer</i>
Aufgabe <i>f</i> siehe <i>Einsatzbereich</i>	<i>mission f</i>
Aufklärung <i>f</i> 1 [<i>Information</i>] 2 [<i>Philosophie</i>] 3 [<i>Sexualität</i>]	<i>explication f, éclaircissement m Lumières fpl éducation f à la sexualité</i>
sich auflehnen	<i>se révolter</i>
Auflösung <i>f</i> [<i>Parlament</i>]	<i>dissolution f</i>
Aufbruch <i>m</i> oder Aufstand <i>m</i>	<i>émeute f</i>
Aufstachelung <i>f</i> zum Hass	<i>incitation f à la haine</i>
Aufstellung <i>f</i> [<i>Kandidat:in</i>]	<i>investiture f [candidat·e] mandat m [mission] mission définie par la loi</i>
Auftrag <i>m</i> gesetzlicher Auftrag	<i>sur un pied m d'égalité</i>
auf Augenhöhe <i>f</i>	<i>exploiter [abus]</i>
ausbeuten	<i>formateur m / formatrice f</i>
Ausbilder <i>m</i> / Ausbilderin <i>f</i> siehe <i>Fortbildner</i> , <i>Fortbildnerin</i>	<i>formation f [initiale]</i>
Ausbildung <i>f</i>	<i>débat m différend m</i>
Auseinandersetzung <i>f</i> 1 [<i>Diskussion</i>] 2 [<i>Konflikt</i>]	<i>exclure</i>
ausgrenzen siehe <i>ausschließen</i>	<i>marginalisation f</i>
Ausgrenzung <i>f</i>	<i>saper les fondements mpl de la démocratie</i>
die Demokratie <i>f</i> aushöhlen	

Ausländerfeindlichkeit <i>f</i> <i>siehe Fremdenfeindlichkeit, Fremdenhass</i>	xénophobie <i>f</i>
Auslosung <i>f</i>	tirage <i>m</i> au sort
Ausnahmezustand <i>m</i> <i>siehe</i> <i>Notstand</i>	état <i>m</i> d'urgence
Ausnutzung <i>f</i> für politische Zwecke <i>siehe politische Instrumentalisierung</i>	recupération <i>f</i> politique
Ausrutscher <i>m</i> <i>siehe</i> <i>Entgleisung</i>	dérapage <i>m</i> [verbal]
ausschließen <i>siehe</i> <i>ausgrenzen</i>	exclure
Ausschreibung <i>f</i> 1 [Teilnehmende] 2 <i>siehe</i> <i>Projektausschreibung</i>	appel <i>m</i> à candidatures appel <i>m</i> à projets
Ausschuss <i>m</i>	commission <i>f</i>
Aussöhnung <i>f</i> <i>siehe</i> <i>Versöhnung</i>	réconciliation <i>f</i>
Ausstrahlung <i>f</i> <i>oder</i> Charisma <i>n</i>	charisme <i>m</i>
außerschulisch	extrascolaire
Austausch <i>m</i>	échange <i>m</i>
Auswertung <i>f</i> <i>siehe Bilanz</i>	bilan <i>m</i>
Auszählung <i>f</i> <i>siehe</i> <i>Stimmenauszählung</i>	dépouillement <i>m</i>
Awareness <i>f</i>	cadre mis en place pour prévenir et lutter contre toute forme de violence et de discrimination au sein d'un groupe

B

BAMF <i>n</i> siehe Bundesamt für Migration und Flüchtlinge	Office <i>m</i> fédéral de la migration et des personnes réfugiées
Banner <i>n</i> siehe Transparent	banderole <i>f</i>
barrierearm	<i>qui offre un bon niveau d'accessibilité</i>
barrierefrei	accessible [<i>handicap</i>]
basisdemokratisch	<i>fondé sur les principes de la démocratie directe</i>
Beamter <i>m</i> / Beamtin <i>f</i>	fonctionnaire <i>m/f</i>
beeinflussen	influencer
Beeinträchtigung <i>f</i>	<i>difficulté, trouble ou handicap</i>
Befreiung <i>f</i>	libération <i>f</i>
etwas befürworten	être favorable à quelque chose <i>f</i>
Begriff <i>m</i> oder Begrifflichkeit <i>f</i>	terme <i>m</i> , notion <i>f</i>
begründen siehe rechtfertigen	motiver [<i>justifier</i>]
Behinderung <i>f</i> Mensch mit Behinderung	handicap <i>m</i> personne en situation de handicap
Behörde <i>f</i>	autorité <i>f</i> [<i>pouvoirs publics</i>]
Beirat <i>m</i>	conseil <i>m</i> consultatif
Beitritt <i>m</i>	adhésion <i>f</i> [<i>organisation</i>]
Bekämpfung <i>f</i> siehe Kampf	lutte <i>f</i>
Bekennntnis <i>n</i> zu einer Sache	<i>fait de revendiquer son attachement à une cause ou à des valeurs</i>

Beleidigung <i>f</i> siehe <i>Beschimpfung</i>	injure <i>f</i> , insulte <i>f</i>
beliebt	populaire [<i>apprécié</i>]
Benachteiligung <i>f</i> benachteiligende Strukturen	<i>fait d'être défavorisé</i> <i>structures et contextes qui</i> <i>créent ou entretiennent</i> <i>les inégalités</i>
Beratung <i>f</i> 1 [<i>Besprechung</i>] 2 [<i>Hilfe</i>]	délibération <i>f</i> [<i>discussion</i>] conseil et orientation
Berichterstatter <i>m</i> / Berichterstatterin <i>f</i>	rapporteur <i>m</i> / rapporteure <i>f</i>
Besatzung <i>f</i>	occupation <i>f</i> [<i>pays</i>]
Beschimpfung <i>f</i> siehe <i>Beleidigung</i>	injure <i>f</i> , insulte <i>f</i>
Beschluss <i>m</i>	délibération <i>f</i> [<i>décision</i>]
Besetzung <i>f</i> etwas besprechbar machen	occupation <i>f</i> [<i>bâtiment</i>] <i>créer les conditions pour</i> <i>aborder un sujet</i>
Betroffenenperspektive <i>f</i>	point <i>m</i> de vue des personnes concernées
Beutelsbacher Konsens <i>m</i>	<i>Consensus de Beutelsbach,</i> <i>texte établissant des</i> <i>principes pour l'éducation</i> <i>citoyenne en Allemagne</i>
Bewegung <i>f</i>	mouvement <i>m</i>
bewusst machen	conscientiser
Bewusstsein <i>n</i> Bewusstseinsbildung	conscience <i>f</i> [<i>politique</i>] prise de conscience
Bias <i>m</i> siehe <i>kognitive</i> <i>Verzerrung</i>	biais <i>m</i> cognitif
Bilanz <i>f</i> siehe <i>Auswertung</i>	bilan <i>m</i>

B

politische Bildnerin <i>f</i> / politischer Bildner <i>m</i>	<i>formatrice / formateur spécialisé-e en éducation citoyenne</i>
Bildung <i>f</i> Bildung für nachhaltige Entwicklung <i>siehe BnE</i>	<i>éducation f [formation] éducation au développement durable, EDD</i>
Bildungsangebot <i>n</i>	<i>ensemble des activités éducatives proposées</i>
Bildungsaufstieg <i>m</i>	<i>accès à un niveau de qualification supérieur à celui des générations précédentes</i>
Bildungseinrichtung <i>f</i>	<i>institution éducative et/ou culturelle</i>
Bildungsstätte <i>f</i>	<i>centre dédié à diverses activités dans l'éducation non formelle</i>
Bildungssystem <i>n</i>	<i>système m éducatif</i>
Bildungsträger <i>m</i>	<i>organisme responsable de projets ou de structures dans le champ de l'éducation</i>
BIPoC <i>pl</i> ou Black, Indigenous and People of Color <i>pl</i>	<i>personnes fpl autochtones, noires et de couleur</i>
Blase <i>f</i> <i>siehe Bubble</i>	<i>bulle f</i>
Bloßstellung <i>f</i> <i>siehe Kompromittierung</i>	<i>compromission f</i>
BnE <i>f</i> <i>siehe Bildung für nachhaltige Entwicklung</i>	<i>éducation f au développement durable, EDD f</i>

Böswilligkeit <i>f siehe Unaufrichtigkeit</i>	mauvaise foi <i>f</i>
Boykottaufruf <i>m</i>	appel <i>m</i> au boycott
BpB <i>f siehe Bundeszentrale für politische Bildung</i>	organisme public ayant une mission d'information et d'éducation citoyenne au niveau fédéral
Brandmauer <i>f</i>	cordon <i>m</i> sanitaire
BRD <i>f</i>	RFA, nom désignant la République fédérale d'Allemagne entre 1949 et 1990
Briefgeheimnis <i>n</i>	secret <i>m</i> de la correspondance
Briefwahl <i>f</i> Briefwahlunterlagen <i>siehe Wahlunterlagen</i>	vote <i>m</i> par correspondance bulletins de vote et enveloppes fournis pour le vote par correspondance
Bubble <i>f siehe Blase</i>	bulle <i>f</i>
Bund <i>m</i>	État fédéral, gouvernement fédéral
Bundesamt <i>n</i> für Migration und Flüchtlinge <i>siehe BAMF</i>	Office <i>m</i> fédéral de la migration et des personnes réfugiées
Bundeskanzler <i>m / Bundeskanzlerin</i> <i>f</i>	Chancelier <i>m</i> allemand / Chancelière <i>f</i> allemande
Bundesland <i>n</i> alte Bundesländer neue Bundesländer	État fédéré, l'un des 16 Länder allemands les Länder de l'ex-RFA les Länder de l'ex-RDA
Bundespräsident <i>m / Bundespräsidentin</i> <i>f</i>	Président·e de la République fédérale d'Allemagne

B

Bundesrat <i>m</i>	<i>assemblée représentant les Länder au niveau fédéral</i>
Bundesregierung <i>f</i>	<i>gouvernement m fédéral</i>
Bundesrepublik <i>f</i> Deutschland	<i>République f fédérale d'Allemagne</i>
Bundestag <i>m</i>	<i>parlement de la République fédérale d'Allemagne</i>
Bundestagswahl <i>f</i>	<i>élections législatives au Bundestag</i>
Bundesverfassungsgericht <i>n</i>	<i>Cour constitutionnelle allemande</i>
Bundesversammlung <i>f</i>	<i>réunion des parlementaires du Bundestag, des membres du Bundesrat et de personnalités de la société civile pour élire le ou la Président·e de la République fédérale d'Allemagne</i>
Bundeswahlleiter <i>m</i> / Bundeswahlleiterin <i>f</i>	<i>président·e de la commission électorale allemande</i>
Bundeswehr <i>f</i>	<i>armée allemande</i>
Bundeszentrale <i>f</i> für politische Bildung <i>siehe BpB</i>	<i>organisme public ayant une mission d'information et d'éducation citoyenne au niveau fédéral</i>
Bürger <i>m</i> / Bürgerin <i>f</i> mündiger Bürger / mündige Bürgerin	<i>citoyen m / citoyenne f citoyen éclairé / citoyenne éclairée</i>
Bürgerbefragung <i>f</i>	<i>concertation f [consultation]</i>

Bürgerbegehren <i>n</i>	<i>demande de référendum émanant d'un collectif citoyen à l'échelle locale</i>
Bürgerbeteiligung <i>f</i>	<i>participation f citoyenne</i>
Bürgerforum <i>n</i>	<i>format de participation citoyenne sur une thématique donnée</i>
Bürgerhaushalt <i>m</i>	<i>budget m participatif</i>
Bürgerinitiative <i>f</i>	<i>mobilisation d'un collectif citoyen</i>
Bürgerkrieg <i>m</i>	<i>guerre f civile</i>
Bürgermeister <i>m /</i>	<i>maire m/f</i>
Bürgermeisterin <i>f</i>	
stellvertretende	<i>maire adjointe, adjointe au maire</i>
Bürgermeisterin	
stellvertretender	<i>maire adjoint, adjoint au maire</i>
Bürgermeister	
Bürgerrat <i>m</i>	<i>format de participation citoyenne</i>
Bürgerrechte <i>npl</i>	<i>droits mpl civiques</i>
Entzug der Bürgerrechte	<i>privation des droits civiques</i>

C

Chancengleichheit <i>f</i>	égalité <i>f</i> des chances
Christopher Street Day <i>m</i> <i>siehe CSD</i>	marche <i>f</i> des fiertés
CO2-Bilanz <i>f</i>	bilan <i>m</i> carbone
Community <i>f siehe</i> <i>Gemeinschaft</i>	communauté <i>f</i> , collectif <i>m</i>
Computergrafik <i>f</i>	infographie <i>f</i>
CSD <i>m siehe Christopher</i> <i>Street Day</i>	marche <i>f</i> des fiertés
Cybermobbing <i>n</i>	cyberharcèlement <i>m</i>

Dachverband <i>m</i>	confédération <i>f</i>
Datenschutz <i>m</i> personenbezogene Daten	protection <i>f</i> des données données à caractère personnel
Datenschutzgrund- verordnung <i>siehe DSGVO</i>	RGPD, règlement général sur la protection des données
DDR <i>f siehe Deutsche Demokratische Republik</i>	RD A <i>f</i> , République <i>f</i> démocratique allemande
Definitionsmacht <i>f siehe Deutungshoheit</i>	pouvoir d'imposer une dénomination ou un récit
Defizitorientierung <i>f</i>	approche pédagogique trop focalisée sur les faiblesses réelles ou supposées
Degrowth <i>n siehe Postwachstum</i>	décroissance <i>f</i>
Dekarbonisierung <i>f</i>	décarbonation <i>f</i>
demokratiefeindlich	antidémocratique, hostile à la démocratie <i>f</i>
Demokratiegefährdung <i>f</i>	mise <i>f</i> en péril de la démocratie
Demokratieverständnis <i>n</i>	conception <i>f</i> de la démocratie
demokratische Mitwirkung <i>f</i>	participation <i>f</i> à la vie démocratique
Demonstration <i>f oder Demo f umg</i>	manifestation <i>f</i> , manif <i>f fam</i>
Demonstrationszug <i>m</i>	cortège <i>m</i> , défilé <i>m</i>
Denkmal <i>n</i> Kriegerdenkmal	monument <i>m</i> monument aux morts
denunzieren <i>siehe verraten</i>	dénoncer [<i>personne</i>]

D

Design <i>n</i> für alle	conception <i>f</i> universelle, design <i>m</i> inclusif
Deutsche Demokratische Republik <i>f</i> siehe DDR	République <i>f</i> démocratique allemande, RDA <i>f</i>
Deutschlandlied <i>n</i>	<i>chant dont la troisième strophe constitue l'hymne national allemand</i>
Deutungshoheit <i>f</i> siehe Definitionsmacht	<i>pouvoir d'imposer une dénomination ou un récit</i>
digital digitale Mündigkeit	numérique majorité numérique
Digitalisierung <i>f</i> 1 [Gesellschaft]	développement <i>m</i> du numérique
2 [Umwandlung]	dématérialisation <i>f</i>
Direktmandat <i>n</i>	<i>mandat obtenu à la majorité dans un scrutin uninominal</i>
Diskurs <i>m</i> Diskursverschiebung	discours <i>m</i> [argumentaire] déplacement du centre de gravité du discours politique
Dominanz <i>f</i> siehe Herrschaft	domination <i>f</i>
Druck <i>m</i> ausüben	faire pression <i>f</i>
DSGVO <i>f</i> siehe Datenschutz- grundverordnung	RGPD <i>m</i> , règlement <i>m</i> général sur la protection des données

Echokammer <i>f</i>	chambre <i>f</i> d'écho
ehrenamtliche Mitarbeiterin <i>f</i> / ehrenamtlicher Mitarbeiter <i>m</i>	bénévole <i>f/m</i>
Einbürgerung <i>f</i>	naturalisation <i>f</i>
einfache Sprache <i>f</i>	langage <i>m</i> clair et simple
Einigung <i>f</i> <i>siehe</i> <i>Abkommen, Vereinbarung</i> eine Einigung erzielen	accord <i>m</i> parvenir à un accord
Einordnung <i>f</i> [<i>Kontext</i>]	contextualisation <i>f</i>
Einsatzbereich <i>m</i> <i>siehe</i> <i>Aufgabe</i>	mission <i>f</i>
Einsatzort <i>m</i>	lieu <i>m</i> de mission
Einsatzstelle <i>f</i>	structure <i>f</i> d'accueil
Einstimmigkeit <i>f</i>	unanimité <i>f</i>
Einvernehmlichkeit <i>f</i> <i>siehe</i> <i>Zustimmung</i>	consentement <i>m</i>
Eisbrecher <i>m</i> <i>siehe</i> <i>Icebreaker</i>	activité <i>f</i> brise-glace
Elefantenrunde <i>f</i>	débat télévisé le soir du vote avec les têtes de liste des partis politiques ayant participé aux élections
emotionale Belastung <i>f</i>	charge <i>f</i> émotionnelle
Empörung <i>f</i> sich empören	indignation <i>f</i> s'indigner
Empowerment <i>n</i> <i>siehe</i> <i>Selbstermächtigung</i>	développement <i>m</i> du pouvoir d'agir
Energiewende <i>f</i>	transition <i>f</i> énergétique

E

Entgleisung *f siehe*
Ausrutscher

Entkolonialisierung *f*

Entmenschlichung *f*

Entscheidungsfindung *f*

Entscheidungssträger *m /*
Entscheidungssträgerin *f*

Entschleunigung *f*

Entwicklung *f*

nachhaltige Entwicklung
Entwicklungszusammen-
arbeit

Erderwärmung *f*

Erfahrungsbericht *m*

Erfahrungshorizont *m*

Erinnerung *f*

Erinnerungsarbeit
Erinnerungskultur
Erinnerungsort *siehe*
Gedenkort
Erinnerungspolitik

Ernennung *f*

erneuerbare Energien *fpl*

erschwinglich

Erstarken *n*

dérapiage *m [verbal]*

décolonisation *f*

déshumanisation *f*

prise *f* de décision

décideur *m /* décideuse *f*

décélération *f*

développement *m*

développement durable
coopération pour le
développement

réchauffement *m* de la
planète

retour *m* d'expérience

ensemble des expériences
vécues

mémoire *f*, souvenir *m*

travail de mémoire
pratiques mémorielles
lieu de mémoire

politique mémorielle

nomination *f*

énergies *fpl* renouvelables

accessible [*abordable*]

montée *f*, progression *f*

Erststimme <i>f</i>	<i>voix nominative, une des deux voix dont dispose chaque titulaire d'une carte électorale pour élire un·e candidat·e de sa circonscription</i>
Erstwähler <i>m /</i> Erstwählerin <i>f</i>	primoélecteur <i>m /</i> primoélectrice <i>f</i>
Erwartungen <i>fpl</i>	attentes <i>fpl</i>
Erziehung <i>f</i>	éducation <i>f</i> [socialisation]
EU <i>f</i> siehe Europäische Union	UE <i>f</i> , Union <i>f</i> européenne
EU-Kommission <i>f</i>	Commission <i>f</i> européenne
Europäische Menschenrechtskonvention <i>f</i>	Convention <i>f</i> européenne des droits de l'Homme
Europäische Union <i>f</i> siehe EU	Union <i>f</i> européenne, UE <i>f</i>
Europäischer Gerichtshof <i>m</i> für Menschenrechte	Cour <i>f</i> européenne des droits de l'Homme
Europäischer Rat <i>m</i>	Conseil <i>m</i> de l'Union européenne
Europaparlament <i>n</i>	Parlement <i>m</i> européen
Europarat <i>m</i>	Conseil <i>m</i> de l'Europe
Europawahl <i>f</i>	élections <i>fpl</i> européennes
Exekutive <i>f</i>	pouvoir <i>m</i> exécutif

F

Fach <i>n</i> oder Fachrichtung <i>f</i>	discipline <i>f</i> , matière <i>f</i>
Fachstelle <i>f</i>	service <i>m</i> spécialisé
Fachtagung <i>f</i>	réunion <i>f</i> d'experts
Fahne <i>f</i> siehe <i>Flagge</i>	drapeau <i>m</i>
Fairness <i>f</i>	équité <i>f</i>
Fake News <i>pl</i> oder Falschmeldung <i>f</i>	fausse information <i>f</i> , fausse nouvelle <i>f</i> , fake news <i>f</i>
falsch liegen siehe <i>Unrecht haben</i>	avoir tort <i>m</i>
Fanprojekt <i>n</i>	action de prévention de la violence dans les stades de football
Feindbild <i>n</i>	perception d'autrui comme un ennemi
Feindlichkeit <i>f</i> oder Feindseligkeit <i>f</i>	hostilité <i>f</i>
Flagge <i>f</i> siehe <i>Fahne</i>	drapeau <i>m</i>
FLINTA* <i>fpl</i>	acronyme regroupant les femmes cisgenres, les lesbiennes ainsi que les personnes intersexes, non- binaires, transgenres et agenres
Flüchtling <i>m</i> siehe <i>Geflüchteter</i>	réfugié <i>m</i>
Flucht <i>f</i> und Vertreibung <i>f</i>	expulsion forcée de près de quinze millions d'Allemands d'Europe centrale et orientale entre 1944 et 1950
Fluchtursachen <i>fpl</i>	causes <i>fpl</i> de l'exil
Flugblatt <i>n</i>	tract <i>m</i>

Flügel <i>m</i>	aille <i>f</i>
Förderantrag <i>m</i>	demande <i>f</i> de subvention
Fördermittel <i>npl</i>	subventions <i>fpl</i>
Forderung <i>f</i>	revendication <i>f</i>
Förderung <i>f</i>	
1 [ideell]	soutien <i>m</i> , appui <i>m</i>
2 [finanziell]	subvention <i>f</i>
Forschung <i>f</i>	recherche <i>f</i>
Fortbildung <i>f</i>	formation <i>f</i> [continue]
Fortschritt <i>m</i>	progrès <i>m</i>
fortschrittlich <i>siehe</i> <i>progressiv</i>	progressiste
Fragebogen <i>m</i>	questionnaire <i>m</i>
Fraktion <i>f</i>	groupe <i>m</i> parlementaire
Framing <i>f siehe Rahmung</i>	contextualisation d'un récit avec une intention donnée
Frauenfeindlichkeit <i>f</i>	misogynie <i>f</i>
Frauenrechte <i>npl</i>	droits <i>mpl</i> des femmes
freie Mitarbeiterin f / freier Mitarbeiter <i>m</i>	vacataire ou prestataire indépendant·e
Freiheit <i>f</i>	liberté <i>f</i>
freiheitlich-demokratische Grundordnung <i>f</i>	dispositions constitutionnelles garantissant l'exercice des libertés et des droits fondamentaux
freiheitsfeindlich <i>oder</i> freiheitsberaubend	liberticide
Freiwillige f / Freiwilliger <i>m</i>	volontaire <i>f</i> / volontaire <i>m</i>

F

Fremdbezeichnung <i>f</i>	dénomination d'un individu ou d'un groupe social non choisie par la ou les personnes concernées
Fremdbild <i>n</i> siehe <i>Fremdwahrnehmung</i>	perception d'un individu ou d'un groupe par autrui
Fremdenfeindlichkeit <i>f</i> oder Fremdenhass <i>m</i> siehe <i>Ausländerfeindlichkeit</i>	xénophobie <i>f</i>
Fremdwahrnehmung <i>f</i> siehe <i>Fremdbild</i>	perception d'un individu ou d'un groupe par autrui
Frieden <i>m</i>	paix <i>f</i>
Friedenserziehung <i>f</i>	éducation <i>f</i> à la paix
Friedensforschung <i>f</i>	champ des sciences sociales relatif à l'étude des conflits et des conditions d'une paix durable
friedlich oder friedfertig friedliche Revolution	pacifique révolution pacifique qui a mené à la chute du mur de Berlin
Fundamentalismus <i>m</i>	intégrisme <i>m</i>

jemandes gedenken	rendre hommage <i>m</i> à quelqu'un
Gedenken <i>n</i> stilles Gedenken	commémoration <i>f</i> recueillement
Gedenkfeier <i>f</i> siehe <i>Gedenkveranstaltung</i>	cérémonie <i>f</i> commémorative
Gedenkort <i>m</i> siehe <i>Erinnerungsort</i>	lieu <i>m</i> de mémoire
Gedenkstätte <i>f</i>	mémorial <i>m</i>
Gedenktafel <i>f</i>	plaque <i>f</i> commémorative
Gedenktag <i>m</i>	journée <i>f</i> commémorative
Gedenkveranstaltung <i>f</i> siehe <i>Gedenkfeier</i>	cérémonie <i>f</i> commémorative
Geflüchtete <i>f</i>	réfugiée <i>f</i>
Geflüchteter <i>m</i> siehe <i>Flüchtling</i>	réfugié <i>m</i>
Gegner <i>m</i> / Gegnerin <i>f</i>	adversaire <i>m/f</i>
geheime Wahl <i>f</i>	vote <i>m</i> à bulletin secret
Geldbuße <i>f</i>	amende <i>f</i>
Gemeinderat <i>m</i> siehe <i>Stadtrat</i>	conseil <i>m</i> municipal
Gemeindeverband <i>m</i>	communauté <i>f</i> de communes
gemeinnützig Organisation <i>f</i> siehe <i>Non- profit-Organisation, NPO</i>	organisation <i>f</i> à but non- lucratif
Gemeinnützigkeit <i>f</i> siehe <i>Gemeinwohl</i>	intérêt <i>m</i> général, utilité <i>f</i> publique
Gemeinschaft <i>f</i> siehe <i>Community</i>	communauté <i>f</i> , collectif <i>m</i>

G

Gemeinwesen <i>n</i>	vie <i>f</i> de la cité, chose <i>f</i> publique
Gemeinwohl <i>n</i> <i>siehe</i> <i>Gemeinnützigkeit</i> Gemeinwohl-Ökonomie	intérêt <i>m</i> général, utilité <i>f</i> publique économie du bien commun
Gender <i>n</i> <i>siehe</i> <i>Geschlechtsidentität</i> Genderdiskriminierung gendern	genre <i>m</i> discrimination liée au genre <i>pratiquer l'écriture et le langage inclusifs</i>
Genehmigung <i>f</i> <i>siehe</i> <i>Zulassung</i>	agrément <i>m</i>
generationenübergreifend	intergénérationnel
Genossenschaft <i>f</i>	coopérative <i>f</i>
Genügsamkeit <i>f</i> <i>siehe</i> <i>Minimalismus</i>	sobriété <i>f</i>
Gerechtigkeit <i>f</i>	justice <i>f</i> [valeur]
Gesamtdeutschland <i>n</i>	<i>l'Allemagne dans sa totalité depuis 1990</i>
Geschichtsfälschung <i>f</i> <i>oder</i> Geschichtsklitterung <i>f</i>	falsification <i>f</i> de l'histoire
Geschichtsleugnung <i>f</i>	négationnisme <i>m</i>
Geschichtspolitik <i>f</i>	<i>usage de l'histoire à des fins politiques</i>
Geschichtsschreibung <i>f</i>	historiographie <i>f</i>
Geschlecht <i>n</i>	sexe <i>m</i>
geschlechtergerechte Sprache <i>f</i>	langage <i>m</i> inclusif
Geschlechterparität <i>f</i>	parité <i>f</i>

Geschlechtsidentität <i>f siehe Gender</i>	genre <i>m</i>
geschützter Raum <i>m siehe Safe Space</i>	safe space <i>m</i>
gesellschaftlich	sociétal
gesellschaftliche Eingliederung <i>f</i>	insertion <i>f</i> sociale
gesellschaftlicher Zusammenhalt <i>m</i>	cohésion <i>f</i> sociale
Gesetz <i>n</i> ein Gesetz verabschieden	loi <i>f</i> adopter une loi
Gesetzbuch <i>n</i>	code <i>m</i>
gesichert rechtsextrem	<i>classement d'une organisation ou d'un parti comme étant « extrémiste de droite » par le renseignement intérieur allemand</i>
Gesprächspartner <i>m / Gesprächspartnerin</i> <i>f</i> <i>siehe Ansprechpartner, Ansprechpartnerin</i>	interlocuteur <i>m /</i> interlocutrice <i>f</i>
gestalten	<i>concevoir ou réaliser</i>
Gewalt <i>f</i> Gewalt gegen Frauen Gewalt in der Ehe Gewalt in der Familie <i>oder</i> häusliche Gewalt sexualisierte Gewalt vierte Gewalt	violence <i>f</i> violences faites aux femmes violences conjugales violences intrafamiliales, violences domestiques violences sexistes quatrième pouvoir
Gewaltenteilung <i>f</i>	séparation <i>f</i> des pouvoirs

G

gewaltfreie Kommunikation <i>f siehe GFK</i>	communication <i>f</i> non violente, CNV <i>f</i>
Gewaltfreiheit <i>f</i>	non-violence <i>f</i>
Gewaltmonopol <i>n</i> des Staates	monopole <i>m</i> de la violence légitime
Gewerkschaft <i>f</i> Gewerkschaftsvertreter Gewerkschaftsvertreterin	syndicat <i>m</i> délégué syndical déléguée syndicale
eine Wahl <i>f</i> gewinnen	remporter une élection <i>f</i>
Gewissen <i>n</i>	conscience <i>f</i> [<i>morale</i>]
Gewissensfreiheit <i>f</i>	liberté <i>f</i> de conscience
GFK <i>f</i> <i>siehe gewaltfreie Kommunikation</i>	CNV <i>f</i> , communication <i>f</i> non violente
gläserne Decke <i>f</i>	plafond <i>m</i> de verre
Glaube <i>m</i>	croyance <i>f</i>
Gleichbehandlung <i>f</i>	traitement <i>m</i> équitable
Gleichberechtigung <i>f</i>	égalité <i>f</i> des droits
Gleichheit <i>f</i>	égalité <i>f</i>
Gleichstellungsbeauftragte <i>f</i> / Gleichstellungsbeauftragter <i>m</i>	<i>référent·e pour l'égalité entre les femmes et les hommes</i>
Global Citizenship Education <i>f</i>	éducation <i>f</i> à la citoyenneté mondiale
Globalisierung <i>f</i>	mondialisation <i>f</i>
GMF <i>f</i> <i>siehe gruppenbezogene Menschenfeindlichkeit</i>	<i>attitude discriminatoire ou violente contre une personne en raison de son appartenance réelle ou supposée à un groupe social, ethnique, religieux, etc.</i>

Graphic Recording <i>n</i>	facilitation <i>f</i> graphique
Grenze <i>f</i>	
1 [Geografie]	frontière <i>f</i>
2 [Psychologie]	limite <i>f</i>
GroKo <i>f</i> oder große Koalition <i>f</i>	<i>alliance des conservateurs et des sociaux-démocrates allemands pour former un gouvernement</i>
Grundfreiheiten <i>fpl</i>	libertés <i>fpl</i> fondamentales
Grundgesetz <i>n</i>	<i>Loi fondamentale ou Constitution allemande</i>
Grundrecht <i>n</i>	droit <i>m</i> fondamental
staatsbürgerliche Grundrechte	libertés publiques
Grundsätze <i>mpl</i> siehe Prinzipien	principes <i>mpl</i>
Gründung <i>f</i>	fondation <i>f</i> , création <i>f</i>
gruppenbezogene Menschenfeindlichkeit <i>f</i> siehe GMF	<i>attitude discriminatoire ou violente contre une personne en raison de son appartenance réelle ou supposée à un groupe social, ethnique, religieux, etc.</i>
Gutmensch <i>m</i>	terme signifiant « bonne personne », utilisé désormais pour critiquer une forme de bien-pensance

H

Haftung <i>f</i>	responsabilité <i>f</i> [<i>juridique</i>]
Haltung <i>f</i>	posture <i>f</i>
handeln	agir
Handlungsfähigkeit <i>f</i>	pouvoir <i>m</i> d'agir
Hass <i>m</i> im Netz	haine <i>f</i> en ligne
Hassrede <i>f</i> oder Hate Speech <i>f</i>	discours <i>m</i> de haine
hauptamtliche Mitarbeiterin <i>f</i> / hauptamtlicher Mitarbeiter <i>m</i>	permanente <i>f</i> / permanent <i>m</i>
Herangehensweise <i>f</i> siehe <i>Ansatz</i>	approche <i>f</i> , démarche <i>f</i>
Herausforderung <i>f</i>	défi <i>m</i>
Herkunft <i>f</i>	origine <i>f</i>
Herrschaft <i>f</i> siehe <i>Dominanz</i>	domination <i>f</i>
Hetze <i>f</i>	<i>incitation à la haine ou à la violence</i>
hinterfragen <i>siehe infrage</i> <i>stellen</i>	remettre en cause <i>f</i> , remettre en question <i>f</i>
Hochhaussiedlung <i>f</i>	cité <i>f</i>
Hochrechnungen <i>fpl</i>	estimations <i>fpl</i>
hochschwierig	difficile d'accès <i>m</i>

Icebreaker <i>m siehe Eisbrecher</i>	activité <i>f</i> brise-glace
Ideenaustausch <i>m</i>	confrontation <i>f</i> des idées
Impuls <i>m</i>	outil permettant de lancer une discussion
indigene Völker <i>npl</i>	peuples <i>mpl</i> autochtones, peuples <i>mpl</i> premiers
Indoktrinierung <i>f</i>	endoctrinement <i>m</i>
Informationsquelle <i>f</i> <i>siehe Quelle</i>	source <i>f</i>
Infragestellung <i>f</i> <i>siehe</i> <i>Protest 2, Ablehnung</i>	contestation <i>f</i>
infrage stellen <i>siehe</i> <i>hinterfragen</i>	remettre en cause <i>f</i> , remettre en question <i>f</i>
politische Instrumentalisierung <i>f</i> <i>siehe</i> <i>Ausnutzung für</i> <i>politische Zwecke</i>	recupération <i>f</i> politique
Interessengruppe <i>f</i>	groupe <i>m</i> de pression
Internationaler Strafgerichtshof <i>m</i>	Cour <i>f</i> pénale internationale, CPI <i>f</i>
Islamfeindlichkeit <i>f</i>	islamophobie <i>f</i>

J

Jahrestag <i>m</i>	anniversaire <i>m</i> , jubilé <i>m</i>
Judenfeindlichkeit <i>f</i> <i>siehe</i> <i>Antisemitismus</i>	antisémitisme <i>m</i>
Judikative <i>f</i>	pouvoir <i>m</i> judiciaire
Jugendangebote <i>npl</i>	activités et projets proposés aux jeunes
aufsuchende Jugendarbeit <i>f</i> <i>siehe</i> <i>Straßensozialarbeit</i> , <i>Streetwork</i>	prévention <i>f</i> spécialisée, travail <i>m</i> de rue
Jugendgemeinderat <i>m</i>	conseil <i>m</i> municipal des jeunes
Jugendliche <i>m/fpl</i> mit erhöhtem Förderbedarf	JAMO <i>m/fpl</i> , jeunes <i>m/fpl</i> ayant moins d'opportunités
Jugendring <i>m</i>	conseil de coordination des fédérations de jeunesse
Jugendverband <i>m</i>	fédération <i>f</i> de jeunesse

Kabinettsitzung <i>f</i>	Conseil <i>m</i> des ministres
Kampf <i>m</i> siehe <i>Bekämpfung</i>	lutte <i>f</i>
Kanzlerkandidat <i>m</i> / Kanzlerkandidatin <i>f</i>	<i>candidat-e à la Chancellerie</i>
Karikatur <i>f</i> siehe <i>Pressezeichnung</i>	dessin <i>m</i> de presse
KI <i>f</i> siehe <i>künstliche Intelligenz</i>	IA <i>f</i> , intelligence <i>f</i> artificielle
Kinderrechte <i>npl</i>	droits <i>mpl</i> de l'enfant
Kinder- und Jugendrat <i>m</i>	Conseil <i>m</i> d'enfants et de jeunes
Kipppunkt <i>m</i>	point <i>m</i> de basculement, point <i>m</i> de non-retour
Klassensprecher <i>m</i> / Klassensprecherin <i>f</i>	délégué <i>m</i> / déléguée <i>f</i> de classe
Klimaangst <i>f</i>	éco-anxiété <i>f</i>
Klimademo <i>f</i> <i>umg</i> <i>siehe Klimastreik</i>	marche <i>f</i> pour le climat
Klimaleugner <i>m</i> / Klimaleugnerin <i>f</i>	climatosceptique <i>m/f</i>
Klimaschuld <i>f</i>	dette <i>f</i> climatique
Klimastreik <i>m</i> <i>siehe</i> <i>Klimademo</i>	marche <i>f</i> pour le climat
Klimawandel <i>m</i>	changement <i>m</i> climatique
Knowhow <i>n</i>	savoir-faire <i>m</i>

K

Koalition <i>f</i>	<i>alliance entre les partis politiques amenés à former un gouvernement</i>
große Koalition <i>siehe</i> <i>GroKo</i>	<i>alliance des conservateurs et des sociaux-démocrates allemands pour former un gouvernement</i>
Koalitionsvertrag	<i>accord programmatique entre les partis qui forment une coalition gouvernementale</i>
kognitive Verzerrung <i>f</i> <i>siehe Bias</i>	<i>biais m cognitif</i>
kollektives Gedächtnis <i>n</i>	<i>mémoire f collective</i>
Kollektivschuld <i>f</i>	<i>culpabilité collective allemande relative aux crimes du nazisme</i>
Kolonialwaren <i>fpl</i>	<i>produits issus des anciennes colonies européennes</i>
Kommunalwahlen <i>fpl</i>	<i>élections fpl municipales</i>
Kommunikationsberater <i>m/</i> Kommunikations-beraterin <i>f</i>	<i>communicant m/ communicante f</i>
Kompetenzerwerb <i>m</i>	<i>acquisition f de compétences</i>
Kompromisslosigkeit <i>f</i> <i>siehe Extremismus</i>	<i>jusqu'au-boutisme m</i>
Kompromittierung <i>f siehe</i> <i>Bloßstellung</i>	<i>compromission f</i>
Konfliktbearbeitung <i>f siehe</i> <i>Konfliktmanagement</i>	<i>gestion f de conflit</i>
Konfliktlösung <i>f</i>	<i>résolution f de conflit</i>

Konfliktmanagement <i>f</i> <i>siehe Konfliktbearbeitung</i>	gestion <i>f</i> de conflit
Konfrontation <i>f</i> <i>siehe</i> <i>Zusammenstoß</i>	affrontement <i>m</i>
Kontroversitätsgebot <i>n</i>	<i>principe selon lequel</i> <i>l'enseignement doit</i> <i>réfléter les controverses</i> <i>scientifiques et politiques</i> <i>(inscrit dans le Consensus</i> <i>de Beutelsbach)</i>
in Kraft <i>f</i> treten	entrer en vigueur <i>f</i>
Kreislaufwirtschaft <i>f</i>	économie <i>f</i> circulaire
Krieg <i>m</i>	guerre <i>f</i>
Kriegsverbrechen <i>n</i>	crime <i>m</i> de guerre
Kritikfähigkeit <i>f</i>	capacité à accepter la critique
kritisches Denken <i>n</i>	esprit <i>m</i> critique
Kulturalisierung <i>f</i>	<i>essentialisation d'une</i> <i>personne réduite à sa</i> <i>culture, réelle ou supposée</i>
kulturelle Aneignung <i>f</i>	appropriation <i>f</i> culturelle
Kundgebung <i>f</i> <i>siehe</i> <i>Wahlkampfveranstaltung</i>	meeting <i>m</i> électoral
künstliche Intelligenz <i>f</i> <i>siehe KI</i>	intelligence <i>f</i> artificielle, IA <i>f</i>
Kürzung <i>f</i>	restriction <i>f</i> budgétaire

L

Lagerdenken <i>n</i>	esprit <i>m</i> partisan
Lagerwahlkampf <i>m</i>	campagne <i>f</i> électorale polarisée
Landesregierung <i>f</i>	gouvernement <i>m</i> d'un Land
Landeszentrale <i>f</i> für politische Bildung <i>siehe</i> <i>LpB</i>	organisme public ayant une mission d'information et d'éducation citoyenne au niveau d'un Land
Land Grabbing <i>n</i> <i>siehe</i> <i>Landraub</i>	accaparement <i>m</i> des terres
ländliches Gebiet <i>n</i>	zone <i>f</i> rurale
Landkreis <i>m</i>	collectivité territoriale également dotée de compétences déléguées par le Land
Landrat <i>m</i> / Landrätin <i>f</i>	directeur ou directrice général-e de l'administration d'un Landkreis
Landraub <i>m</i> <i>siehe</i> <i>Land Grabbing</i>	accaparement <i>m</i> des terres
Landtag <i>m</i> <i>Landtagswahl</i>	parlement d'un Land élections au Landtag
Lastenteilung <i>f</i>	répartition <i>f</i> des efforts
Lebenswelt <i>f</i>	réalité <i>f</i> quotidienne
Legislative <i>f</i>	pouvoir <i>m</i> législatif
Lehre <i>f</i>	apprentissage <i>m</i> [métier]
Lehrer <i>m</i> <i>oder</i> Lehrkraft <i>f</i>	enseignant <i>m</i> , professeur <i>m</i>
Lehrerin <i>f</i> <i>oder</i> Lehrkraft <i>f</i>	enseignante <i>f</i> , professeure <i>f</i>
Lehrplan <i>m</i>	programme <i>m</i> scolaire

leichte Sprache <i>f</i>	FALC <i>m</i> , langage <i>m</i> facile à lire et à comprendre
Leitbild <i>n</i>	<i>présentation des valeurs et finalités d'une association ou d'un collectif</i>
Leitkultur <i>f</i>	culture <i>f</i> dominante
Leitung <i>f</i> siehe Moderation	modération <i>f</i> [animation]
Lern- und Erinnerungsort <i>m</i>	<i>lieu dédié à la transmission de l'histoire et de la mémoire</i>
Lernen <i>n</i> globales Lernen	apprentissage <i>m</i> [éducation] <i>démarche pédagogique qui associe éducation à la citoyenneté mondiale et réflexion sur la mondialisation</i>
Lesbenfeindlichkeit <i>f</i> oder Lesbenhass <i>m</i>	lesbophobie <i>f</i>
Lieferkettengesetz <i>n</i>	<i>loi relative au devoir de vigilance des entreprises envers leurs sous-traitants</i>
politische Linke <i>f</i>	gauche <i>f</i>
linksextrêmes Lager <i>n</i>	extrême gauche <i>f</i>
Lippenbekenntnis <i>n</i>	déclaration de pure forme
LpB <i>f</i> siehe Landeszentrale für politische Bildung	<i>organisme public ayant une mission d'information et d'éducation citoyenne au niveau d'un Land</i>
Lügenpresse <i>f</i>	<i>terme visant à discréditer les médias traditionnels en les traitant de « presse mensongère »</i>

Macht *f*

Machtausübung
Machtmissbrauch
Machtverhältnisse
an die Macht kommen

pouvoir *m*

exercice du pouvoir
abus de pouvoir
rapports de pouvoir
accéder au pouvoir

Mahnmal *n*

*monument commémorant
un événement afin qu'il
ne se reproduise pas*

Männerfeindlichkeit *f*

eine **Maßnahme** *f* ergreifen

misandrie *f*

prendre une mesure *f*

Medienbildung *f* oder
Medienerziehung *f*

éducation *f* aux médias

Mehrheit *f*

Mehrheitsentscheidung
Mehrheitsgesellschaft

majorité *f* [nombre]

décision prise à la majorité
*groupe majoritaire et
dominant au sein d'une
société*

Mehrheitswahl

scrutin majoritaire

eine **Meinung** *f* äußern

exprimer une opinion *f*

Meinungsbildung
Meinungsforschung oder
Meinungsumfrage
Meinungsfreiheit
Meinungsverschiedenheit

fait de se forger un avis
enquête d'opinion

liberté d'expression
divergence

Mensch *m* mit
Migrationshintergrund
oder

personne *f* issue de
l'immigration

Migrationsgeschichte

Menschen *mpl* mit

personnes *fpl* racisées

Rassismuserfahrung

siehe *People of Color*, *PoC*

Menschenrechte *npl*

Allgemeine Erklärung der
Menschenrechte
Menschenrechtsver-
letzung

droits *mpl* de l'Homme,
droits *mpl* humains
Déclaration universelle des
droits de l'Homme
violation des droits
humains

**migrantisch gelesene
Person** *f*

personne perçue comme
migrante ou issue de
l'immigration

Minderheit *f*

minorité *f* [nombre]

Minderjährigkeit *f*

minorité *f* [âge]

Mindmap *f*

carte *f* mentale, carte *f*
heuristique

Minimalismus *m* siehe
Genügsamkeit

sobriété *f*

Ministerium *n* für
Staatssicherheit siehe
Stasi

Ministère de la sécurité
d'État, service de
renseignement et
de surveillance de la
population en RDA

Missachtung *f* siehe
Verletzung

violation *f*

Misstrauen *n*
Misstrauensantrag

défiance *f*
motion de censure

Missverständnis *n*

malentendu *m*

Mitbestimmung *f*

cogestion *f*, codécision *f*

Mitbürger *m* / **Mitbürgerin** *f*

concitoyen *m* / concitoyenne *f*

Mitgestaltung *f*

coconception *f*

Mitglied *n*

membre *m/f*, adhérent *m* /
adhérente *f*
prendre sa carte

Mitglied in einer Partei
werden

M

Mitgliederversammlung <i>f</i>	assemblée <i>f</i> générale, AG <i>f</i> [association]
Mitgliedsbeitrag <i>m</i>	cotisation <i>f</i>
Mitgliedschaft <i>f</i>	
1 [Gesamtheit der Mitglieder]	ensemble des membres
2 [Angehörigkeit]	qualité de membre
Mitläufer <i>m</i> / Mitläuferin <i>f</i>	suiviste <i>m/f</i>
Mitte <i>f</i> der Gesellschaft	partie de la société allemande considérée comme centrale, par opposition à ses composantes sociales et/ou politiques périphériques
politische Mitte <i>f</i>	centre <i>m</i> [politique]
Mittelschicht <i>f</i>	classes <i>fpl</i> moyennes
Mitte-Studie <i>f</i>	étude mesurant l'évolution de la société allemande vis-à-vis des idées d'extrême-droite
Mobbing <i>n</i>	harcèlement <i>m</i> moral
Mobbing in der Schule	harcèlement scolaire
Moderation <i>f</i> siehe Leitung	modération <i>f</i> [animation]
Motto <i>n</i> siehe Wahlspruch	mot <i>m</i> d'ordre
Mündigkeit <i>f</i>	statut d'une personne majeure et en mesure d'exercer pleinement ses responsabilités et ses droits civiques
sexuelle Mündigkeit	majorité sexuelle
Museumspädagogik <i>f</i>	médiation <i>f</i> [mémoire]

Muslimfeindlichkeit *f*
siehe antimuslimischer
Rassismus

racisme *m* anti-musulmans

Musterung *f*

examen effectué pour
vérifier l'aptitude des
jeunes recrues à faire leur
service militaire

N

Nachhaltigkeit <i>f</i>	durabilité <i>f</i>
Nachhaltigkeitsziel <i>siehe</i> SDG	objectif de développement durable, ODD
Nachrichtendienst <i>m</i>	service <i>m</i> de renseignement
Nahostkonflikt <i>m</i>	conflit <i>m</i> au Proche-Orient
Nationalfeiertag <i>m</i>	fête <i>f</i> nationale
Netz <i>n</i> oder Netzwerk <i>n</i>	réseau <i>m</i>
Neutralitätsgebot <i>f</i>	devoir <i>m</i> de neutralité
Neuwahl <i>f</i> <i>siehe</i> <i>vorgezogene Neuwahl</i>	élection <i>f</i> anticipée
NGO <i>f</i> oder Nichtregie- rungsorganisation <i>f</i> <i>siehe</i> NRO	ONG <i>f</i> , organisation <i>f</i> non- gouvernementale
Nichtwählbarkeit <i>f</i>	inéligibilité <i>f</i>
Nichtwähler <i>mpl</i> / Nichtwählerinnen <i>fpl</i>	abstentionnistes <i>m/fpl</i>
Niederlage <i>f</i>	défaite <i>f</i>
Niederschlagung <i>f</i>	répression <i>f</i> [manifestation]
niedrigschwellig oder niederschwellig	facile d'accès, à la portée du plus grand nombre
Non-profit-Organisation <i>f</i> <i>siehe</i> NPO, gemeinnützige Organisation	organisation <i>f</i> à but non- lucratif
Notstand <i>m</i> <i>siehe</i> <i>Ausnahmestand</i>	état <i>m</i> d'urgence
NPO <i>f</i> <i>siehe</i> Non- profit-Organisation, gemeinnützige Organisation	organisation <i>f</i> à but non- lucratif
NRO <i>f</i> <i>siehe</i> Nichtregierungs- organisation, NGO	ONG <i>f</i> , organisation <i>f</i> non gouvernementale

obdachlos *siehe*
wohnungslos

Obdachlosigkeit *f*

**offene Kinder- und
Jugendarbeit** *f*

sans-abri, SDF, sans domicile
m fixe

sans-abrisme *m*

*travail informel auprès des
enfants et des jeunes
qui propose des activités
gratuites, sans obligation
d'adhésion à une
structure*

öffentliche Dienstleistung *f*
siehe öffentlicher Dienst

service *m* public

öffentliche Meinung *f*

opinion *f* publique

öffentlicher Dienst *m* *siehe*
öffentliche Dienstleistung

service *m* public

öffentlicher Raum *m*

espace *m* public

ökologischer Fußabdruck *m*

empreinte *f* écologique

Ökosteuer *f*

taxe *f* environnementale

Ökowende *f*

transition *f* écologique

Open Space *m*

forum *m* ouvert

Opfer *n*

victime *f*

Othering *n*

*conception normative et
excluante de l'altérité*

Pädagogik *f*

handlungsorientierte
Pädagogik
prozessorientierte
Pädagogik

pédagogie *f*

pédagogies actives

*démarche pédagogique
dans laquelle les
processus priment sur les
résultats*

Paragraph *m* **218**

*article controversé du
code pénal allemand
pénalisant l'avortement*

Parlamentsausschuss *m*

commission *f* parlementaire

Partei *f*

siehe politische Partei
Partei ergreifen
Parteimitglied

parti *m* politique

prendre parti
adhérent·e d'un parti

Parteilichkeit *f*

partialité *f*

parteilos

sans étiquette *f*

Parteitag *m*

congrès *m* [*parti*]

parteübergreifend

transpartisan

Parteiverbot *n*

*interdiction d'un parti
politique*

Pauschalisierung *f* *siehe*

Verallgemeinerung

généralisation *f*

Peer-Education *f*

éducation *f* par les pairs

Peer-to-Peer *n*

entre pairs *mpl*

People of Color *pl* *siehe*

*PoC, Menschen mit
Rassismuserfahrung*

personnes *fpl* racisées

Pflicht *f*

devoir *m*

Plakate *npl* **kleben**

coller des affiches *fpl*

Plakatierungskampagne <i>f</i>	campagne <i>f</i> d'affichage
Planspiel <i>n</i>	méthode pédagogique basée sur une mise en situation autour d'une problématique donnée
Plenum <i>n</i>	
1 [Plenarsitzung]	séance <i>f</i> plénière
2 [Vollversammlung]	réunion <i>f</i> plénière
PoC <i>pl</i> siehe <i>People of Color, Menschen mit Rassismuserfahrung</i>	personnes <i>fpl</i> racisées
Podiumsdiskussion <i>f</i>	table <i>f</i> ronde
Politiker <i>m</i> / Politikerin <i>f</i>	homme <i>m</i> / femme <i>f</i> politique
Politikum <i>n</i>	enjeu <i>m</i> politique
Politikverdrossenheit <i>f</i>	ras-le-bol <i>m</i> de la politique <i>fam</i>
politische Bildung <i>f</i>	éducation <i>f</i> à la citoyenneté, éducation <i>f</i> citoyenne
politische Erziehung <i>f</i>	éducation politique à des fins idéologiques
politische Landschaft <i>f</i>	échiquier <i>m</i> politique
politische Mitte <i>f</i>	centre <i>m</i> [politique]
politische Partei <i>f</i> siehe <i>Partei</i>	parti <i>m</i> politique
Polizeigewalt <i>f</i>	violences <i>fpl</i> policières
Polykrise <i>f</i>	crises <i>fpl</i> multiples
Positionierung <i>f</i>	
1 [allgemein]	positionnement <i>m</i>
2 [Sozialwissenschaften]	positionnalité <i>f</i>

P

postmigrantische Gesellschaft <i>f</i>	<i>société qui reconnaît son histoire d'immigration</i>
Postwachstum <i>n siehe Degrowth</i>	décroissance <i>f</i>
Präsidium <i>n [Verein]</i>	bureau <i>m [association]</i>
Pressefreiheit <i>f</i>	liberté <i>f</i> de la presse
Pressemitteilung <i>f</i>	communiqué <i>m</i> de presse
Pressezeichnung <i>f siehe Karikatur</i>	dessin <i>m</i> de presse
Prinzipien <i>npl siehe Grundsätze</i>	principes <i>mpl</i>
Prognose <i>f siehe Vorhersage</i>	pronostic <i>m</i>
progressiv <i>siehe fortschrittlich</i>	progressiste
Projektausschreibung <i>f siehe Ausschreibung</i>	appel <i>m</i> à projets
Projekttag <i>m</i>	<i>journée consacrée à la réalisation de projets dans le cadre scolaire</i>
Protest <i>m</i> 1 <i>[Protestaktion]</i> 2 <i>siehe Infragestellung, Ablehnung</i> Protestwahl	protestation <i>f</i> contestation <i>f</i> vote contestataire
Prozentsatz <i>m</i>	pourcentage <i>m</i>

Qualitätssiegel <i>n</i>	label <i>m</i>
Quelle <i>f</i> siehe Informationsquelle	source <i>f</i>
Querdenker <i>mpl</i>	mouvement non structuré formé par des gens qui se disent « antisystème »
Quotenregelung <i>f</i>	disposition relative à la mise en place de quotas

R

Rahmenbedingungen <i>fpl</i>	cadre général d'un projet
Rahmung <i>f</i> siehe Framing	contextualisation d'un récit avec une intention donnée
Randalierer <i>m</i> / Randaliererin <i>f</i>	casseur <i>m</i> / casseuse <i>f</i>
Randgruppe <i>f</i>	groupe <i>m</i> social marginalisé
Rat <i>m</i>	conseil <i>m</i>
Rathaus <i>n</i>	mairie <i>f</i>
Raubbau <i>m</i>	extractivisme <i>m</i>
Recht <i>n</i>	droit <i>m</i> [légalité]
Recht am eigenen Bild	droit à l'image
Recht auf Löschung der eigenen Daten	droit à l'oubli numérique
Recht haben <i>siehe richtig liegen</i>	avoir raison
Rechte und Pflichten	droits et devoirs

R

Rechte <i>f</i>	droite <i>f</i>
rechtfertigen <i>siehe</i> <i>begründen</i>	motiver [<i>justifier</i>]
rechtsextremes Lager <i>n</i>	extrême droite <i>f</i>
Rechtsruck <i>m</i>	droitisation <i>f</i>
Rechtsstaat <i>m</i>	état <i>m</i> de droit
Rechtsvorschriften <i>fpl</i>	réglementation <i>f</i>
Rede <i>f</i>	discours <i>m</i> [<i>allocution</i>]
regieren	gouverner
Regierung <i>f</i> Regierungsvorlage	gouvernement <i>m</i> projet de loi
Reichsbürger <i>mpl</i>	<i>mouvement de militants</i> <i>réactionnaires qui</i> <i>rejettent la République</i> <i>fédérale et ses institutions</i>
Religionsfreiheit <i>f</i>	liberté <i>f</i> de culte
gegenseitiger Respekt <i>m</i>	respect <i>m</i> mutuel
Richter <i>m</i> / Richterin <i>f</i>	juge <i>m/f</i>
richtig liegen <i>siehe</i> <i>Recht</i> <i>haben</i>	avoir raison <i>f</i>
Richtlinie <i>f</i>	directive <i>f</i>
Rohstoff <i>m</i>	ressource <i>f</i> naturelle
Rückgabe <i>f</i>	restitution <i>f</i> [<i>biens</i>]
Rückgang <i>m</i> der Artenvielfalt	déclin <i>m</i> de la biodiversité
runder Tisch <i>m</i>	table <i>f</i> de négociations

Sache <i>f</i>	cause <i>f</i> [conviction]
hinter einer Sache stehen	adhérer à une cause
Safe Space <i>m</i> siehe geschützter Raum	safe space <i>m</i>
Satzung <i>f</i>	statuts <i>mpl</i>
Schadstoff <i>m</i>	polluant <i>m</i>
Schere <i>f</i> im Kopf siehe Selbstzensur	autocensure <i>f</i>
Schlichtung <i>f</i>	médiation <i>f</i> [litige]
Schlüsselwort <i>n</i> siehe Stichwort	mot-clé <i>m</i>
Schlussstrichdebatte <i>f</i>	débat politique et sociétal pour savoir si l'Allemagne doit « tirer un trait » sur son passé nazi ou continuer à cultiver le devoir de mémoire
Schuld <i>f</i>	culpabilité <i>f</i>
Schuldabwehr <i>f</i>	forme d'antisémitisme qui consiste à relativiser ou à nier la responsabilité allemande dans la Shoah
Schulden <i>fpl</i>	dette <i>f</i>
schulisch	scolaire
Schulung <i>f</i>	formation <i>f</i> [spécifique]
Schwarmintelligenz <i>f</i>	intelligence <i>f</i> collective
Schwarzsein <i>n</i>	condition <i>f</i> noire
Schweigeminute <i>f</i>	minute <i>f</i> de silence
Schwulen- und Lesbenfeindlichkeit <i>f</i>	homophobie <i>f</i>

S

SDG <i>n siehe Nachhaltigkeitsziel</i>	objectif <i>m</i> de développement durable, ODD <i>m</i>
Selbstbestimmung <i>f</i>	autodétermination <i>f</i>
Selbstbezeichnung <i>f</i>	dénomination d'un individu ou d'un groupe social choisie par la ou les personnes concernées
Selbstbild <i>n</i>	perception d'un individu ou d'un groupe par lui-même
Selbstermächtigung <i>f siehe Empowerment</i>	développement <i>m</i> du pouvoir d'agir
Selbstorganisation <i>f</i>	organisation créée et gérée par un groupe afin de s'emparer des questions qui le concernent
Selbstverwaltung <i>f</i>	autogestion <i>f</i>
Selbstwahrnehmung <i>f</i>	manière dont un individu ou un groupe se perçoit
Selbstwirksamkeit <i>f</i>	sentiment <i>m</i> d'efficacité personnelle
Selbstzensur <i>f siehe Schere im Kopf</i>	autocensure <i>f</i>
sexuelle Belästigung <i>f</i>	harcèlement <i>m</i> sexuel
sexuelle Vielfalt <i>f</i>	diversité <i>f</i> des sexualités
SGB <i>n siehe Sozialgesetzbuch</i>	Code de l'action sociale allemand
Sicherheit <i>f</i>	sécurité <i>f</i>
Sinti und Roma <i>mpl</i>	Sintés et Roms <i>mpl</i> , Tsiganes <i>mpl</i>

Sintizze und Romnja <i>fpl</i>	Sintés et Roms <i>fpl</i> , Tsiganes <i>fpl</i>
Sitz <i>m</i> Sitzverteilung	siège <i>m</i> répartition des sièges
Skepsis <i>f</i>	scepticisme <i>m</i>
Sklaverei <i>f</i> siehe Versklavung	esclavage <i>m</i>
Soft Skills <i>mpl</i>	savoir-être <i>m</i>
Sonntagsfrage <i>f</i>	sondage concernant les intentions de vote dans l'hypothèse où les élections auraient lieu le dimanche suivant
Sozial- und Solidarwirtschaft <i>f</i> siehe SSW, Sozialwirtschaft	économie <i>f</i> sociale et solidaire, ESS <i>f</i>
soziale Einbindung <i>f</i>	lien <i>m</i> social
soziale Medien <i>npl</i> oder soziale Netzwerke <i>npl</i>	réseaux <i>mpl</i> sociaux
Sozialgesetzbuch <i>n</i> siehe SGB	Code de l'action sociale allemand
Sozialpädagoge <i>m</i> / Sozialpädagogin <i>f</i>	travailleur social / travailleuse sociale ayant une formation universitaire
Sozialstaat <i>m</i>	État-providence <i>m</i>
Sozialwirtschaft <i>f</i> siehe Sozial- und Solidarwirtschaft, SSW	économie <i>f</i> sociale et solidaire, ESS <i>f</i>
Spannungsfeld <i>n</i>	champ <i>m</i> de tension

S

Spende *f*

Spendenaktion *oder*
Spendensammlung
Spendenaufruf

don *m*

collecte de dons

appel aux dons

Sperrklausel *f*

*clause conditionnant
l'entrée d'un parti
dans un parlement à
un pourcentage des
suffrages exprimés*

Spielraum *m*

marge *f* de manœuvre

an der **Spitze** *f* liegen *siehe*
vorne liegen

arriver en tête *f*

Sprachrohr *n*

porte-voix *m*

Sprecher *m* / **Sprecherin** *f*

porte-parole *m/f*

SSW *f siehe Sozial- und
Solidarwirtschaft,
Sozialwirtschaft*

économie *f* sociale et
solidaire, ESS *f*

Staat *m*

État *m*

Staatsangehörigkeit *f siehe*
Staatsbürgerschaft f

nationalité *f*, citoyenneté *f*

Staatsanwalt *m /*
Staatsanwältin *f*

procureur *m / procureure f*

Staatsanwaltschaft *f*

parquet *m*

Staatsbürger *m /*
Staatsbürgerin *f*

ressortissant *m /*
ressortissante *f*

Staatsbürgerkunde *f*

*ancien terme désignant
l'éducation à la
citoyenneté, notamment
en ex-RDA*

Staatsbürgerschaft *f siehe*
Staatsangehörigkeit f

nationalité *f*, citoyenneté *f*

Staatsferne <i>f</i>	<i>principe de l'indépendance de l'audiovisuel public allemand vis-à-vis de l'État</i>
Staatsgewalt <i>f</i>	<i>puissance f publique</i>
deutsche Staatsräson <i>f</i>	<i>principe selon lequel la sécurité d'Israël fait partie de la raison d'État allemande</i>
Städtepartnerschaft <i>f</i>	<i>jumelage m entre communes</i>
Stadtrat <i>m siehe Gemeinderat</i>	<i>Conseil m municipal</i>
Stadtteil <i>m siehe Stadtviertel</i>	<i>quartier m</i>
Stadtverband <i>m</i>	<i>communauté f d'agglomération</i>
Stadtviertel <i>n siehe Stadtteil</i>	<i>quartier m</i>
Standpunkt <i>m</i>	<i>point m de vue</i>
Stasi <i>f siehe Ministerium für Staatssicherheit</i>	<i>Ministère de la sécurité d'État, service de renseignement et de surveillance de la population en RDA</i>
Stellung <i>f beziehen</i>	<i>prendre position f</i>
Stichprobe <i>f</i>	<i>échantillon m</i>
Stichwort <i>n siehe Schlüsselwort</i>	<i>mot-clé m</i>
Stiftung <i>f</i>	<i>fondation f [politique]</i>
Stimmabgabe <i>f</i>	<i>vote, dépôt d'un bulletin dans l'urne</i>

Stimme <i>f</i> ungültige Stimme	voix <i>f</i> vote nul
Stimmenauszählung <i>f</i> siehe <i>Auszählung</i>	dépouillement <i>m</i>
Stimmrecht <i>n</i> siehe <i>Wahlrecht, aktives Wahlrecht</i>	droit <i>m</i> de vote
Stimmzettel <i>m</i> siehe <i>Wahlzettel</i> den Stimmzettel in die Wahlurne stecken ungültiger Stimmzettel	bulletin <i>m</i> de vote glisser son bulletin dans l'urne bulletin nul
Stolperschwelle <i>f</i>	plaque – plus grande qu'un « pavé de mémoire » – fixée sur le seuil d'un bâtiment en hommage aux victimes du nazisme
Stolperstein <i>m</i>	pavé <i>m</i> de mémoire
Störung <i>f</i> der öffentlichen Ordnung	trouble <i>m</i> à l'ordre public
Strafgesetzbuch	Code <i>m</i> pénal
Strafmündigkeit <i>f</i> auf die Straße <i>f</i> gehen	majorité <i>f</i> pénale descendre dans la rue <i>f</i>
Straßensozialarbeit <i>f</i> oder Streetwork <i>f</i> siehe <i>aufsuchende Jugendarbeit</i> ,	prévention <i>f</i> spécialisée, travail <i>m</i> de rue
Streik <i>m</i>	grève <i>f</i>
Streitkultur <i>f</i>	manière de débattre respectueuse des différents points de vue et protagonistes

Strömung <i>f</i>	<i>courant m</i>
politische Strömung	<i>courant politique</i>
Strukturwandel <i>m</i>	<i>mutation économique ou sociétale</i>
Stunde Null <i>f</i>	<i>« heure zéro », début de la reconstruction de l'Allemagne au lendemain de la Seconde Guerre mondiale</i>
Subjektorientierung <i>f</i>	<i>principe de l'éducation citoyenne qui part du sujet pour atteindre sa visée émancipatrice</i>
SuS <i>m/fpl</i> – Schülerinnen und Schüler	<i>abréviation permettant de nommer « les élèves » sans distinction de genre</i>
systemisches Konsensieren <i>n</i>	<i>décision f par consentement</i>
Systemsprenger <i>m /</i> Systemsprengerin <i>f</i>	<i>enfant ou adolescent·e dont le comportement fait exploser les cadres éducatifs</i>

T

Tandem <i>n</i> siehe Zweiergruppe	binôme <i>m</i>
Tarifpartner <i>mpl</i>	partenaires <i>mpl</i> sociaux
Täter <i>m</i> / Täterin <i>f</i>	agresseur ou agresseuse, auteur·e d'un crime ou de persécutions
erwiesene Tatsache <i>f</i>	fait <i>m</i> établi
Teamer <i>m</i> / Teamerin <i>f</i>	animateur <i>m</i> / animatrice <i>f</i>
Teilhabe <i>f</i>	participation à la vie politique et sociale
Teilnehmende <i>m/fpl</i>	personnes qui participent à un projet ou à une rencontre
Teilnehmer <i>m</i> / Teilnehmerin <i>f</i>	participant <i>m</i> / participante <i>f</i>
Titelseite <i>f</i>	la une <i>f</i>
Tool <i>n</i> siehe Werkzeug	outil <i>m</i>
Träger <i>m</i>	organisme public ou privé qui met en œuvre une politique ou un projet
freier Träger	organisme indépendant assurant des missions d'intérêt général
öffentlicher Träger	collectivité territoriale ou organisme public qui met en œuvre une politique ou un projet
Tränengas <i>n</i>	gaz <i>m</i> lacrymogène
Transparent <i>n</i> siehe Banner	banderole <i>f</i>
Treibhausgas <i>n</i>	gaz <i>m</i> à effet de serre, GES <i>m</i>

Triell <i>n</i>	<i>débat télévisé entre les trois principaux candidats et candidates à la Chancellerie</i>
Triggerfeld <i>n</i>	<i>thématique susceptible de provoquer des émotions voire de raviver un traumatisme</i>
triggern	<i>susciter une émotion négative ou raviver un traumatisme</i>

U

Übergriff <i>m</i>	agression <i>f</i>
übergriffig	abusif, agressif
Überlebende <i>f</i> / Überlebender <i>m</i>	survivante <i>f</i> / survivant <i>m</i> , rescapée <i>f</i> / rescapé <i>m</i>
überparteilich	non partisan
Überparteilichkeit <i>f</i> 1 [Organisation] 2 [Zeitung]	neutralité <i>f</i> indépendance <i>f</i>
eine Grenze <i>f</i> überschreiten	dépasser une limite <i>f</i>
Überwachung <i>f</i>	surveillance <i>f</i>
Überwältigungsverbot <i>n</i>	<i>interdiction de se servir de l'éducation à des fins d'endoctrinement, principe fondamental du Consensus du Beutelsbach</i>
überzeugen	convaincre
für seine Überzeugung <i>f</i> eintreten	défendre des convictions <i>fpl</i>
Umfrage <i>f</i>	sondage <i>m</i>
in die Praxis <i>f</i> umsetzen	mettre en pratique <i>f</i>
Umwelt <i>f</i> Umweltbewusstsein umweltfreundlich Umweltgerechtigkeit Umweltschutz Umweltschützer / Umweltschützerin Umweltverschmutzung	environnement <i>m</i> conscience écologique écoresponsable justice environnementale protection de l'environnement défenseur / défenseuse de l'environnement pollution
Unabhängigkeit <i>f</i>	indépendance <i>f</i>

Unaufrichtigkeit <i>f siehe Böswilligkeit</i>	mauvaise foi <i>f</i>
Uneinigkeit <i>f</i>	désaccord <i>m</i>
Ungerechtigkeit <i>f</i>	injustice <i>f</i>
Ungleichheit <i>f</i>	inégalité <i>f</i>
UN-Kinderrechtskonvention <i>f</i>	Convention <i>f</i> internationale des droits de l'enfant, CIDE <i>f</i>
UNO <i>f siehe Vereinte Nationen</i>	ONU <i>f</i> , Organisation <i>f</i> des Nations unies
unparteiisch	impartial
Unrecht <i>n haben siehe falsch liegen</i>	avoir tort <i>m</i>
Unterdrückung <i>f</i>	oppression <i>f</i>
Unterricht <i>m</i>	enseignement <i>m</i>
Unterschriften <i>fpl sammeln</i>	recueillir des signatures <i>fpl</i>
Unterstellung <i>f</i>	procès <i>m</i> d'intention
Unterwerfung <i>f</i>	assujettissement <i>m</i> , soumission <i>f</i>
Urban Farming <i>n</i>	agriculture <i>f</i> urbaine
Ursache <i>f</i>	cause <i>f</i> [origine]
wertendes Urteil <i>f siehe Wertung</i>	jugement <i>m</i> de valeur
Urteilsvermögen <i>n</i>	capacité <i>f</i> de jugement
Urwahl <i>f</i>	primaire <i>f</i>

V

Verallgemeinerung <i>f siehe Pauschalisierung</i>	généralisation <i>f</i>
Veranstaltung <i>f</i>	manifestation <i>f</i> [événement]
Verantwortung <i>f</i>	responsabilité <i>f</i> [politique]
Verband <i>m</i>	fédération <i>f</i>
Verbot <i>n</i>	interdiction <i>f</i>
Verbrechen <i>n</i> gegen die Menschlichkeit	crime <i>m</i> contre l'humanité
Verein <i>m</i>	association <i>f</i>
Vereinbarung <i>f siehe Abkommen, Einigung</i>	accord <i>m</i>
Vereinswesen <i>n</i>	monde <i>m</i> associatif
Vereinte Nationen <i>fpl siehe UNO</i>	Organisation <i>f</i> des Nations unies, ONU <i>f</i>
Verfassung <i>f</i> Verfassungsschutz	Constitution <i>f</i> service du renseignement intérieur allemand
Verflechtungsgeschichte <i>f</i>	histoire <i>f</i> croisée
Verfolgung <i>f</i> strafrechtliche Verfolgung	persécution <i>f</i> répression [droit]
Vergangenheitsbewältigung <i>f</i>	travail sur le passé nazi de l'Allemagne en vue de le surmonter, sans pour autant l'oublier
Vergessen <i>n</i>	oubli <i>m</i>
Verhältniswahl <i>f</i>	scrutin <i>m</i> proportionnel
Verhandlung <i>f</i>	négociation <i>f</i>
verlernen	désapprendre
eine Wahl <i>f</i> verlieren	perdre une élection <i>f</i>

Verletzung <i>f siehe Missachtung</i>	violation <i>f</i>
Verleumder <i>m / Verleumderin f</i>	détracteur <i>m / détractrice f</i>
Vermittlung <i>f</i> 1 [Weitergabe] 2 [Unterschiede]	transmission <i>f</i> médiation <i>f</i> [intermédiaire]
Vermögen <i>n</i>	patrimoine <i>m</i>
Vernunft <i>f</i>	raison <i>f</i> [intelligence]
Verordnung <i>f</i>	règlement <i>m</i>
Verpflichtung <i>f</i>	obligation <i>f</i>
verraten <i>siehe denunzieren</i>	dénoncer [personne]
Verrohung <i>f der Sprache</i>	brutalisation <i>f</i> de la langue
Versammlung <i>f</i>	rassemblement <i>m</i> , réunion <i>f</i>
Verschlüsselung <i>f</i>	cryptage <i>m</i>
Verschwörungsideologie <i>f</i>	complotisme <i>m</i>
Verschwörungstheoretiker <i>m / Verschwörungstheoretikerin f</i>	complotiste <i>m/f</i>
Verschwörungstheorie <i>f</i>	théorie <i>f</i> du complot
Versklavung <i>f siehe Sklaverei</i> versklavte Menschen	esclavage <i>m</i> personnes réduites en esclavage
Versöhnung <i>f siehe Aussöhnung</i>	réconciliation <i>f</i>

Vertrauensfrage <i>f</i>	<i>vote de confiance que le chancelier ou la chancelière peut solliciter auprès du Bundestag</i>
verurteilen	condamner
Verwaltung <i>f</i>	administration <i>f</i>
Verzicht <i>m</i> auf die Kandidatur auf etwas verzichten	désistement <i>m</i> renoncer à quelque chose
VHS <i>f</i> <i>siehe Volkshochschule</i>	université <i>f</i> populaire
Vielfalt <i>f</i>	diversité <i>f</i>
Volk <i>n</i>	peuple <i>m</i>
Völkermord <i>m</i>	génocide <i>m</i>
völkisch	<i>qui se rapporte au peuple en tant que « race », notamment dans l'idéologie nazie</i>
Volksbefragung <i>f</i>	référendum <i>m</i>
Volksbegehren <i>n</i>	<i>demande de référendum émanant d'un collectif citoyen à l'échelle nationale</i>
Volkshochschule <i>f</i> <i>siehe VHS</i>	université <i>f</i> populaire
Volkspartei <i>f</i>	<i>parti politique soutenu par un large éventail de l'électorat</i>
volkstümlich	populaire [<i>traditionnel</i>]
Volljährigkeit <i>f</i>	majorité <i>f</i> [<i>âge</i>]

Vollversammlung <i>f</i>	assemblée <i>f</i> générale, AG <i>f</i> [rassemblement]
vorgezogene Neuwahl <i>f</i> <i>siehe Neuwahl</i>	élection <i>f</i> anticipée
Vorhersage <i>f</i> <i>siehe</i> <i>Prognose</i>	pronostic <i>m</i>
vorne liegen <i>siehe an der</i> <i>Spitze liegen</i>	arriver en tête <i>f</i>
Vorsorgeprinzip <i>n</i>	principe <i>m</i> de précaution
Vorstand <i>m</i>	bureau ou conseil d'administration d'une organisation
Vorstellung <i>f</i> [Ergebnisse]	restitution <i>f</i> [résultats]
Vortrag <i>m</i>	conférence <i>f</i> [exposé]
Vorurteil <i>n</i>	préjugé <i>m</i>

Wachstum <i>n</i>	croissance <i>f</i>
Wahlabsicht <i>f</i>	intentions <i>fpl</i> de vote
Wahlalter <i>n</i>	âge <i>m</i> légal du vote
Wählbarkeit <i>f</i> siehe <i>passives Wahlrecht</i>	éligibilité <i>f</i>
Wahlberechtigte <i>f</i> / Wahlberechtigter <i>m</i>	électrice <i>f</i> inscrite / électeur <i>m</i> inscrit
Wahlberechtigungsschein <i>m</i>	invitation officielle à se rendre aux urnes précisant la date et le lieu du scrutin
Wahlbeteiligung <i>f</i>	participation <i>f</i> électorale
Wahlbetrug <i>m</i>	fraude <i>f</i> électorale
Wahlbündnis <i>n</i>	alliance <i>f</i> électorale
Wahlen <i>fpl</i>	élections <i>fpl</i>
Wähler <i>m</i> / Wählerin <i>f</i>	électeur <i>m</i> / électrice <i>f</i>
Wahlergebnis <i>n</i>	résultat <i>m</i> des élections, résultat <i>m</i> du scrutin
Wählerinitiative <i>f</i>	liste <i>f</i> citoyenne
Wählerschaft <i>f</i> oder Wählerinnen <i>fpl</i> und Wähler <i>mpl</i>	corps <i>m</i> électoral
Wählerverhalten <i>n</i> siehe <i>Wahlverhalten</i>	comportement <i>m</i> électoral
Wählerverzeichnis <i>n</i>	liste <i>f</i> électorale
Wahlforschung <i>f</i>	sociologie <i>f</i> électorale
Wahlhelfer <i>m</i> / Wahlhelferin <i>f</i>	assesseur <i>m</i> / assessesse <i>f</i>
Wahlkabine <i>f</i>	isoloir <i>m</i>

Wahlkampf <i>m</i>	campagne <i>f</i> électorale
Wahlkampfmotto oder Wahlkampfslogan	slogan électorale
Wahlkampfveranstaltung <i>siehe Kundgebung</i>	meeting électorale
Wahlkampfversprechen	promesse électorale
Wahlkreis <i>m</i>	circonscription <i>f</i>
Wahllokal <i>n</i>	bureau <i>m</i> de vote
Wahl-O-Mat <i>m</i>	<i>outil en ligne conçu pour aider les indécis-es à déterminer le parti le plus proche de leurs idées</i>
Wahlpflicht <i>f</i>	vote <i>m</i> obligatoire
Wahlplakat <i>n</i>	affiche <i>f</i> électorale
Wahlrecht <i>n</i> oder aktives Wahlrecht <i>n</i> <i>siehe</i> <i>Stimmrecht</i>	droit <i>m</i> de vote
allgemeines Wahlrecht passives Wahlrecht <i>siehe</i> <i>Wählbarkeit</i>	suffrage universel éligibilité
Wahlsieg <i>m</i>	victoire <i>f</i> aux élections
Wahlspruch <i>m</i> <i>siehe Motto</i>	mot <i>m</i> d'ordre
Wahlssystem <i>n</i>	mode <i>m</i> de scrutin
Wahltermine <i>mpl</i>	calendrier <i>m</i> électorale
Wahlunterlagen <i>fpl</i> <i>siehe</i> <i>Briefwahlunterlagen</i>	<i>bulletins de vote et enveloppes fournis pour le vote par correspondance</i>
Wahlverhalten <i>n</i> <i>siehe</i> <i>Wählerverhalten</i>	comportement <i>m</i> électorale
Wahlwerbung <i>f</i>	propagande <i>f</i> électorale

W

Wahlzettel <i>m siehe Stimmzettel</i>	bulletin <i>m</i> de vote
sozial-ökologischer Wandel <i>m</i>	transformation <i>f</i> écologique et sociale
Wehrdienst <i>m</i> Wehrdienstverweigerung	service <i>m</i> militaire objection de conscience
Wehrersatzdienst <i>m siehe Zivildienst</i>	service <i>m</i> civil
wehrhafte Demokratie <i>f</i>	démocratie solide, capable de résister à diverses menaces
Wehrhaftigkeit <i>f</i>	capacité d'un État à se défendre
Wehrpflicht <i>f</i>	service <i>m</i> militaire obligatoire
Weißsein <i>n</i> weiß positionierte Person	blanchité <i>f</i> personne qui, parce que socialisée comme blanche, jouit d'une position privilégiée par rapport aux personnes non-blanches
Weltbürger <i>m / Weltbürgerin</i> <i>f</i>	citoyen <i>m</i> / citoyenne <i>f</i> du monde
Werkzeug <i>n siehe Tool</i>	outil <i>m</i>
Werte <i>mpl</i>	valeurs <i>fpl</i>
Wertung <i>f siehe wertendes Urteil</i>	jugement <i>m</i> de valeur
Whistleblower <i>m / Whistleblowerin</i> <i>f</i>	lanceur <i>m</i> / lanceuse <i>f</i> d'alerte
Widerspruch <i>m</i>	contradiction <i>f</i>

sich **widersetzen**

s'opposer

Widerstand *m*

résistance *f* [opposition]

Wiedergutmachung *f*

reconnaissance et
réparation d'un préjudice

Wiedervereinigung *f*

réunification *f* allemande

wirkmächtig

1 [positiv]

qui porte ses fruits

2 [negativ]

lourd de conséquences

Wissen *n*

savoir *m*

Wissenserwerb *m*

acquisition *f* de
connaissances

Wissensvermittlung *f*

transmission *m* de savoir

Wohlfahrtsverband *m*

organisation de solidarité à
vocation principalement
sanitaire et sociale

wohnungslos *siehe*
obdachlos

sans-abri, SDF, sans domicile
m fixe

Workshop *m*

atelier *m*

das **Wort** *n* ergreifen
sich ins Wort fallen

prendre la parole *f*
se couper la parole

Wortwolke *f*

nuage *m* de mots

Würde *f*

dignité *f*

Z

Zeitleiste <i>f</i>	frise <i>f</i> chronologique
Zeitzeuge <i>m</i> / Zeitzeugin <i>f</i>	témoin <i>m/f</i> [histoire]
Zeuge <i>m</i> / Zeugin <i>f</i>	témoin <i>m/f</i> [droit]
Zielgruppe <i>f</i> Zielgruppenansprache	public <i>m</i> , public <i>m</i> cible <i>communication adaptée</i> <i>au public cible</i>
Zivilcourage <i>f</i>	<i>attitude courageuse</i> <i>animée par un esprit</i> <i>civique et des valeurs</i> <i>démocratiques</i>
Zivildienst <i>m</i> siehe <i>Wehrersatzdienst</i>	service <i>m</i> civil
ziviler Ungehorsam <i>m</i>	désobéissance <i>f</i> civile
Zivilgesellschaft <i>f</i>	société <i>f</i> civile
Zivilisationsbruch <i>m</i>	<i>effondrement civilisationnel</i> <i>provoqué par la Shoah</i>
Zugang <i>m</i> zur Information	accès <i>m</i> à l'information
Zugehörigkeit <i>f</i>	appartenance <i>f</i>
Zugeständnisse <i>npl</i> machen	faire des concessions <i>fpl</i>
Zulassung <i>f</i> siehe <i>Genehmigung</i>	agrément <i>m</i>
Zurückhaltung <i>f</i>	modération <i>f</i> [retenue]
Zurückhaltungsgebot <i>n</i>	devoir <i>m</i> de réserve
zurücktreten	démissionner
Zurückweisung <i>f</i> siehe <i>Ablehnung</i>	rejet <i>m</i>
Zusammenleben <i>n</i>	vivre-ensemble <i>m</i>

Zusammenstoß *m siehe*
Konfrontation

affrontement *m*

Zuschreibung *f*

assignation *f*

Zustand *m*

état *m* [situation]

Zustimmung *f siehe*
Einvernehmlichkeit

consentement *m*

Zweiergruppe *f siehe*
Tandem

binôme *m*

Zweitstimme *f*

une des deux voix dont
dispose chaque titulaire
d'une carte électorale,
accordée à la liste d'un
parti à l'échelle du Land

Zwischenauswertung *f*
oder Zwischenbilanz *f*

bilan *m* intermédiaire

